

LIRE PAGE 2

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.60 F

Algerte, 1,20 EA; Maroc, 1,00 dir.; Tunisie, 120 M.;
 Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique,
 13 fr.; Canada, 0,55; Danemark, 3 kr.;
 Espagne, 25 pes.; Grande-Bretagne, 20 s.; Grèce,
 20 dr.; Iran, 45 rials; Italie, 350 L.; Liban, 100 P.;
 Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas,
 1 fl.; Portugal, 14 esc.; Suède, 2,25 kr.;
 Suisse, 3 fr.; U.S.A., 63 cent; Yougoslavie, 15 s. din.

Tarif des abonnements page 26

**5, RUE DES ITALIENS
75001 PARIS - CEDEX 04
C.G.E. 017-23 Paris
Tél. Paris n° 630372
Tél. - 246-72-23**

Le régime en péril

Un autre élément permet de penser que les jours du régime autocratique du président Mobutu sont comptés : l'attentisme doit témoigner les partenaires internationaux du Zaïre. Les Etats-Unis et la Belgique s'accrochent qu'avec parcimonie l'aide qu'ils ont été réclamée par Kinshasa quant à l'Organisation de l'Unité Africaine a attendu trois semaines avant d'exprimer, mardi 29 mars, par la voix de son président, le premier ministre mauricien Sir Seewoosagur Ramgoolam, sa « solidarité » avec Kinshasa.

Comme l'a écrit dans la préface du catalogue M. Gilles Béguin,

(Lire page 13
l'article d'ANDRÉ FERMIGIER.)

Champs-Élysées - HOTEL LOEWS - Monte-Carlo
NOS - Saint-Tropez - Aéroport d'Orly.

FRED
JOAILLIER
6, rue Royale
Paris 8^e
Tél. : 260 30 65

Boutique FRED : 84, Champs-Élysées - HOTEL LOEWS - Monte-Carlo
HOTEL BYBLOS - Saint-Tropez - Aéroport d'Orly.

DIPLOMATIE

LE SÉJOUR DE M. VANCE A MOSCOU Des « groupes de travail » étudient les principaux dossiers des relations soviéto-américaines

Moscou. — Les négociations américano-soviétiques ont repris ce mercredi 30 mars en fin de matinée au Kremlin. La partie américaine s'attendait à ce que les Soviétiques communiquent à cette occasion, comme ils s'y étaient engagés lundi, leurs réponses aux propositions sur la limitation des armements stratégiques, exposées en détail par M. Cyrus Vance.

M. Vance, qui a poursuivi pendant toute la journée de mardi ses conversations avec M. Gromyko, s'est déclaré, dans la soirée, « encouragé » par le fait que son interlocuteur soviétique n'ait pas abordé le problème des armes stratégiques pendant la seconde journée des entretiens. « Cela indique, a-t-il dit, que les Soviétiques accordent de l'intérêt à nos propositions et prennent le temps de les étudier à fond ». C'est en fonction de la réponse soviétique que M. Vance décidera ou non de rester un jour de plus à Moscou. En principe, le secrétaire d'Etat américain doit quitter la capitale soviétique jeudi 31 mars dans la matinée.

Selon M. Vance, qui a tenu une nouvelle conférence de presse mardi soir, les entretiens de la journée ont été « sérieux » ; contrairement à ce

De notre correspondant

qui s'était passé la veille, il n'y a eu aucun moment où les deux parties n'ont soulevé le problème des droits de l'homme et des « ingérences » américaines dans les affaires intérieures de l'U.R.S.S. De nombreux sujets bilatéraux et internationaux ont été abordés. Les deux parties sont tombées d'accord sur le principe de la création de « groupes de travail » pour poursuivre, par secteur, les discussions amorcées. La création de ces groupes, qui institutionnalisent en quelque sorte le dialogue, est considérée comme significative par certains observateurs et par l'entourage de M. Vance ; elle indiquerait, en effet, que Moscou est bien déterminé à développer ses relations avec Washington, en dépit des multiples déclarations de M. Brejnev et Gromyko sur « l'impossibilité de développer des relations coexistantes sans un strict respect des principes d'égalité, de non-ingérence et d'intérêt mutuel », c'est-à-dire sans une modification de la politique de défense des droits de l'homme inaugurée par M. Carter.

Aussi bien de sources soviétiques qu'américaines, on précise que les

● L'Espagne et le Mexique ont rétabli leurs relations diplomatiques et ont décidé d'échanger des ambassadeurs, annonce un communiqué commun publié lundi 28 mars à Paris. La reprise des relations a été réalisée par un échange de notes entre M. Marcelino Oreja, ministre espagnol des affaires étrangères, et son homologue mexicain, M. Santiago Roel, qui se sont rencontrés lundi à Paris. Dernier pays à le faire, le Mexique continuait jusqu'alors à reconnaître le gouvernement républicain espagnol en exil, installé à Mexico et présidé par M. José Maldonado. Celui-ci avait annoncé vendredi 18 mars à Mexico qu'il avait décidé de mettre fin à ses relations « diplomatiques » avec le Mexique, levant ainsi le dernier obstacle à une reprise des relations entre Madrid et Mexico (le Monde daté 20-21 mars). — A.F.P., A.F., U.P.I.

● M. Roy Jenkins à Washington. Le président de la Commission des Communautés européennes, M. Roy Jenkins, se rendra à Washington les 18 et 19 avril, à l'invitation du président des Etats-Unis. — (A.F.P.)

● Les délégués américains et soviétiques à la conférence de Genève sur le désarmement ont rejeté, mardi 29 mars, toute idée de contrôle supranational d'un éventuel traité interdisant les armes chimiques. « Cela conduirait inévitablement à la réduction de secrets militaires, industriels et commerciaux », a dit le délégué américain, M. Meyer, s'est cependant prononcé pour la création d'un comité consultatif qui pourrait recevoir les plaintes des gouvernements ayant des soupçons quant à l'existence des traités, mais qui ne pourrait décider des vérifications sur place.

● A la fin de la réunion de Rome, le général Fanali a remis au président italien Andreotti, afin qu'il le communique aux autres chefs d'Etat et de gouvernement, une déclaration d'un « sommet » d'anciens combattants de l'Europe des Neuf demandant aux Pays de la Communauté d'accroître leur action pour développer les liens d'amitié entre les peuples. Le général Fanali a été fait à La Haye en 1976 et à Dublin en 1975, lors des réunions des chefs d'Etat et de gouvernement.

sujets abordés mardi ont été les suivants : interdiction des essais nucléaires, réduction des armements en Europe centrale (M.B.F.R.), lutte contre la prolifération nucléaire, délimitation de l'océan Indien, problème des ventes d'armes clandestines. Selon M. Vance, la question du Proche-Orient a également été discutée, ainsi que la situation en Afrique australe. Ce dernier problème, cependant, n'a été évoqué que « brièvement ».

La discussion sur le Proche-Orient

A propos du Proche-Orient, M. Vance a confirmé qu'il avait demandé à M. Gromyko des précisions sur la position soviétique, en particulier sur les déclarations du ministre des affaires étrangères de l'U.R.S.S. qui avait laissé entendre dans son discours de lundi que le problème de la participation des Palestiniens à la conférence de Genève pourrait être résolu au cours des travaux de la conférence et non avant sa convocation. Mais le secrétaire d'Etat s'est refusé à rapporter les explications soviétiques, car il ne veut pas « faire de commentaires sur les positions de l'autre partie ». Tout ce que je peux dire, a-t-il ajouté, c'est que notre discussion sur le Proche-Orient a été utile. Je pense avoir maintenant une vue meilleure et plus complète de la position soviétique. J'ai l'impression que les Soviétiques souhaitent jouer un rôle constructif et qu'ils nous nous en félicitent.

De source proche de M. Vance, on précise qu'aucun groupe de travail ne sera chargé du Proche-Orient ; on se refuse d'ailleurs à préciser quels groupes seront formés. On pense cependant qu'ils pourraient concerner les problèmes de la prolifération nucléaire, des ventes d'armes, peut-être aussi de la délimitation de l'océan Indien. M. Vance, qui pense rencontrer encore une fois M. Brejnev avant son départ de Moscou, a insisté sur le fait que certaines développements pourraient intervenir rapidement à propos des négociations de Vienne sur la réduction des armements en Europe centrale. Mais il s'est refusé à être plus explicite, affirmant simplement que « les deux côtés sont toujours d'accord sur le fait qu'il est important de faire sortir de l'impasse les discussions sur les M.B.F.R. ».

JACQUES AMALRIC.

EUROPE

Espagne

LA DÉCISION SUR LA LÉGALISATION DU P.C.E. SERA PRISE APRÈS PAQUES

(De notre correspondant.)

Madrid. — La quatrième chambre de la Cour suprême, qui doit décider si le P.C. espagnol et les groupes situés à sa gauche sont légaux ou non, ne rendra son verdict qu'après Pâques. Les magistrats qui n'ont pu se réunir le vendredi 25 mars comme prévu, en raison du décès de leur président M. José María Cordero Torres, semblent avoir décidé de donner du fil à retordre au gouvernement.

Par décret du ministre de la Justice, signé par M. Suarez, président du gouvernement et par le président du Conseil de la régence, le Tribunal sera audé de Miranda de Ebro se trouvant alors en voyage à l'étranger. M. Juan Becerra Anton Miralles avait été désigné, en effet, pour succéder à M. Cordero-Torres. Mais la Cour suprême réunie en assemblée plénière a repoussé cette nomination. M. Becerra est considéré comme l'un des magistrats les plus libéraux de la haute cour. La petite fronde de la Cour suprême retardé encore la décision sur la légalisation du P.C., alors qu'on croyait le problème pratiquement résolu. — J.-A. N.

Italie

TROIS AGRESSIONS GRAVES EN UNE JOURNÉE Nouvelles violences politiques à Rome

De notre correspondant

Rome. — La violence politique a refait son apparition à Rome, le mardi 29 mars, avec trois agressions à main armée particulièrement graves.

En sortant de chez lui, le directeur de l'imprimerie nationale était blessé de plusieurs coups de feu par un commando des « Unités combattantes communistes ». Ce même commando a aussi tiré sur le directeur de la Confédération des petites entreprises. Le visage masqué, sept jeunes gens ont fait irruption dans la villa, siège de cette association, et enlevé les personnes présentes. Puis ils ont mis le feu à la maison. Il y a eu des dégâts matériels, mais aucune victime. Des actions similaires étaient signalées à Florence et à Prato.

D'ordinaire, les cibles des terroristes sont plus « politiques ». On s'interroge donc sur l'objectif réel des « combattants communistes » qui accusent le directeur de l'imprimerie nationale d'« exploiter le travail des

prisonniers » et la Confédération des petites entreprises de constituer « noyau de commandement » de la décentralisation de la production. Dans l'un et l'autre cas, il s'agit d'attaquer et de détruire les institutions qui commandent le travail noir, et plus généralement « d'organiser la guérilla contre le capitalisme ». Ce langage ne convainc guère les parts de gauche, qui violent l'action de provocateurs.

Bataille rangée

Dans la soirée, c'est une vraie bataille rangée qu'a connue la via della Conciliazione, l'avenue qui débouche sur le place Saint-Pierre. Une trentaine de néo-fascistes armés ont voulu donner l'assaut à un rassemblement fréquenté par des militants de gauche. A peine étaient-ils arrivés, que des policiers en civil, présents par hasard dans l'assemblée, tiraient des coups de feu en l'air. Plusieurs voitures de police sont arrivées sur les lieux. Les assaillants se sont alors réfugiés dans une église voisine, qui a été encerclée par les membres de la brigade antiterroriste. Après une nouvelle fusillade, au cours de laquelle deux personnes ont été blessées, les néo-fascistes se sont enfuis ou rendus. Onze d'entre eux ont été arrêtés.

Aucun acte de violence n'a été signalé, en revanche, à l'université depuis les graves affrontements du 12 mars dernier, mais une certaine tension demeure. Mardi, la faculté des lettres a été fermée pendant plusieurs heures après que des manifestations eurent perturbé un cours. A la faculté de physique, des examens ont été interrompus en raison du « contrôle politique » qu'entraînent des perturbateurs.

ROBERT SOLÉ.

Grèce

● Attentats à Athènes. — Huit attentats ont été commis dans la nuit du mardi à mercredi 30 mars à Athènes : contre des voitures appartenant à des missions diplomatiques étrangères. Des inconnus ont mis le feu à ces voitures après les avoir aspergées d'essence. Plusieurs d'entre elles, qui appartenaient à des Américains, ont été détruites. Il n'y a pas eu de victimes. — (A.F.P.)

Roumanie

Le plan sera réalisé et les revenus augmenteront affirme M. Ceausescu

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — En dépit du terrible tremblement de terre qui a secoué la Roumanie le 4 mars, le plan quinquennal de développement économique du pays sera non seulement réalisé, mais encore dépassé. C'est ce qu'a affirmé, le lundi 28 mars à Bucarest, M. Ceausescu, chef du parti et de l'Etat, au cours d'une réunion commune du comité central, de l'Assemblée nationale et du Conseil suprême de développement économique et de l'appareil central du parti et de l'Etat.

Le secrétaire général a souligné que, malgré les difficultés industrielles, le pays n'avait pas encore retrouvé leur pleine capacité de production, mais que cela sera chose faite d'ici au 1er mai.

D'aucuns, a-t-il remarqué, ont cru probablement qu'à la suite du séisme — qui a causé la mort de cinq ou six personnes et provoqué des dommages de l'ordre de 4,5 milliards de francs — la Roumanie prendrait un retard de cinq ou dix

ans. Mais il n'en sera rien : « Il me faut affirmer que nous avons toutes les conditions nécessaires, et au rythme actuel, nous pourrions être sûrs que nous ferons tout pour réaliser même un dépassement du plan quinquennal ».

Le chef du parti a annoncé que les prévisions du plan seront revues en hausse en ce qui concerne les revenus des travailleurs. Ceux-ci devront avoir augmenté de 30 % en 1980 par rapport à 1976 au lieu des 18 à 20 % initialement prévus. Ces encouragements apparaissent comme un geste fait à l'égard de la population, dont les forces sont et seront mises durement à contribution dans les prochains mois pour mener à bien les tâches anti-inflationnistes fixées par le secrétaire général. Enfin, M. Ceausescu s'est pris à certains milieux de l'Occident qui essaient de « dénigrer » l'esprit d'industrialisme, en particulier en encourageant l'émigration et le « rachat » des citoyens des pays socialistes vers l'Occident. — M. L.

Nous sommes une force combattante à la mer.

A l'occasion du 25ème Anniversaire du Couronnement de la Reine, une Revue Navale se déroulera à Spithead le 28 Juin 1977.

Plus de 100 bâtiments de guerre venus du monde entier y participeront.

Les membres du Ministère de la Marine prendront place à bord du H.M.S. 'Birmingham', l'un des destroyers les plus évolués de la Royal Navy dont la propulsion est assurée par des moteurs Rolls-Royce Tyne et Olympus.

Pour avoir construit près de la moitié des turbines à gaz montées sur les navires appartenant à 22 Forces Navales Mondiales, Rolls-Royce se classe incontestablement en tête de la technologie des turbines à gaz marine.

Chaque moteur marin Rolls-Royce bénéficie d'une tradition unique de technologie éprouvée, de fiabilité inégalée et d'un service après-vente omniprésent dont l'efficacité n'est plus à démontrer.

C'est ainsi que les moteurs Rolls-Royce propulsent Concorde à deux fois la vitesse du son, qu'ils équipent le Lockheed TriStar, le

Boeing 747 et d'autres avions parmi les plus prestigieux qui sillonnent les airs.

Ces moteurs fournissent également l'énergie nécessaire aux industries du gaz et du pétrole dans 14 grandes nations qui les utilisent pour les forages en mer du nord et le pompage à travers les régions désertiques de l'Alaska.

Par ailleurs, ils servent à produire plus de 5000 mégawatts d'électricité à l'échelon mondial pour satisfaire les besoins de petites installations industrielles jusqu'à ceux de villes entières.

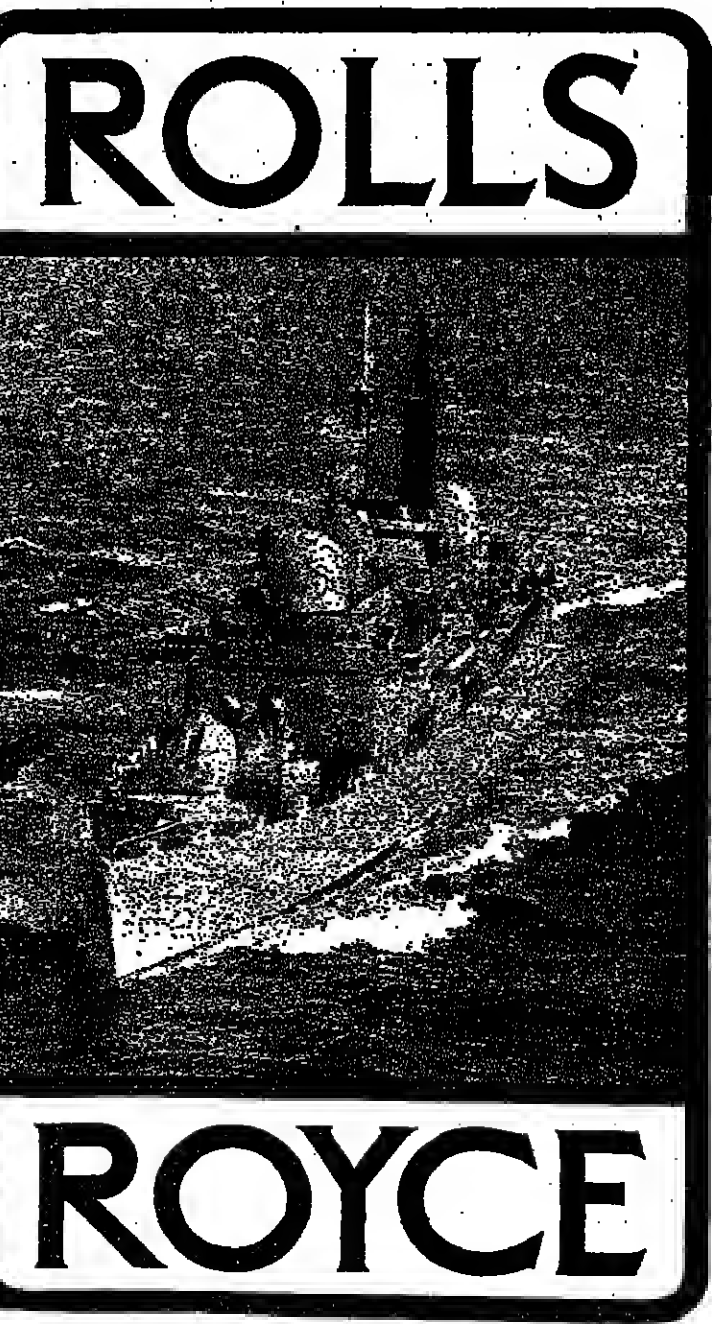
Grâce à son expérience incomparable dans le domaine de la conception et du développement des turbines à gaz, Rolls-Royce s'est hissé au premier rang des producteurs d'énergie du monde et dispose de tous les moyens pour répondre aux demandes d'où qu'elles viennent dans l'immédiat comme dans le futur.

Rolls-Royce (France) Limited,
122 Avenue Charles de Gaulle,
92 Neuilly Sur Seine, Paris, France.

Rolls-Royce Limited, 65 Buckingham Gate,
London SW1E 6AT, England.



Nous avons pour devise: progrès.



le gouvernement obtient la sou

EUROPE

Chypre

Les négociations intercommunautaires de Vienne reprennent dans de meilleures conditions

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Après une interruption d'un an, les négociations entre les représentants des communautés chypriotes grecque et turque vont reprendre le jeudi 31 mars à Vienne. C'est le résultat de l'accord de principe acquis lors des rencontres entre Mgr Makarios et M. Denktash, les chefs de deux groupes ethniques, les 27 janvier et 12 février, à Nicosie. Les deux hommes signaient depuis deux ans, M. Waldheim, secrétaire général des Nations unies, à qui revient un certain mérite dans ce rapprochement, présidera la première série d'entretiens.

Si la reprise des pourparlers est le signe d'une bonne volonté réciproque, il serait imprudent de croire à un aboutissement rapide des conversations. M. Denktash n'a-t-il pas déclaré qu'il ne fallait pas s'attendre à un résultat avant environ dix-huit mois ? Plusieurs fois indiquant cependant que l'un devrait cette fois discuter sérieusement.

La composition des délégations plaide en ce sens. Victime de son différend avec l'ethnarque, le chef de la délégation grecque, M. Clérides, le négociateur chypriote grec, dont les liens d'amitié avec M. Tassos Papadopoulos, son interlocuteur du côté turc, M. Umit Onan. La délégation chypriote grecque comprendra le président du tribunal constitutionnel de l'île, le président de la Croix-Rouge et le procureur général ainsi que plusieurs fonctionnaires spécialisés dans les questions économiques et des propriétés foncières.

L'échec des pressions d'Ankara sur Washington

Ensuite, la base sur laquelle reposent les pourparlers paraît plus solide que par le passé, même si d'après les négociateurs, les deux communautés ne sont pas encore prêtes à signer un accord. Mgr Makarios et M. Denktash ont fixé des représentants l'objectif de définir le statut d'une « République de Chypre fédérative indépendante et composée de deux communautés, qui continuera de pratiquer une politique de non-alignement ». L'unité, l'intégrité territoriale et l'indépendance de l'île doivent donc être sauvegardées, mais dans le cadre d'une fédération.

Enfin, la situation internationale depuis la mise en place de l'administration Carter aux États-Unis facilite sans doute la recherche d'un règlement. La Turquie devrait prochainement avoir pris conscience que les pressions qu'elle exerçait sur Washington avec la fermeture des

MANUEL LUCBERT.

Finlande

Le gouvernement minoritaire centriste obtient la confiance du Parlement

De notre correspondant

Helsinki. — Par 96 voix contre 2, le gouvernement minoritaire centriste de M. Miettunen a obtenu le mardi 28 mars la confiance du Parlement, l'ensemble de la gauche (qui compte 94 sièges au Parlement) s'est abstenu. A la surprise générale, M. Miettunen avait fait le même jour une communication au Parlement. Il s'agit d'une procédure, très rarement utilisée, qui permet au gouvernement de mesurer, à son initiative, la confiance dont il dispose. Menacé de devoir répondre à une interpellation prochaine de la gauche, le premier ministre avait préféré prendre les devants et placer l'opposition sur un terrain de son choix, celui de la politique des revenus.

Contrairement aux années précédentes, aucun accord central de politique des revenus n'a pu être mis au point jusqu'à présent. Le patronat avait annoncé d'embolie qu'il n'y avait rien à négocier et qu'aucune augmentation de salaires ne serait accordée (il demandait d'ailleurs que les ouvriers acceptent cet état de fait pour deux ans). Après cette fin de non-recevoir, le négociateur du gouvernement, M. Linna, avait proposé un plan de compromis au niveau des différentes fédérations : ce plan fut finalement accepté, malgré quelques réserves par le patronat et, dans les syndicats, par les sociaux-démocrates, les communistes refusant de s'y rallier. Pourtant, dans la pratique, aucun accord n'a encore été conclu entre ouvriers et patronat sur cette base. Seuls les fonctionnaires l'ont fait.

Entre-temps, les grèves se sont étendues et certains mouvements prennent des proportions alarmantes, telle la grève des ingénieurs des centrales nucléaires.

● **ERRATUM.** — Une erreur s'est glissée en première édition dans l'article d'André Fontaine, « Le vent du changement » (26 mars). Ce n'est évidemment pas aux États-Unis mais en Allemagne fédérale que les écologistes bloquent la construction des centrales nucléaires.

Zaire

Les forces de Kinshasa ne parviennent pas à repousser les « gendarmes » Katangais

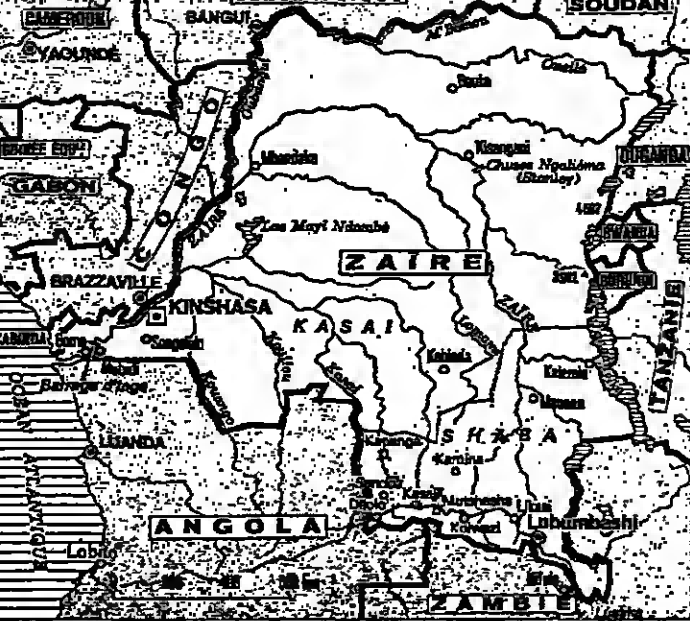
(Suite de la première page.)

Les familles européennes affloient une sérénité presque irréelle, alors que les informations parvenant par l'intermédiaire des missions catholiques et protestantes de la région indiquent que les « rebelles » avaient gagné du terrain. En effet, sur les huit missions qui étaient en liaison radio avec Kolwezi, quatre s'étaient tuées tout à tour.

Seize d'autres informations, non

cent cinquante soldats de l'armée zairaise ont trouvé le mort et un important matériel militaire a été saisi.

● Sur le plan diplomatique, M. Joseph Garba, commissaire (ministre) nigérien aux affaires étrangères, est attendu, ce mercredi, à Kinshasa. Il est porteur d'un « important message » du chef de l'État, le général Chassanje, qui a proposé ses bons offices. — (A.F.P., Reuters, U.P.I., A.P.)



confirmées, le signe de chemin de fer, qui semble constituer la principale voie de pénétration des « rebelles », aurait été coupée ces derniers jours.

● A Kinshasa, au cours de son « briefing » quotidien, le porte-parole officiel du gouvernement zairais n'a fait aucun commentaire, se contentant d'indiquer : « La situation militaire n'a pas évolué. »

● A Paris, un communiqué du Front de libération nationale du Congo (F.L.N.C.) a assuré mardi qu'il couvrait d'un « accordage », survenu le 25 mars à Mubumba,

● La « table ronde » organisée par l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) sur l'Afrique s'est ouverte lundi 28 mars à Addis-Abeba, en présence de tous les partis et mouvements du Territoire français des Afars et des Issas et sous la présidence du colonel Roger Fell, ministre ghanéen des affaires étrangères. Huit pays de l'O.U.A. — Égypte, Guinée, Libéria, Mozambique, Sénégal, Tanzanie, Ouganda et Zaïre, — ainsi que M. Peter Oni, secrétaire général adjoint de cette organisation, participent à la réunion. — (A.F.P.)

● Trois dirigeants nationalistes d'Afrique australe, M.M. Nkomo (Front patriotique du Zimbabwe), Sam Nujoma (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) et Oliver Tambo (Congrès national africain du Sud) ont quitté Lusaka mardi 29 mars pour Luanda, où ils devaient ce mercredi rencontrer M. Castro, premier ministre cubain. Ces entretiens devraient aboutir à un accroissement de l'aide cubaine aux mouvements de guérilla. D'autre part, M. Podgorny, chef de l'État soviétique, a été chaleureusement accueilli mardi à Maputo où il achève son voyage en Afrique. — (Reuters)

● Le Maroc et la Mauritanie boycottent le 9^e congrès des Croisés et Croix-Rouges arabes qui se tient à Alger depuis le 25 et qui doit se terminer le 31 mars. À l'exception de la Somalie, qui s'est fait exclure, les autres pays de la Ligue arabe participent aux travaux. À l'origine, le Maroc avait demandé d'obtenir d'accueillir ce congrès. Il s'est ensuite récusé et a demandé son report sans suite. Une délégation marocaine était néanmoins attendue à Alger, mais elle n'a pu s'y rendre, à la dernière minute, sur décision du roi Hassan II en personne. Il semble que les Marocains et les Mauritaniens aient voulu éviter de se trouver en présence du Croissant-Rouge sahraoui. — (Corresp.)

● Le Monde de l'éducation

Numéro d'avril

LES LANGUES

VIVANTES

Les séjours linguistiques

GILLES GERMAIN.

Éthiopie

Il ne peut pas y avoir de discussion avec la junte d'Addis-Abeba

nous déclare le général Iyasu Mengesha président de l'Union démocratique éthiopienne

L'Union démocratique éthiopienne (UDE), mouvement d'opposition à la junte militaire d'Addis-Abeba, mène actuellement, notamment à partir du territoire soudanais, une vaste opération armée contre les forces de l'ordre et les milices éthiopiennes. En février et en mars, les maquisards de l'UDE se sont emparés de plusieurs agglomérations situées dans l'est de l'Éthiopie, dont celle d'Humera. De passage à Paris, le général Iyasu Mengesha, ancien élève de Saint-Cyr, ancien chef d'état-major de la force d'intervention des Nations unies au Congo, actuellement président de l'Union, a répondu à nos questions.

« Parmi les qualificatifs décernés à votre parti, acceptez-vous celui d'opposition monarchiste ? »

— Non, nous ne l'acceptons pas. L'UDE ne dépend absolument pas de la famille impériale. Elle considère, en outre, qu'il ne lui appartient pas de se prononcer sur la nature des futures institutions de l'Éthiopie. C'est le peuple lui-même qui, après s'être libéré de la dictature de la junte d'Addis-Abeba, décidera démocratiquement de ces institutions.

« Vous n'avez pas à détenir une plate-forme d'action commune avec d'autres partis éthiopiens d'opposition, le P.R.P.S. par exemple ? »

— Non. L'UDE est un front qui travaille à rassembler les Éthiopiens de toutes opinions engagés dans le combat contre la junte, à coordonner tous les mouvements d'opposition. Lorsque la junte sera chassée, par l'effort de tous, d'un pouvoir qu'elle a usurpé, chaque groupe proposera démocratiquement son propre programme de gouvernement devant le peuple souverain. Si des éléments partageant les opinions socialistes du P.R.P.S. veulent, dans ce cadre, se battre à nos côtés, nous ne les repousserons certainement pas.

« Le fait que vos partisans se soient emparés des villes d'Humera et de Metema implique-t-il une concertation avec le Front de libération du Tigré ou le Front de libération du Begemder ? »

— Il n'y a pas de Front de libération du Begemder. Les patriotes qui se battent courageusement et avec succès, dans cette province appartenant à l'UDE. La situation est la même au Tigré, sauf pour un petit groupe qui a constitué le Front de libération populaire de l'Erythrée.

« L'action de l'UDE est-elle coordonnée, sous une forme ou sous une autre, avec celle du mouvement de libération nationale érythréen ? »

— Non. Le territoire soudanais est-il pour vos partisans un « sanctuaire » ?

— Nous nous battons sur le territoire même de l'Éthiopie, où des patriotes de plus en plus nombreux, y compris des soldats de l'armée éthiopienne, se joignent à nous. Nous avons récupéré un matériel militaire important et les populations nous font confiance.

« Envisagez-vous la proclamation d'un gouvernement éthiopien en 1977 ? »

— Non. Un gouvernement éthiopien ne peut exister sans autorité qu'à partir du territoire national. Le siège de l'UDE est d'ores et déjà installé dans une région libérée.

« Sur quelles bases seriez-vous disposés à discuter avec la junte d'un éventuel arrêt des combats ? »

— Il ne peut pas y avoir de discussion avec la junte. Nous n'entrerons en contact avec ses chefs que lorsqu'ils seront prêts à renoncer complètement, et sans aucune condition, en pouvoir volé au peuple.

« Quelles sont, selon vous, les incidences internationales de la situation actuelle en Éthiopie ? »

— L'instabilité, l'incohérence, et surtout l'incompétence des dictateurs du DREG ont provoqué, dans cette zone particulièrement sensible du monde, qu'est la Corne de l'Afrique, une situation explosive. Comment les grandes puissances ne se sentiraient-elles pas concernées, alors que, sur le plan international, la junte donne l'image d'un enfant qui joue avec des allumettes ? »

Propos recueillis par PHILIPPE DECRAENE.

Tunisie

M. Habib Achour a été réélu secrétaire général de l'U.G.T.T.

De notre correspondant

Tunis. — Lors du congrès de l'Union générale des travailleurs tunisiens (U.G.T.T.), qui s'est déroulé à Tunis du 24 au 27 mars, le chef de la centrale syndicale, M. Habib Achour, a été réélu à deux reprises la perspective du relèvement, dans les meilleurs délais, de 40 à 60 dinars (1), du salaire minimum interprofessionnel garanti.

Venant deux mois à peine après une augmentation de 33 % du SMIG, ces déclarations, qui ont reçu une approbation bruyante des congressistes, semblent en contradiction avec la clause du « pacte social » signé le 19 janvier, qui ne prévoyait une revalorisation des salaires qu'après une augmentation des prix de plus de 5 %.

Toutefois, la motion finale ne mentionne pas cette revendication. Au contraire, elle se félicite sans restriction de la signature du « pacte social ».

Malgré tout, les interventions qui se sont succédé tout au long des trois journées de débat ont

soient revêtu un caractère critique.

Si, aucune voix ne s'est élevée contre le « pacte social », celui-ci a été « rejeté » dans une pétition signée par six cents syndicalistes « de base », qui a été déposée dans les couloirs du congrès. Ce texte dénonce l'attitude de la direction de la centrale, qui a signé le pacte sans consulter les adhérents, et en violation des principes les plus élémentaires de la démocratie syndicale.

M. Habib Achour n'en a pas moins été réélu à l'unanimité pour quatre ans secrétaire général de l'U.G.T.T. Auparavant, il avait repoussé l'offre des congressistes d'une élection à vie car, avait-il expliqué, je suis un être humain, mes forces peuvent me trahir, je peux me tromper, et une telle proposition est contraire aux règles démocratiques de notre organisation.

(Interim.)

(1) Le dinar vaut environ 11,25 F.

Oui à Charles-de-Gaulle.

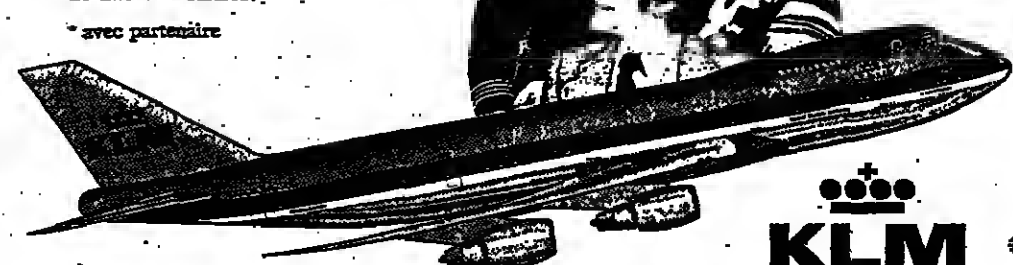
A partir d'aujourd'hui, KLM, la grande compagnie aérienne néerlandaise, entre en service à l'aéroport Charles-de-Gaulle, à Roissy-en-France.

A partir d'aujourd'hui, le premier aéroport français est relié en 1 heure et 9 fois* par jour à Amsterdam, plaque tournante du réseau KLM qui dessert plus de 100 villes dans le monde entier.

* avec partenariat

A partir d'aujourd'hui, il y a une bonne raison de plus de dire oui à KLM.

Réervations : KLM, 36 bis avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. 266.57.19 ou chez votre Agent de voyages.



Sérieux et gentillesse : une tradition hollandaise.

PROCHE-ORIENT

Liban

L'échec de la grève déchaînée par M. Chamoun renforce l'autorité du chef de l'État

De notre correspondant

Beirut. — La tension est restée dans le secteur est de la capitale, après l'échec de la grève déclenchée le mardi 29 mars par le parti national libéral (P.N.L.) de M. Camille Chamoun, pour protester contre la nomination d'un nouveau commandant en chef de l'armée (le Monde du 30 mars).

Le P.N.L. a mis fin mardi soir à la grève, qui devait à l'origine être « illimitée ».

Le président Sarkis sort donc victorieux de cette première épreuve de force avec le « Front libanais ». Sa victoire est d'autant plus importante qu'il a réussi à séparer le parti phalangiste du P.N.L., la formation de M. Pierre Gemayel ayant tout mis en œuvre pour briser la grève déclenchée par ses alliés.

Les dirigeants phalangistes sont parvenus à imposer en dernière minute à M. Bechir Gemayel la consigne dédaignée par le bureau politique, qualifiant d'« escouades » l'attitude de M. Chamoun et réaffirmant leur attachement total à la légitimité incarnée par le chef de l'État. Cette position, décidée à l'issue de la visite à Damas, la semaine dernière, d'une délégation phalangiste, porte un

coup très dur à la collaboration instaurée entre les partis de droite et laisse prévoir que l'autorité du « Front libanais » va désormais être considérablement réduite.

Le ralliement du parti phalangiste au président Sarkis permet également de penser que ce dernier disposera dorénavant d'une grande liberté de manœuvre et pourra, de ce fait, hâter la reconstitution de l'État.

M. Chamoun apparaît comme le grand perdant de la journée de mardi.

Mais l'ancien chef de l'État pourrait être tenté, comme il l'a lui-même laissé entendre la semaine dernière, de jouer la carte du Sud pour atténuer son échec, et forcer ses alliés à s'aligner sur sa position. Mais il devra faire face à une opinion publique qui a montré mardi son hostilité à toute initiative qui pourrait, à terme, entraîner la reprise des combats. La lassitude de la population, soucieuse de mettre fin à l'état de « ni guerre ni paix » qui prévaut dans le pays, devient aujourd'hui le principal atout du président de la République. (Interim.)

Les autorités israéliennes craignent un regain d'agitation dans les territoires occupés

Correspondance

Jérusalem. — Bien qu'aucun acte extrême ne laisse prévoir une explosion de violence de la part des Arabes israéliens à l'occasion de la Journée de la terre, ce mardi 30 mars, la police de Galilée (région d'Israël) était en « état d'alerte maximum » depuis la veille. L'année dernière, cette Journée de la terre avait été organisée pour marquer l'opposition de la population arabe aux réquisitions de terres par les autorités : elle avait dégénéré en de sanglantes émeutes qui s'étaient soldées par six Arabes tués et une quinzaine de blessés parmi les manifestants et les forces de l'ordre. Les responsables arabes israéliens de toutes tendances ont lancé cette année des appels au calme et demandé à la population de marquer ce jour par de rassemblements commémoratifs. De telles cérémonies ont eu lieu ces dernières semaines dans les villages arabes de Galilée, mais également à l'université de Haïfa. « Par notre

esprit et notre sang, nous rachèterons la Galilée » tel était le slogan des étudiants, qui se sont dispersés sans incident.

Les forces de l'ordre étaient également sur le pied de guerre en Cisjordanie. Des tracts diffusés dans plusieurs villes de la région appelaient la population à manifester sa solidarité avec les Arabes israéliens. Ces tracts, signés à Jéricho par le P.C. palestinien, à Jérusalem-Est par le P.F., tous inspirés par l'O.L.P., préoccupent les autorités militaires, qui craignent une nouvelle escalade de la violence après trois semaines d'absence relative. Les gardes-frontières ont pour tâche de mater toute velléité d'atteinte à l'ordre public.

Au cours de violents incidents, à Ramallah, il y a trois semaines, les gardes-frontières s'y étaient fait allés de main morte, alors que les étudiants d'une école normale avaient bloqué la circulation et lapidé des véhicules

israéliens. Dix-sept d'entre eux s'étaient retrouvés à l'hôpital avec des membres brisés et de sérieuses contusions. Les manifestants avaient affirmé avoir été brutalisés systématiquement et généralement d'un côté officiel, on avait opposé un démenti, en précisant que les Palestiniens s'étaient également battus entre eux, entre partisans et adversaires de la manifestation.

« On ne met pas fin à des manifestations violentes en faisant partir de policiers », nous a confirmé mardi 29 mars le porte-parole du gouvernement militaire de Judée-Samarie. « Les gardes-frontières, c'est vrai, mais ils obéissent aux instructions, qui sont de ne pas attenter à la vie des manifestants. Ceux qui descendent dans la rue doivent savoir qu'ils prennent de sérieux risques. »

Les prisons sont pleines

Un récent rapport du département d'État américain sur les droits de l'homme en Israël, tout en reconnaissant « la remarquable tolérance et la souplesse des occupants israéliens », constate la brutalité de la répression policière. Il précise toutefois que ces actions ne reflètent en aucune façon la politique du gouvernement israélien. Le même rapport déplore l'existence de la « détention administrative », contraire à la convention de Genève. Trente personnes sont actuellement détenues à ce titre en Cisjordanie, affirme-t-on de source officielle à la sûreté de l'État. L'administration pénitentiaire n'était pas prête à absorber ce surplus, consentit à la guerre de six jours. Il en résulte que les prisons sont pleines. La récente grève de la faim prolongée de

quatre cents détenus « de sécurité » à la prison d'Ashkelon était destinée, selon ses initiateurs, à attirer l'attention sur leurs mauvaises conditions de détention. L'espace vital est de 2,1 mètres carrés par prisonnier, contre 8,9 aux États-Unis. Les cellules ne comportent ni chaise, ni table ni lit. Les détenus dorment sur des matelas de caoutchouc d'un centimètre d'épaisseur. Les autorités ont reconnu la nécessité de remédier à cet état de choses. Mais pour le ministre de la police, M. Hillel, la grève de la faim avait pour objectif essentiel de poursuivre l'action anti-israélienne et de nuire au renom de l'État d'Israël. Il faut rappeler à ce propos que les membres de l'O.L.P. et de toutes les autres organisations palestiniennes qui prônent la violence et le démantèlement de l'État d'Israël sont considérés comme des terroristes, c'est-à-dire des criminels de droit commun, et n'ont pas le statut de prisonnier politique.

Cette situation pourrait devenir dramatique si l'O.L.P., comme elle l'a annoncé à l'issue du Conseil national palestinien du Caire, passait à l'action en Israël. On s'attendait à une recrudescence du terrorisme au cours des prochaines semaines, à l'approche du vingt-neuvième anniversaire de l'État d'Israël.

Participez au jeu : 'le XV de France idéal'

Pour fêter la naissance de son nouveau vin de table, un Gévôr bien de chez nous, le Gévôr vin français, la grande marque organise un jeu ouvert à tous sur le thème : « Allez France ! Allez Gévôr ! » Il s'agit de former le XV de France idéal en choisissant 15 noms sur une liste des meilleurs joueurs de rugby de ces dernières années. Tout test du reste expliqué sur le bulletin de participation (chez votre détaillant Gévôr ou en écrivant à Gévôr, 41 Cour Esjoi, 75012 Paris).

Il n'y a aucune obligation d'achat. Sur le même bulletin, un grand Référendum pour les dames : « Le Rugby et les Femmes ». Et pas besoin de connaître le rugby pour gagner : un peu de bon sens suffit.

Au total, 1.000 prix à gagner dont 4 TV couleurs.

Le nouveau Gévôr : un événement sympathique... et une raison de plus de crier :

**ALLEZ FRANCE !
ALLEZ GÉVÔR !**
VIN FRANÇAIS

**INSTITUTS CAPILLAIRES
EUROCAP**
4, rue de Castiglione
Tél. 3-50-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100

20 ANS D'EXPERIENCE
GRANDS
38 au 50

Il existe un magasin à Paris où tous les hommes qui ont des difficultés à se chausser (ou coudre de leur pointure (ou largeur) trouveront chaussure à leur pied. C'est le Palais de la Chaussure, 39, av. de la République, Paris (11^e), qui présente un choix unique, du 38 ou 50, par demi-pointures de la 6^e à la 11^e largeur. N'hésitez pas à demander la catalogue. - Tél. : 357-45-92.

MATH à PAQUES

Révision complète
MATH ET PHYSIQUE
de 6^e en Terminale
à partir du 4 avril
MATH ASSISTANCE
Centre Pédagogique privé
525-57-17
Renseignements : après-midi
du lundi au samedi
373-05-38

un circuit insolite en AFRIQUE DU SUD

Pour ceux qui veulent découvrir l'Afrique australe, les parcs nationaux, les réserves d'animaux, comme les splendides paysages de la région du Cap, la Route des Jardins, ou les fermes d'élevage d'autruches, nous avons organisé un circuit exceptionnel de 20 jours en Afrique du Sud.

Guides accompagnateurs de Paris à Paris.
Hôtels de 1^{re} catégorie avec bain.
Tous frais compris : 8 915 F.
Dates de départ :
3 - 31 mai,
5 juillet - 2 - 16 - 30 août,
13 septembre - 4 octobre,
20 décembre 1977.

La brochure détaillée sur ce voyage vous sera envoyée en découplant ce bon.

Nom _____
Adresse _____
Code postal _____

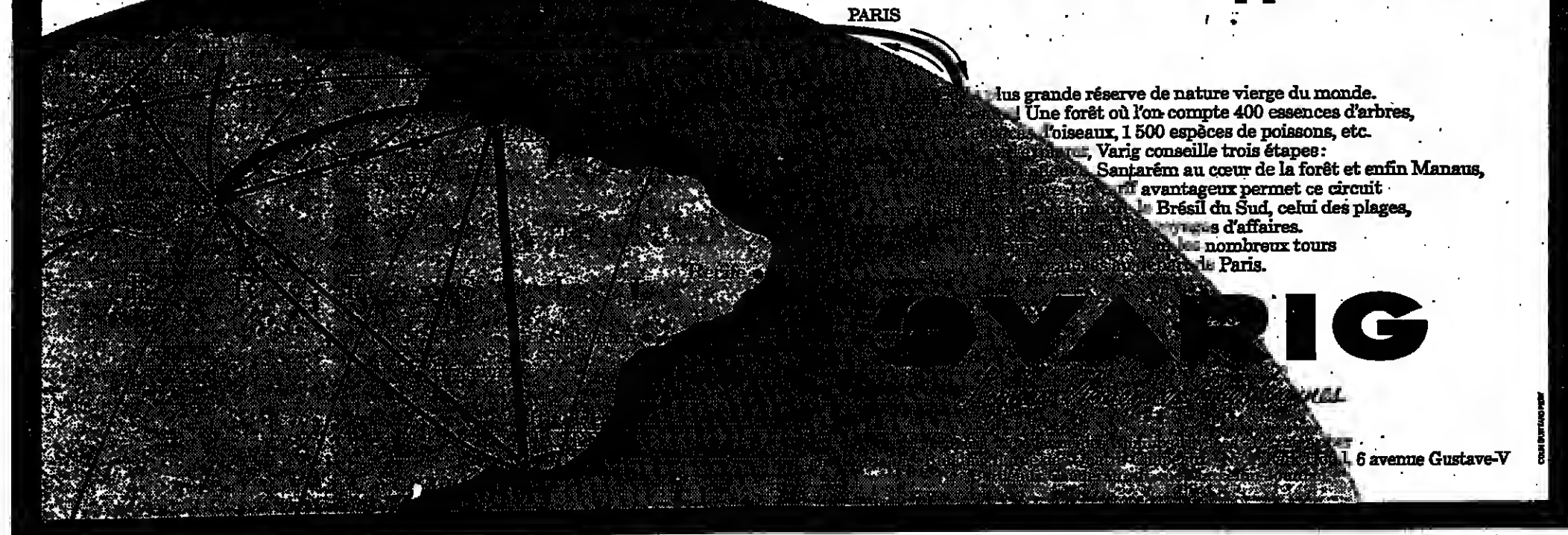
désire recevoir la brochure sur l'Afrique du Sud de l'agence de voyages (ilc. 77).

le tourisme français

96, RUE DE LA VICTOIRE - 75009 PARIS

UN NOUVEAU VOL VARIG: PARIS/BELEM/MANAUS!

L'Amazonie se rapproche!



La plus grande réserve de nature vierge du monde.
Une forêt où l'on compte 400 essences d'arbres,
150 espèces de poissons, etc.
Varig conseille trois étapes :
1. Sanfaram au cœur de la forêt et enfin Manaus,
2. L'aventure permet ce circuit :
3. Le Brésil du Sud, celui des plages,
des affaires.
Les nombreux tours
de Paris.

VARIG

6 avenue Gustave-V

La Corée du Sud, démocratie très musclée...

III. — Des exportations à tout prix

De notre envoyé spécial
PHILIPPE PONS

Mobilisés pour faire face à la menace du Nord, privés des libertés fondamentales, les Coréens du Sud sont aussi invités à travailler dur pour le succès de la politique d'exportation, que le régime considère comme la condition du développement.

Séoul. — « Dans la situation politique et économique où se trouve la Corée du Sud, la démocratie, au sens où l'entend l'Occident, est un luxe que nous ne pouvons nous offrir. Si d'ailleurs, ce même Occident qui nous critique, n'a-t-il pas construit sa prospérité avec des méthodes tout à fait plus brutales que celles que nous reprochons ? » Cette réflexion d'un personnage haut placé, proche de M. Park, est en substance la justification que le régime donne de lui-même. « Regardez Séoul, nos statistiques, nous dit un homme d'affaires du bureau du maire, la ville, le développement de notre pays est patent. »

L'économie, tournée vers l'exportation et dépendante du capital étranger, a opéré au cours de 1976 un redressement spectaculaire. En 1974 et 1975, elle avait été touchée par l'augmentation du prix de l'énergie, la Corée du Sud, qui ne possède pratiquement

pas de matières premières, avait subi de graves inquiétudes dans les milieux d'affaires étrangers. Certains craignaient qu'elle ne puisse faire face à ses engagements financiers. Pour maintenir un taux de croissance élevé, le gouvernement a lancé une dévaluation importante des équivalents financiers. La crise des paiements qui se profilait dès la fin de 1975 (il fut une époque, dit-on, où la Banque de Corée établissait sa balance des comptes au jour le jour) a été évitée qu'avec l'aide des banques américaines.

La Corée, qui, en 1975, avait enregistré un taux de croissance de 7,5 % — ce qui est relativement peu élevé pour ce pays dont la croissance en 1973 était de 16 % — s'est placée l'année dernière parmi les champions de la reprise (avec un P.N.B. en augmentation de 13 %). Elle doit ce succès à ses performances sur le marché extérieur et à un ralentissement des importations.

Les exportations ont joué un rôle moteur dans le développe-

ment de l'économie. En 1976, elles ont atteint 7,8 milliards de dollars, enregistrant une augmentation de 55 % par rapport à 1975. La Corée a certes profité de la reprise chez ses deux principaux partenaires (les États-Unis et le Japon, qui absorbent à eux deux plus de la moitié des exportations). Elle a aussi réalisé une « percée » exceptionnelle au Proche-Orient, dont la part dans le total des exportations est passée de 1,7 % en 1974 à 4,9 % en 1975 et à 10 % en 1976 et où les entreprises de construction — qui ont acquis leur expérience pendant la guerre du Vietnam — ont signé en 1976 des contrats de 3 milliards de dollars. Les entreprises fournissent également la main-d'œuvre. Une vingtaine de sociétés travaillent activement au Proche-Orient, employant vingt mille ouvriers et quatre mille ingénieurs qui doivent obligatoirement transférer une bonne partie de leur salaire en Corée.

La Corée a réussi ces deux dernières années à réduire de 15 % le volume de ses importations, ce qui a permis de ramener le déficit de la balance courante des paiements de 1,8 milliard de dollars en 1975 à 300 millions en 1976. La diminution des importations, compensée pour un pays qui a un taux de croissance élevé, a plusieurs causes.

Le gouvernement a d'abord mis en place des réglementations particulièrement contraignantes pour freiner et sélectionner les importations : obligation de dépôts d'avance s'élevant parfois à 200 % de la valeur, classement des produits à importer selon leur caractère prioritaire, etc. Ces mesures ont surtout été accompagnées d'efforts pour développer les productions de substitution aux importations.

Cette tendance se manifeste notamment dans les commandes d'équipements à l'étranger. Les Coréens achètent de moins en moins d'automobiles, de réfrigérateurs, de télévisions, préférant se procurer uniquement les équipements qu'ils ne peuvent pas fabriquer. De même, ils cherchent essentiellement à passer des accords de licences. La crise économique, par la concentration qu'elle a provoquée, a accentué cette tendance. Si les principaux fournisseurs de la Corée demeurent les États-Unis et le Japon, la France a, ces dernières années, considérablement développé ses ventes. En 1976, les exportations françaises, qui sont



élevées à 150 millions de dollars. Depuis la signature, en 1976, d'une série de contrats dont le total se chiffre à 881 millions de dollars, la Corée est désormais le quinzième client de la France. Actuellement, une soixantaine d'ingénieurs français travaillent à la construction d'une centrale thermique à Incheon ; d'autres participent à l'extension de l'aciérie de Pohang.

Elles ont baissé de 1,9 %. Actuellement, 72 % des ouvriers sont exemptés d'impôts car leur revenu est trop faible.

Tablant sur la « stabilité sociale » et estimant que la crise de 1974 et 1975 n'a été qu'un incident de parcours, le gouvernement entend poursuivre une

stratégie d'industrialisation accélérée fondée sur l'exportation de produits de plus en plus élaborés et un appel massif au capital étranger. Une telle politique, qui fait de l'exportation la priorité absolue, ne peut être réalisée qu'au détriment de la satisfaction des besoins de la population.

Chantiers navals et automobiles

L'objectif des exportations pour 1977 est de 10 milliards de dollars (soit le double des exportations de l'Inde et l'équivalent de celles du Japon il y a dix ans). Les textiles demeurent l'un des principaux postes, mais l'effort portera aussi cette année sur les chaussures (+ 35 %), l'électronique, qui représente 12 % du total des ventes à l'étranger, (+ 35 %), les navires (+ 100 %). Les chantiers navals Hyundai, qui peuvent construire des pétroliers d'un million de tonnes, ont des commandes pour deux ans et vendent leurs navires moins cher que les Japonais. La Corée a d'autre part commencé à exporter des voitures, qui connaissent un grand succès en Afrique et en Australie, et devraient bientôt faire leur apparition en Europe.

Les experts estiment que la Corée ne sortira pas avant les années 80 de la spirale exportations-endettement. La dépendance à l'égard des marchés internationaux de capitaux sera croissante pendant les cinq prochaines années. La Corée compte recourir pour 12 milliards de dollars à l'étranger au cours de cette période. « Politique cohérente et réaliste », disent les banquiers à Séoul. Le redresse-

ment de la balance des paiements est certes un phénomène encourageant. Le ratio du service de la dette à plus d'un an (c'est-à-dire le coût de l'amortissement de la dette par rapport aux exportations) est de l'ordre de 11 %, ce qui n'est pas excessif selon la Banque mondiale. La dette à long terme de la Corée s'élève à 7 milliards de dollars (5,8 milliards en 1975) et celle à court terme à 2,5 milliards. Le total représentant 39 % du P.N.B. Certains éléments pourraient cependant mettre en échec la politique de développement par les exportations. La conjoncture sur les principaux marchés jouera un rôle déterminant. Les Coréens craignent particulièrement des mesures protectionnistes, qui frapperaient en premier lieu les textiles (36 % du total des exportations). Dans ce cas, non seulement les exportations ne pourraient croître au rythme prévu (+ 21 % par an) mais il faudrait aussi que la Corée recoure davantage au financement extérieur pour combler le déficit de sa balance des paiements. A ces différents facteurs économiques s'ajoute l'incertitude politique sur le plan extérieur et intérieur.

FTN

Embargo sur les bébés

Parmi les exportations de la Corée du Sud, une seule est appelée à diminuer au cours des prochaines années : celle des bébés. Ainsi, on a décidé la semaine dernière, à Séoul, de ne plus exporter de bébés.

Il est vrai que la Corée du Sud a été pendant des années le premier « fournisseur » mondial de bébés (en moyenne, cinq mille par an, depuis 1968). Les principaux pays récepteurs sont les États-Unis et le Japon. L'adoption est très répandue dans ces deux pays. Les bébés coréens, qui n'ont aucun espoir, sont en nombre insuffisant. L'adoption est très répandue dans ces deux pays. Les bébés coréens, qui n'ont aucun espoir, sont en nombre insuffisant.

En fait, le brusque coup de frein donné à l'envoi d'orphelins à l'étranger coïncide aussi avec la révélation, aux États-Unis, d'une sombre affaire de vente par la Corée du Sud de tantus an « conditions de vie » à des laboratoires de l'armée américaine faisant des expériences en matière de guerre bactériologique. Depuis six ans, la Corée du

Sud expédie, via le Japon, quatre mille tantus par an aux États-Unis, au prix de 25 dollars l'unité, a récemment révélé la presse japonaise.

Les premières victimes de la décision présidentielle seront les quelque trente mille petits Coréens actuellement dans des orphelinats : « Nous allons sacrifier la vie de ces enfants au prestige national », nous dit un prêtre coréen. Il est en effet évident que, malgré la progression constante du niveau de vie, dont fait état le gouvernement, les familles coréennes à l'adoption des enfants sont en nombre insuffisant. L'adoption est très répandue dans ces deux pays. Les bébés coréens, qui n'ont aucun espoir, sont en nombre insuffisant.

Les autorités ont décidé de consacrer un effort particulier en faveur de ces institutions et de donner 15 dollars par mois par enfant. La vie dans un orphelinat n'est jamais souhaitable pour un enfant, encore moins en Corée où ailleurs, « nous dit un prêtre coréen, il n'y a pas assez d'argent ; d'ailleurs, on ne sait jamais où vont les fonds des donateurs... ». Quelles que soient les conséquences pour les petits Coréens, le président a tranché, pour ce qu'il estime être le prestige de son régime, bien plus apparemment que pour des raisons morales.

Ph. P.

Les limites du libéralisme

Bien qu'il prône le libéralisme en matière économique — argument rassurant pour les investisseurs étrangers — le gouvernement exerce un contrôle très strict sur l'économie. Les objectifs du plan sont impératifs, et les « suggestions » adressées aux industriels sont en fait des ordres. Le gouvernement dispose de moyens de pression évidents sur les entreprises. Celles-ci ont généralement un capital faible, et sont surendettées à l'égard des banques. Ces dernières sont toutes nationalisées et contrôlées en partie par l'État. Le consensus est certain entre le gouvernement et les milieux d'affaires, qui estiment que, même avec un autre régime, la politique économique devrait être la même. Les autorités jouent un rôle non négligeable pour aider directement et indirectement les entreprises à exporter (facilités de crédit et d'accès aux importations étrangères, etc.). Mais la compétitivité des produits coréens s'exerce aussi par les bas salaires (1,3 \$ de l'heure en moyenne) et la productivité de la main-d'œuvre, dont la discipline tient assurément moins à la nature des

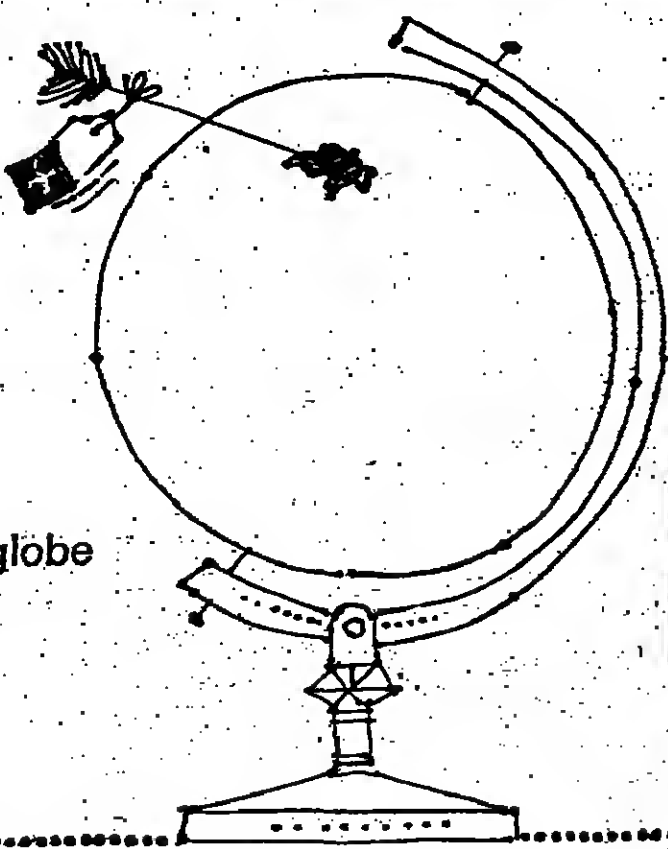
Coréens qu'à la contrainte imposée par le régime.

Y a-t-il une amorce de redistribution des revenus en Corée du Sud ? Selon les statistiques officielles, le P.N.B. par tête, qui était de 95 dollars en 1961, est passé en 1975 à 692 dollars. L'année dernière, les prix de détail ont augmenté de 12 % (contre 26 % en 1975) et les prix de gros de 10 %. Ce coup de frein spectaculaire à l'inflation n'est opéré, dit-on, sans limitation des rémunérations. Les revenus dans le secteur de l'agriculture ont notamment progressé sous l'effet conjugué d'une bonne récolte et d'une politique gouvernementale de soutien des prix.

Si l'on ne s'en tient pas seulement aux rapports d'« experts », on s'aperçoit que la productivité a augmenté infiniment plus que les salaires. Selon le quotidien Dong a Ilbo (du 13 septembre 1976), au cours du 1^{er} trimestre 1976, la productivité dans le secteur industriel a progressé de 2,5 % par rapport à la même période de 1975. Les salaires ayant augmenté de 0,3 % et les prix de 2,3 %, le pouvoir d'achat

La Suisse
un 12000^e de la surface du globe
— et pourtant
tout un univers de vacances!

Voyez votre agence de voyages ou
l'Office National Suisse du Tourisme,
11 bis, rue Scribe, 75009 Paris, tél. 073 63 30



SUISSE

le plus beau pays du monde

après le vôtre

RÉUNIS AUX BAUX-DE-PROVENCE

que mon action n'était pas seulement celle d'un technicien mais celle d'un politique. Ce que le président de la République a dit c'est que les hommes seront choisis en fonction non pas de dogmes politiques mais de leurs capacités à remplir la tâche qui leur sera confiée. »

M. SANGUINETTI : un plan de douze mois est absurde. . .

M. Alexandre Sanguinetti, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré : « Je tiens personnellement à ce que la République soit dirigée par un gouvernement restreint peut être une bonne chose, mais un gouvernement opposé à la politique de la gauche sera la politique de la gauche, et la gauche ne sera pas la gauche ». Les ministres politiques ne « mordront » pas et les forces politiques de la majorité s'entraîmeront ».

Le même jour, M. Sanguinetti a participé à un colloque de la gauche à Gergy (Seine-et-Marne) (Val-d'Oise), toujours à titre personnel. L'ancien ministre a observé que la gauche est « une force qui se crée et qui se crée par ses succès aux prochaines élections législatives » et semble probable dans certains. A propos de la gauche, il a dit : « La gauche de la République, il a ajouté : « Le plan annoncé par le chef de l'Etat ne peut être sectoriel. La gauche ne peut pas être sectorielle, car elle est la gauche de la République, et c'est absurde, car c'est une façon pour le président de la République de l'annoncer battu d'avance par la gauche en refusant de le faire. La gauche ne peut pas se placer après les élections législatives ».

Les parlementaires R.P.R. ont accueilli sans passion ni surprise les décisions de M. Giscard d'Estaing

Les Bords-de-Provence. — Onvertes mardi matin aux Baux-de-Provence, par les propos publicis, officiels et conventionnels de M. Claude Labbé, président du groupe, les journées d'études parlementaires du R.P.R. ont commencé par une conférence de presse où le président qui a soufflé sur les stangs et qui a n'ont guère provoqué de surprise, et dans pas reflétée dans les esprits. Les élus gaullistes ne donnaient pas l'impression qu'ils vivaient un moment déférent d'un nouveau pouvoir politique. L'allocution du chef de l'Etat avait été pourtant accueillie par la plupart d'entre eux, mais on n'a manifesté de sentiment très passionné à son égard. Les décisions de M. Giscard d'Estaing n'ont guère provoqué de surprise et dans les conversations chaque député a dit qu'il n'y avait rien de bien de dire que MM. Pompidowski et Lecanuet ne seraient pas partie du gouvernement. Les pro-

Prononcé: la traditionnelle
 allomction de bienvenue. M. Ray-
 mond Thuillier, maire R.P.R. des
 Baux-de-Provence, a notamment
 déclaré : « Nous sommes par-
 tisans des idées de la République
 des débateurs. Notre idéal a tou-
 jours été : servir, sans jamais
 nous servir. Nous voterons non
 pas que nous sommes les seuls
 à avoir raison, mais que nous som-
 mes des hommes de bon sens.
 Vous devez vous mobiliser afin
 d'être les plus efficaces des loco-
 motives pour entraîner ceux qui
 hésitent. »

Pour M. Marcel Pujol, député

De nos envoyés spéciaux

positions du président de la République étaient souvent accueillies avec scepticisme, et les plus chevronnés rappelaient que sous la IV^e République, déjà, on avait entendu parler de gouvernement ramassé : de la plan d'action - ou de - programme de combat - chaque fois qu'il s'agissait de traverser une période difficile.

Des rumeurs évidemment incontrôlables provoquaient des réflexions désolées ou débâchées de l'annonce, par exemple, des refus qui seraient intervenus au sein du gâillien comme MM. Peyrfitte, Chaban-Delmas, Legendre, Gorse ou Robert Poujade, aux effets de porte-feuille qui leur auraient été faits. D'autres juraient que la formation du gouvernement traitait en longueur en raison des difficultés rencontrées. M. Hector Roland, député de l'Ailier, assurait avec la

R.P.R. des Bouches-
du-Rhône n'est plus temps
à des rééquilibrages
des électeurs, rééquilibrer
conduirait la mandarine
sur équilibre ».

« Ce que veulent les
et les Français c'est
gouverner. Ils l'ont
Paris en choisissant
stratégie ».

d'être fait membre
amis de Jacques
fondé à l'initiative de

Tourisme et é

Des flamants roses
l'horizon, mais sur-
gris, des flocons bl
étangs balayés par
Telle est la flammar

Le Labbé, président du R. de l'Assemblée nationale, ensuite intervenir (du 30 mars), indiquant qu'il venait

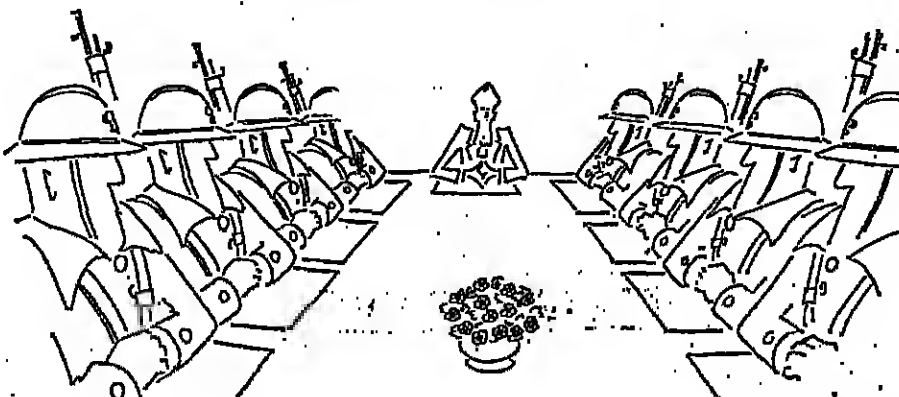
D'autres, enfin, envisageant avec un fatalisme amer leur défaite aux élections législatives, en rendaient par avance responsable le président de la République et son comportement.

Au sein des réunions modestes, irrépressibles même envers le chef de l'Etat, les élus R.F.R. ont su garder une certaine liberté d'expression. Ils ont des solutions élaborées à Paris. Tous ont aussi souligné leur détermination d'engager sans tarder leur mouvement dans la bataille électorale des législatives. La fidélité à la majorité a été plutôt rappelée comme une référence facile et un peu conventionnelle, mais non comme une discipline et encore moins comme une contrainte.

Club des clubs, club
Travailleur.
logie
au loin : a un del
s et des
s : les
s : l'ont en-
s : R.P.R.
s : touristique
s : naturel
monument
s : son pre-
s : néo-
s : de
s : et
s : et
s : ont

PATRICK FRANCÈS
et **ANDRÉ PASSERON.**

(**X**) Le Parti des forces nouvelles (extrême droite) : « Une certitude se dégage : le président de la République est résolu à ne rien faire pour empêcher que l'Algérie n'aussi sa politique de réforme qui vient de lui valoir un échec éclatant, il restera en place en cas de victoire et continuera d'être le chef d'une entreprise qu'il juge chose... on croit comprendre que de son côté le R.-P.-K. Cette réconciliation nationale, ces problèmes ont permis collectivement par une amorce du, après l'assassinat de Trumoni et la tentative de sabotage à Fimris, la majorité aurait besoin de finir.



(Dessin de KONK.)

« Les Communistes et l'État »

TROIS MEMBRES DU COMITÉ CENTRAL DU P.C. EXPLICITENT LA LIGNE DU XXII^e CONGRÈS

Trois membres du comité central du parti communiste — un économiste, M. Jean Fabre; un historien, M. François Hinckar, et un philosophe, M. Lucien Sève — ont pris la plume pour préciser les positions de leur formation vis-à-vis de l'Etat.

Ce sujet est en effet l'objet d'un débat permanent (1) depuis qu'à son XXXI^e congrès le P.C.F. a décidé d'abandonner toute référence à la « dictature du prolétariat ». Le but des auteurs est d'abord de montrer que la démarche du parti communiste reste « marxiste, donc créatrice ». Pour ce faire, ils proposent une relecture de Marx et de Lénine « historique et, au sens fort du mot, politique ».

Toujours fidèles à la théorie du « capitalisme monopoliste d'Etat », développée depuis plus de vingt ans par leur parti, les auteurs expliquent que dans la société actuelle « l'Etat est un agent central de l'exploitation et du pillage des ressources de la collectivité au service du profit monopoliste », il devient, « en quelque sorte, un pionnier pour le parti officiel au ser-

vices du grand capital qui régent
et restructure de façon despo-
tique administrations, entreprises

par le changement de majorité et l'installation d'un gouvernement démocratique chargé d'appliquer le programme commun de la gauche. Immédiatement doivent commencer les grandes transformations des structures politiques et économiques — par exemple les nationalisations. Un seul suffrage est obtenu, et cette victoire brite d'embles sérieusement la domination monopolistique, et, au-delà, rendre traversable, dans leurs objectifs comme dans leurs moyens, les conquêtes démocratiques répondant à la volonté et au vote de la majorité. C'est cela, la révolution dans les conditions de la France d'aujourd'hui.

En fait, ils espèrent de la mise en application du programme commun de gouvernement la transformation du rapport de l'Etat à l'ensemble de la société, son renversement au service des travailleurs. Cette mutation leur semble plus significative qu'une transformation interne de l'appareil d'Etat, même si celle-ci reste indispensable.

Dans cette mutation, la classe ouvrière leur paraît toujours devoir jouer un rôle primordial.

Une autogestion nationale d'ensemble

Une divergence entre socialistes et communistes s'est imposée donc. Le terme d'autogestion sur lequel avaient buté les négociateurs du programme commun avait, il est vrai, été depuis lors admis par le P.C.F. Maintenant, les communistes l'utilisent d'exemples en prétendant cependant que le terme d'autogestion n'est pas existant, sur le fait que l'autogestion ne pourrait se concevoir que dans le cadre d'une planification d'ensemble. Le P.C.F. s'est toujours montré réservé devant les 'projets d'expériences autogestionnaires partielles parfois avancés par certains courants de la gauche. Mais, maintenant, l'autogestion elle-même sera considérée comme un danger car elle

« un redécoupage des ministères et de leur champ d'application ».

de la « **contrainte** », lorsqu'ils évoquent les réactions prévisibles « **des monopoles** » et de « **l'impérialisme** ». Sur ce point, ils écri-

« Soulignons d'abord que le

commun et forte exécution aux organismes préposés à cet effet sera l'un des fondements de l'Etat démocratique. (...) Par nature, le respect d'un même droit pour tous et de l'égalité devant la loi est clairement antimonopoliste. E'est en ce sens que le pouvoir démocratique aura pour mission de faire respecter sans faiblesse la légalité, établie dans des conditions démocratiques, par quiconque viendrait à la violer — et notamment par les grandes sociétés monopolistes. »

Les auteurs soulignent en outre que, tout en garantissant la neutralité de l'administration, il convient de prévoir une réforme du statut général des fonctionnaires. « Elle prolongera, notamment, la réforme des structures gouvernementales et administratives, en contribuant à débiter la fonction publique des conceptions et des règles rigides qui en font aujourd'hui un monde

L'idée centrale de l'ouvrage reste toutefois de restituer l'XXII^e Congrès dans l'ensemble de l'histoire du P.C.F. afin de démontrer aux militants communistes qu'il n'y a pas eu rupture, définition d'une nouvelle ligne mais approfondissement et enrichissement de l'héritage légué par le premier.

Tel quel, le livre de MM. Fabre Hüncker et Sève a donc fort peu de chances de convaincre ceux qui, comme M. Althusser, ont critiqué l'abandon de la notion de dictature du prolétariat au nom de l'orthodoxie léniniste. Il n'est pas sûr non plus qu'il donne satisfaction à ceux qui, acceptant cette décision, souhaitent que le P.C.F. en tire des conclusions quant à

saux, organisation interne et favorise en son sein un pluralisme démocratique est en effet justifiée sans hésitation par les auteurs, alors qu'elle semble, au moins quant à ses modalités d'application, être l'objet de discussions nombreuses dans les cellules du P.C.F. — T.P.

★ *Les Communistes et l'Etat*, de Jean Fabre, François Hinder, Lucien Séve. Editions sociales, 253 pages, 20 F.

(1) Un débat sur « Les communistes et l'Etat », avec la participation des auteurs, est organisé mercredi 30 mars, à 20 h. 30, salle de la Mutualité, par l'Union des étudiants communistes.

sement public municipal » dont la présidence revenait au préfet agissant en qualité de maire. Or, puisque, aujourd'hui, Paris dispose d'un véritable maire, la présidence du conseil d'administration devrait revenir de droit à celui-ci. Il est fort probable que, si le

● *La visite que M. Jacques Chirac devait faire mardi après-midi, en qualité de maire de Paris, à M. Gabriel Ventejol, président du Conseil économique et social, a été reportée, à sa demande, à vendredi 1^{er} avril.*

« Cette tâche est décisive : le sort du changement politique et social en dépend. Elle commence

rière de mariage collective de toute la vie sociale. Dans le socialisme, les travailleurs disposeront et l'Etat organisera. »

gon générale, l'égalité de tous devant la loi, principe qui donnera vie aux dispositions du programme

tion des auteurs, est organisé mercredi 30 mars, à 20 h. 30, salle de la Mutualité, par l'Union des étudiants communistes.

L'EURO

1 POMPIERS
SAINT-ETIENNE
ONT GAGNE

LE SPORT

POLITIQUE

APRÈS LE SCRUTIN MUNICIPAL DU 20 MARS

L'EURO DE LA GAUCHE

De notre envoyé spécial

Evreux. — Quand la politique d'aménagement du territoire démarra, au cours des années 1954-1955, Evreux sous l'impulsion de son maire, M. Armand Mandat, radical et proche de la Pierre Mendès France, alors député du département, s'équipa d'une zone industrielle située à 100 kilomètres de Paris et à la même distance de la côte normande. La ville pouvait bénéficier de la décentralisation et exercer une certaine séduction. C'est ce qui s'est produit. Le potentiel des entreprises de travaux publics, déjà important du fait de la reconstruction de la ville, gravement sinistrée à la libération, a pu se reconstruire immédiatement dans la zone industrielle. Ainsi s'est créée, de l'autre côté de la voie ferrée, une ville nouvelle dont le poids démographique est aujourd'hui équivalent à celui de la ville historique. La ZUP de la Madeleine, par exemple, rassemble, avec ses 18 000 habitants, une population aussi importante que l'ensemble de la ville d'Evreux en 1939. Elle rassemble aussi 34 % des électeurs inscrits.

Cette population nouvelle, déracinée, est composée de ruraux attirés par l'industrie et de salariés de la région parisienne « décentralisés ». Les premiers fournissent une grande partie de la main-d'œuvre féminine (71 % des femmes qui travaillent ont le statut d'O.S. Les seconds ont souvent eu, dans la banlieue parisienne, l'expérience concrète de la gestion municipale communale et ne s'en effraient point.

Comme dans tous les grands ensembles de ce type, la population souffre de son isolement. Des clubs de loisirs se sont développés sous l'égide de l'amicale laïque locale, présidée par M. Roland Plassance, qui, à la suite des élections municipales, est devenu maire (P.C.F.). d'Evreux. Un maire communiste, certes, mais qui ne craint pas de montrer sa liberté d'appréciation et d'opinion à l'égard de son parti.

Depuis 1963, il siège au conseil municipal comme adjoint au maire dans le cadre d'une coalition d'union de la gauche. A l'époque, le phénomène était rare et concernait moins d'une dizaine

de villes. Et encore ces coalitions restaient-elles fragiles : la plupart d'entre elles se sont rompues en 1968 lors de l'intervention en Hongrie des troupes soviétiques. A Evreux pourtant, l'alliance a résisté à surmonter l'obstacle. L'arrivée de la plupart des maires socialistes, M. Mandat n'avait pas retiré leurs délégations à ses adjoints communistes. Il est vrai que de son côté M. Plassance se montrait des plus modérés à un point tel que son parti lui en a parfois tenu rigueur. En 1967, par exemple, il n'avait pas pu être à nouveau candidat lors des élections législatives, alors qu'il avait été député du département de 1964 à 1968. Il est vrai que, depuis le XXII^e congrès de son parti, M. Plassance s'est plus à l'aise.

Curieusement, c'est l'année où l'union de la gauche est devenue la règle à l'échelle des élections municipales qu'elle ne s'est pas réalisée à Evreux. Détenant du poste de maire grâce à M. Augustin Ascaris, âgé de 71 ans, faisant valoir son avance électorale, l'élection « primaire » au sein de la gauche qui en est résultée fut révélatrice. L'achec subi par le parti socialiste s'explique essentiellement par son manque d'homogénéité et ses rivalités internes. L'achec subi par le parti socialiste s'explique essentiellement par son manque d'homogénéité et ses rivalités internes.

traditions, deux cultures, se sont heurtées sans que le nouveau P.S. parvienne à remplir sa fonction de conciliabule. Son titulaire actuel, M. Pierre Monfrais (suppléant de Jean de Broglie), n'a, en effet, dû qu'à quatre voix d'être élu au conseil municipal de Vernail-en-Avre. Aussi prête-t-on au R.P.R. l'intention d'envoyer sur place l'un de ses dirigeants nationaux. Mais on peut noter que Mme Nicole Pantalacci, secrétaire parlementaire de Jean de Broglie après avoir occupé cette fonction auprès de M. Monfrais, vient de donner sa démission des républicains indépendants. Elle leur reproche de n'avoir pas suffisamment défendu la mémoire du député assassiné.

Autogestion contre programme commun

Une situation mettant en évidence les diverses traditions qui divisent la gauche se renouvelle également à Lorient. Le divorce, cette fois-ci, n'est pas interne au parti socialiste, mais oppose une extrême gauche autogestionnaire, qui gère la mairie depuis mai 1975 au terme d'une crise municipale aux rebondissement multiples, aux partis signataires du programme commun. Avec toutefois un élément de complication qui provient des radicaux de gauche.

Lorient, c'est, il est vrai, l'ancien fief de M. Pierre Mendès France, et une certaine tradition se maintient. C'est en tout cas à la Convention des institutions républicaines que M. Lorient, ancien membre du secrétariat national du Mouvement des radicaux de gauche, se réfère pour expliquer son soutien à la liste présentée par les autogestionnaires. Liste qui a enlevé la mairie en se permettant même de refuser l'appui que lui proposaient les socialistes et les communistes. L'indépendance des traditions, il y a sur tout le fait que M. Lorient, qui envisage de se présenter dans la circonscription (actuellement détenue par M. René Monange, réformateur) lors des prochaines élections législatives, a su choisir habilement le camp des vainqueurs et prendre ainsi un avantage certain sur M. Doucet,

Villes de plus de trente mille habitants

MAIRES ÉLUS

ANTONY (Hauts-de-Seine). — M. André Aubry, P.C., sénateur, II succède à M. Georges Sunat, app. R.P.R., dont la liste a été battue. (Né le 1^{er} août 1931 à Valognes (Manche). M. André Aubry, ancien adjoint, militant syndicaliste est adjoint depuis octobre 1968.)

ATHES-MONS (Essonne). — Mme Paulette Chemier, P.C., élue succède à M. L'Héguen, centr., dont la liste a été battue. (Âgée de quarante-deux ans, Mme Paulette Chemier, employée, était responsable des problèmes de la condition féminine au sein de la fédération départementale du parti communiste.)

AURILLAC (Cantal). — M. René Soucheon, P.S. II succède à M. Mécard, CNIP, sénateur, qui ne se représentait pas. (Âgé de trente-trois ans, M. René Soucheon, directeur de centre d'information et d'orientation, est conseiller général depuis octobre 1973.)

BEAUVAIS (Oise). — M. Walter Amalein, P.S. II succède à M. Grosjean, mod., dont la liste a été battue. (Âgé de cinquante-deux ans, M. Walter Amalein, ancien conseiller général depuis 1973, a été élu au conseil municipal de Beauvais.)

BOURG-EN-BRESSE (Ain). — M. Louis Robin, P.S. II succède à M. Barbet, C.D.S., député réformateur, dont la liste a été battue. (Né le 1^{er} mai 1923 à Marbois (Ain). M. Robin, ancien conseiller général, assureur, est conseiller général et conseiller régional.)

CHAMBERY (Savoie). — M. François Ampe, P.S. II succède à M. Pierre Durand, R.P.R., dont la liste a été battue. (Âgé de trente-trois ans, M. François Ampe, ingénieur diplômé de l'école centrale de Paris, est directeur de la Maison de la promotion sociale de Chambéry.)

CHARLEVILLE-MEZIERES (Ardennes). — M. Jean Delaunay, P.S. II succède à M. André Lebon, député socialiste, qui ne s'est pas représenté. (Né le 13 juin 1922 à Noyelles-Godault (Pas-de-Calais). M. Jean Delaunay, P.S., enseignant, était adjoint au maire de la municipalité sortante. Conseiller régional, M. Delaunay est vice-président du conseil régional de l'Ardennes.)

CHELLES (Seine-et-Marne). — M. Gérard Bordu, député communiste, II succède à M. Guy Rabourdin, R.P.R., qui ne se représentait pas. (Né le 1^{er} mai 1928 à Melun (Seine-et-Marne). M. Gérard Bordu, électricien, ancien conseiller municipal de Melun, est député depuis 1973 de la deuxième circonscription de Seine-et-Marne. Il est également membre de la Fédération nationale au Parlement européen.)

CLICHY (Hauts-de-Seine). — M. Gaston Roche, P.S. II succède à M. Levillain, P.S., qui ne se représentait pas. (Né le 12 novembre 1922, M. Gaston Roche, chef de section des services, était adjoint au maire depuis 1971.)

EPINAL (Vosges). — M. Pierre Blanc, P.S. II succède à M. Argant, C.D.S., qui ne se représentait pas. (Né le 23 novembre 1923 à Chagny (Saône-et-Loire). M. Pierre Blanc, ancien receveur des P.T.T., conseiller général, était adjoint au maire de la commune sortante. M. Blanc est vice-président de l'Association française des communes frontalières.)

HYERES (Var). — M. Jean-Jacques Perron, P.S. II succède à M. Mario Bénard, député R.P.R., dont la liste a été battue. (Né le 24 décembre 1923, M. Jean-Jacques Perron a été conseiller municipal d'Hyères de 1963 à 1971.)

LA CIOTAT (Bouches-du-Rhône). — M. Georges Romand, P.C. II succède à Jean Graille, ex-P.S., décédé. (M. Romand, âgé de soixante-dix ans, est conseiller général.)

MONTLUÇON (Allier). — M. Pierre Goldberg, P.C. II succède à M. Maurice Bruet, P.S., député, dont la liste a été battue. (Âgé de trente-huit ans, M. Pierre Goldberg, chef de secteur aux services municipaux, est conseiller municipal sortant.)

SAINT-QUENTIN (Aisne). — M. Daniel Le Meur, député communiste, II succède à M. Bracconier, député R.P.R., dont la liste a été battue. (Né le 23 juillet 1938 à Provins (Seine-et-Marne). M. Daniel Le Meur, ouvrier métallurgiste, est député depuis mars 1973.)

SCHILTIGHEIM (Bas-Rhin). — M. Alfred Müller, P.S. II succède à M. Schwebel, C.D.S., qui ne se représentait pas. (Né le 23 octobre 1940, M. Alfred Müller, instituteur, était adjoint au maire dans la municipalité sortante depuis 1971.)

THIONVILLE (Moselle). — M. Paul Souffrin, P.C. II succède à M. Ditsch, C.D.S., dont la liste a été battue. (Âgé de quarante-quatre ans, M. Paul Souffrin est médecin.)

VERSAILLES (Yvelines). — M. André Damien, C.D.S. II succède à M. André Mignot, sénateur indépendant, qui s'est nommé maire honoraire. (Né le 10 juillet 1930 à Paris, M. André Damien, ancien bachelier, est membre correspondant de l'Institut (Académie des sciences morales et politiques.)

VIERZON (Cher). — M. Fernand Micouand, P.C. II succède à M. Léo Mérot, P.C., qui ne sollicite pas le renouvellement de son mandat. (Né le 3 janvier 1924, M. Fernand Micouand, ouvrier technique, est membre du bureau de la fédération départementale du parti communiste. Il occupait le poste de premier adjoint au maire depuis 1963.)

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES (Val-de-Marne). — M. Roger Gaudon, sénateur communiste, II succède à M. Falaise, M.D.S.F., dont la liste a été battue. (Né le 3 septembre 1924 à Ivry-sur-Seine, M. Roger Gaudon, ouvrier des cultures et peaux, est devenu secrétaire départemental du Syndicat des ouvriers pelletiers en 1960. Secrétaire de la section du parti communiste de Choisy-le-Roi de 1961 à 1963, puis membre du secrétariat de la fédération du P.C. (Seine-Sud), secrétaire de la fédération nationale ouvrière des cultures et peaux (C.O.T.) de 1967 à 1970, M. Gaudon est député du Val-de-Marne depuis 1968.)

Maires réélus

BRIVE-LA-GAILLARDIE (Corrèze). — M. Jean Charbonnel, ancien ministre, président de la Fédération des républicains de progrès.

TOULON (Var). — M. Maurice Arreche, R.I.

M. Chamaud est président du conseil régional de Bourgogne.

Villes de moins de trente mille habitants

Maires élus

AVALLON (Yonne). — M. Jean Chamaud, ancien ministre, député républicain indépendant, II succède à M. Jacques Schiever, sans étiqu., qui ne se représentait pas. (Né le 23 novembre 1913 à Chagny (Saône-et-Loire). M. Jean Chamaud, avocat, est député de l'Yonne depuis 1964. Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de 1955 à 1959, M. Chamaud, qui est conseiller général du canton de Quatre-Les-Tombes depuis 1965, a été ministre des transports de janvier 1971 à juillet 1972.)

BRON (Rhône). — La liste arrivée en troisième position au premier tour (le 15 mars) n'était pas d'extrême gauche, mais se réclamait de l'écologie et de l'autogestion.

FONTAINE-LES-DIJON (Côte-d'Or). — Contrairement à ce que nous avons indiqué dans le Monde du 28 mars, aucun socialiste n'a été élu dans cette commune de la périphérie de Dijon. M. Albert Pappas, membre du secrétariat de la fédération départementale du P.S., ajoute : « Certes Fontaine-les-Dijon est le berceau de

Maires réélus

LA BAULE (Loire-Atlantique). — M. Olivier Guichard, R.P.R., ministre d'Etat, ministre de la Justice, démissionnaire.

SAINT-AMAND-MONTROND (Cher). — M. Maurice Papon, R.P.R., rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale.

PRÉCISIONS ET MISES AU POINT

Fontaine-les-Dijon (Côte-d'Or). — Contrairement à ce que nous avons indiqué dans le Monde du 28 mars, aucun socialiste n'a été élu dans cette commune de la périphérie de Dijon. M. Albert Pappas, membre du secrétariat de la fédération départementale du P.S., ajoute : « Certes Fontaine-les-Dijon est le berceau de

LES POMPIERS DE SAINT-ETIENNE ONT GAGNÉ

(De notre correspondant.)

Saint-Etienne. — Mercredi 19 janvier, à Saint-Etienne, cent trente sapeurs-pompiers, soit 80 % de l'effectif total des trois casernes de la ville, à l'appel du jour syndical C.G.T., étaient mis en grève : tout en assurant la sécurité, ils ne participaient plus aux travaux d'entretien de casernes et d'administration.

Ils ont décidé de reprendre leur travail mardi 29 mars, après que le conflit les opposant à l'ancienne municipalité eut été réglé par la nouvelle le lundi 28 mars, ainsi d'ailleurs que l'avait annoncé quatre jours auparavant en prenant ses fonctions de maire, M. Joseph Sanguedolce, P.C. Les grévistes ont obtenu notamment une indemnité de logement sur la base des loyers H.L.M. de la ville, tenant compte de la situation de famille, ce qui met à portée les agents logés et ceux qui ne le sont pas.

En outre, une somme forfaitaire uniforme leur sera versée mensuellement, pour les dédommager des dimanches et jours fériés travaillés. De plus alors que l'ancienne municipalité avait décidé d'amputer de 50 % le salaire des grévistes, aucune retenue ne sera opérée sur le paie de ceux-ci, à l'exception de la Journée nationale du 27 janvier.

A MARSEILLE LES ÉLUS COMMUNISTES REFUSENT LES POSTES D'ADJOINTS

M. Georges Lazzarino, député, secrétaire de la fédération communiste des Bouches-du-Rhône, a déclaré, mardi 29 mars, la proposition du maire de Marseille, M. Gaston Defferre (P.S.), de faire participer les élus communistes au futur bureau municipal et d'y occuper des postes d'adjoints.

M. Lazzarino estime, dans une lettre ouverte à M. Gaston Defferre, que « les conditions politiques d'une telle participation ne sont pas réunies » et ajoute : « Notre refus d'appliquer à Marseille l'accord national conclu par les partis de gauche, le 28 juin 1976, a rendu impossible la constitution d'une municipalité d'union ».

Le député communiste fait notamment grief à M. Gaston Defferre d'avoir brandi la « menace d'une municipalité à direction communiste dans le but d'obtenir des voix de droite pour devancer les listes d'union de la gauche où étaient présentés les communistes ».

INSTITUTS CAPILLAIRES EUROCAP

4, rue de Castiglione 75001 PARIS/TEL. 28.84.44

20 ANS D'EXPERIENCE

Le Front progressiste (gaullistes d'opposition) a indiqué, mardi 29 mars, que « plus de sept cents conseillers municipaux gaullistes d'opposition ont été élus sur l'ensemble du territoire. Les élus gaullistes d'opposition sont maintenant présents dans vingt-deux villes de plus de 30 000 habitants. Participant pour la première fois à des élections politiques générales, les gaullistes d'opposition démontrent d'une première implantation municipale leur donnant l'assise nécessaire pour organiser la quatrième composante de l'union de la gauche ».

En Polynésie

DISSOLUTION DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE

M. Francis Sanford, député de Polynésie, et Gaston Ploce, président de l'Assemblée territoriale, ont successivement été reçus par M. Giscard d'Estaing, mardi 29 mars, en présence de M. Fontanajoux et M. Stum. Ces deux sénateurs ont approuvé le projet de loi portant réforme du statut de la Polynésie française, et ont manifesté leur satisfaction, le premier parce qu'il voyait aboutir « dix ans de lutte », le second parce que le maintien du territoire dans la République française est garanti.

M. Stum a précisé que le conseil des ministres du 31 mars prendrait un décret de dissolution de l'Assemblée territoriale — dont les autonomistes occupent le siège à Papeete depuis neuf mois — afin qu'une nouvelle Assemblée puisse donner son avis sur le projet de statut.

CORRESPONDANCE

La médaille de Mme Giroud

La direction du Who's who in France précise, à la suite de la reproduction dans le Monde du 12 mars, du texte suivant de M. Chervy, paru dans le Lettre de la Nation, relative à la médaille de la Résistance de Mme Françoise Giroud : « Les petits faits s'accumulent. Ainsi la notice de Who's who, rédigée sous le contrôle de l'intéressée, ne fait mention de la médaille de la Résistance qu'à partir de l'édition de 1955-1956 ».

1) que l'édition 1955-1956 n'est que la deuxième du Who's who in France ; nous en sommes, en 1977, à la treizième. Autrement dit, la mention de la médaille de la Résistance a figuré, en fait, dans la notice biographique de Mme Françoise Giroud dès les tout débuts du Who's who in France.

2) que dans le cas particulier de Mme Françoise Giroud, qui n'était pas favorable à la perquisition d'une notice biographique la concernant dans le Who's who in France, celle-ci ne fut pas radiée sous le contrôle de l'intéressée. Si la mention de sa médaille de la Résistance n'a figuré que dans la deuxième édition, c'est parce que les services compétents n'ont eu connaissance de cette distinction qu'en 1955, c'est-à-dire il y a vingt-quatre ans.

EDITIONS SOCIALES

Collection Classiques du Peuple Critique

Anne UBERSFELD

LIRE LE THEATRE

1 vol. 20 F

de nouvelles clés pour éclairer le rapport entre pratique littéraire et représentation.

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

Offre en dossier complet sur :

LE SPORT

Envoyez 10 francs (timbres ou chèque) à APRES-DEMAIN 22, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 40 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

CAPEL

habille en long comme en large

Magnas principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003 Paris, 272.23.09.

Capel Rive Gauche : centre com. Maine-Montparnasse 75015 Paris, 538.73.51.

Capel Madeleine : 28 bd Madeleine 75008 Paris, 286.34.21.

CATASTROPHES

LA COLLISION DES DEUX BOEING A TENERIFE

Libres opinions

A qui la faute ?

par JEAN BELOTTI (*)

QUEL pilote d'avion n'a pas, au cours de sa carrière, frôlé un jour une tragédie comparable à celle de Tenerife ? Les collisions et les risques de collisions — appelées dans notre langage « airmies » — sont toujours l'objet d'un rapport du commandant de bord à la compagnie exploitante et aux administrations compétentes. L'étude de ces rapports devrait permettre de prendre des mesures précises pour améliorer la sécurité.

Au vu de mon expérience personnelle, quelles peuvent être les causes de ces accidents, et notamment celui des Canaries ? Les premiers commentateurs avancent déjà des certitudes et citent le brouillard, la saturation de l'aéroport, etc. Cette confusion est courante. Il s'agit là, en fait, de « composantes » d'une situation pouvant éventuellement être qualifiée de « facteurs contributifs », mais en aucun cas de « causes ». La présence d'une alouette à côté d'une caisse de dynamite n'a jamais provoqué une explosion. Par contre, la cause peut être recherchée dans le mauvais fonctionnement du système, ce qui amène à la localisation des responsabilités. Ces responsabilités peuvent être établies à trois niveaux :

Au niveau des « personnes physiques », autrement dit des responsables en bout de chaîne que sont les pilotes et les contrôleurs du trafic aérien.

De la même manière qu'un automobiliste a du mal à se diriger dans le brouillard, le pilote est parfois obligé de stopper son déplacement parce qu'il ne sait plus quel est exactement sa position sur une voie d'accès. Cela est dû au brouillard mais aussi, et surtout, à la saturation de l'aéroport, à la visibilité réduite, voire nulle. Le pilote se trouve en effet à 9 mètres du sol, hauteur qui correspond sensiblement à celle du troisième étage d'un immeuble :

Au niveau des « personnes morales », que sont les compagnies de transport aérien, les administrations. Pour ce qui concerne les compagnies, une vigilance attentionnée portée sur la qualité du matériel, la qualification des personnels, les conditions de travail, peuvent contribuer à dégrader leur responsabilité. Quant aux aéroports, on est peut-être plus enclin à déplorer certaines zones géographiques, plus l'équipement en infrastructure aéroportuaire laisse à désirer tant au point de vue de la quantité qu'au point de vue de la qualité. De plus, dans ces aéroports, la tutelle des Etats se faisant sentir dans de nombreux domaines, il en résulte un transfert de responsabilités de l'aéroport vers l'Etat :

Au niveau des pouvoirs publics, à travers les décisions prises par les différentes administrations. Les faits semblent démontrer que la responsabilité est proportionnelle à la rapidité de la réaction des représentants officiels, qui n'hésitent pas, les corps n'étant pas encore recouverts de linéaires, à discuter leur administration par des communications ponctuelles de certitudes, d'assurances, d'affirmations, etc. Tel ce ministre français qui, le soir de la catastrophe survenue à la verticale de la ville de Nantes pendant l'application du plan Clément-Marot, en mars 1973, affirmait, dans une intervention télévisée, que l'accident était dû à la faute du pilote. La commission d'enquête devait heureusement infirmer cette conclusion quelques mois plus tard.

Que retenir de cette catastrophe ? Elle s'est produite à la suite d'une succession d'événements dont les effets ont mal été perçus. Sans prétendre conclure, il est cependant possible de noter quelques-unes des précautions à prendre dans de telles circonstances :

A court terme, lorsque le terrain est sous-équipé et lorsque les conditions de visibilité sont réduites : réduire la densité du trafic (en n'autorisant, par exemple, que les atterrissages), assurer un contrôle de position des avions par « follow me » ;

A moyen terme : vérifier le niveau d'équipement des terrains pouvant être retenus officiellement comme terrains de décollage ; instituer des procédures strictes de roulage, en vue d'éviter toute erreur possible de circulation au sol ; installer des moyens techniques de surveillance (radar) permettant de suivre en permanence la situation des avions sur les axes de déplacement ; veiller à ce que le personnel ait un haut niveau de qualification et soit suffisamment nombreux.

Ces dispositions conduiraient évidemment à l'engagement de nouvelles dépenses importantes ou à des pertes de recettes difficiles à accepter à une époque où les projecteurs sont braqués sur les résultats d'exploitation.

Un dirigeant d'une compagnie aérienne, également très concerné par l'objectif « équilibre des comptes », confie, il y a à peine quelques jours : « Le monde de l'aviation n'est pas un simple compte d'exploitation. C'est un croustot où se rencontrent des milliers de personnes qui vivent, travaillent, et dont les efforts concourent à réaliser le transport des passagers avec sécurité, régularité et confort. »

Pourquoi ne pas reprendre l'idée de la création d'un « haut comité du risque », préconisé par Louis Armand, qui écrivait, en 1966 : « Le développement de la technique crée des risques nouveaux, mais les dangers sont d'une nature telle qu'il dépend généralement de l'homme lui-même de les prévenir. »

(*) Commandant de bord sur Boeing-747, auteur des livres La Sécurité du transport aérien et L'économie du transport aérien.

LE PILOTE NÉERLANDAIS AURAIT DÉCOULÉ DE DÉCOLLER SANS L'AUTORISATION DE LA TOUR

Les « boîtes noires » dans lesquelles ont été enregistrées les conversations entre les contrôleurs de la tour de l'aéroport de Santa-Cruz-de-Tenerife et les pilotes des deux Boeing-747 qui sont entrés en collision, dimanche dans l'après-midi, ont été retrouvées parmi les débris des appareils. Les experts néerlandais et américains continuent d'analyser les informations qu'elles contiennent ; ils ne se sont pas encore prononcés sur les causes de la catastrophe.

D'après les indications données à Santa-Cruz par le chef des services de presse de la K.L.M. et rapportées par l'A.F.P., le pilote néerlandais avait reçu l'autorisation de décoller lorsqu'il a commencé de pousser ses moteurs, à 14 heures 02. M. Coll Westling, le chef du service de presse de la K.L.M. a fait cette déclaration devant des journalistes espagnols et étrangers. Selon lui, le pilote néerlandais avait reçu l'autorisation de décoller à 14 heures 02. M. Coll Westling a déclaré, pour sa part, M. Bill Waltrip, vice-président des opérations de la Pan American Airways, que le Boeing avait reçu l'autorisation de la tour de contrôle de décoller à 14 heures 02. M. Coll Westling a déclaré, pour sa part, M. Bill Waltrip, vice-président des opérations de la Pan American Airways, que le Boeing avait reçu l'autorisation de la tour de contrôle de décoller à 14 heures 02.

« J'estime que l'avion américain se trouvait dans une position correcte » au moment de l'accident, a déclaré, pour sa part, M. Bill Waltrip, vice-président des opérations de la Pan American Airways, que le Boeing avait reçu l'autorisation de la tour de contrôle de décoller à 14 heures 02.

Les deux pilotes, indique-t-on à l'aéroport de Santa-Cruz, ont été retrouvés vivants, mais entre eux quelques instants avant la collision. Pour le reste, les porte-parole espagnols se contentent de déplorer catégoriquement la responsabilité des deux avions de la tour. Reconnaissant les problèmes inhérents à l'aéroport de Los Rodeos, ils affirment qu'aucune circonstance — le brouillard, la saturation de l'aéroport — ne peut être invoquée pour justifier la collision.

Le nombre des victimes de la catastrophe est de cinq civils, dont un pilote, et de cinq militaires.

Les catastrophes les plus meurtrières. Une erreur a été commise dans l'émbarquement des passagers des deux avions au cours des dernières années (le Monde du 28 mars, page 38). L'accident qui s'est produit le 4 décembre 1974 près de Colombo concernait un DC-8 de la compagnie néerlandaise de vols à la demande, Martinair Holland, et non la compagnie régulière néerlandaise K.L.M.

2 sessions pâques
du 4 au 8 ou du 12 au 16
5 jours
math, phys

Rattrapage intensif, 3^e à terminale
SOS MATH
3 centres à Paris : Tél. 756.81.24
Mairie 6^e, Port-Bayard 6^e
et 2, rue de Valenciennes 6^e

Des entrepôts, des ateliers, des locaux commerciaux, au choix.
(Immédiatement disponibles)

Voici le premier immeuble que nous avons conçu pour vos besoins. Il est situé à Paris même, dans le 13^e arrondissement, à quelques minutes du boulevard périphérique et des gares SNCF. C'est le centre d'activités Paris-Tolbiac.

8.000 m² sur 7 étages, divisibles en lots (à partir de 100 m²).

A chaque étage, plusieurs lignes de téléphone préinstallées.

3 monte-charge desservant directement le quai de débarquement.

Parkings en sous-sol avec ascenseurs.

Centre d'activités Paris-Tolbiac - 65-71, rue Albert - Paris 13^e.
Métro : Tolbiac et Porte d'Ivry - Tél. 583.95.73. Visite sur place de 14 h à 18 h et sur rendez-vous.

FONCIÈRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
144, rue des Champs-Élysées - 75008 Paris - Tél. 359.68.96

EQUIPEMENT

Le comité économique d'Ile-de-France critique les circulaires du ministre de l'équipement

Le comité économique et social de la région Ile-de-France s'est élevé, le mardi 28 mars, contre les récentes instructions données par M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, notamment celle de limiter la hauteur des immeubles d'habitation à six étages ou à trois ou quatre dans les villes de moins de 30.000 habitants.

Cette limitation, a déclaré M. Jean Gardin, président du comité, « risque de remettre en cause et même d'arrêter la réalisation de nombreux programmes de logements, notamment dans les villes nouvelles et en banlieue ». « Si certains excès doivent être condamnés », a-t-il ajouté, « il ne faut pas oublier que cette situation est souvent la conséquence d'un mal plus profond : la politique fondatrice et la réalité qu'elle a créée (manque d'espaces libres, coûts des terrains et des équipements). Il serait sans doute plus cohérent d'apporter en priorité à ce mal, dont souffre plus particulièrement l'agglomération parisienne, les solutions énergiques qui s'imposent ».

S'interrogeant sur le « réalisme » et la « cohérence » de ces nouvelles mesures, M. Gardin a estimé qu'en tout état de cause, « la plus grande latitude doit être laissée dans ce domaine aux collectivités locales, dont on souhaite par ailleurs renforcer les responsabilités ».

Le président du C.E.S. a enfin demandé au préfet de région, préfet de Paris, M. Lucien Lanier, une prochaine communication sur les conséquences des nouvelles instructions du ministre de l'équipement, souhaitant que cette communication soit complétée par l'inventaire des espaces disponibles et constructifs en Ile-de-France.

D'autre part, M. Jean-Pierre Fourcade a répondu, dans la lettre qu'il a adressée au comité, que lui ont été adressées dans « le Monde » du 28 mars après la publication de ses récentes circulaires.

UNE LETTRE DE M. JEAN-PIERRE FOURCADE

Les Français veulent des villes à l'échelle humaine

Les instructions que j'ai adressées, la semaine dernière, à mes services pour limiter la hauteur des constructions et améliorer l'implantation des logements sociaux ont suscité des réactions très diverses. De la part des maires, des autres élus locaux ou des associations de défense de l'environnement, c'est-à-dire des représentants des usagers, les réactions ont été très diverses. Elles ont été en général très positives et ont été de tous les horizons politiques.

Mais cette volonté de retour au bon sens a choqué certains professionnels, comme le montrent les déclarations reprises dans le Monde du 23 mars de M. Jean-François Leroux, promoteur, Alain Gillot, président de l'Union des syndicats d'architectes, et Robert Lion, délégué général de l'Union des H.L.M. C'est bon signe car c'est bien la preuve que la nouvelle politique de l'urbanisme engage des débats et des prises de position. Mais c'est également un phénomène inquiétant, qui traduit le fait que les professionnels commencent à faire sentir ses effets et à troubler les attitudes routinières. Mais c'est également un phénomène inquiétant, qui traduit le fait que les professionnels commencent à faire sentir ses effets et à troubler les attitudes routinières.

M. Leroux nous révèle que « les professionnels ont souvent été de grands maîtres » et que « les véritables promoteurs de ce type de constructions sont les pouvoirs publics ». M. Gillot nous dit que « nous ne sommes pas des maîtres » et que « nous sommes des esclaves ». M. Lion juge quant à lui « dérisoires ».

La démocratie dans l'urbanisme.

La gravité du problème mérite que nous nous efforcions de clarifier le débat en m'en tenant à des faits concrets connus de tous.

Première constatation : les exigences des Français ne portent plus seulement sur le logement, mais sur la qualité de l'urbanisme. Je ne sais pas si certains peuples ont jamais pu s'accommoder de l'urbanisme de Babel. Mais je sais qu'aujourd'hui les Français veulent des villes à l'échelle humaine. En 1976, pour la première fois depuis longtemps, le nombre de maisons individuelles mises en chantier a diminué de moitié. En revanche, le nombre de logements collectifs a augmenté de moitié. Et des dizaines de milliers de Français cherchent chaque année à quitter les grands ensembles, même réduits, pour acquiescer à un logement individuel, même onéreux, ce n'est pas parce qu'ils cèdent à ce que M. Lion appelle bien légitimement une « mode » mais parce qu'ils veulent un urbanisme qui sacrifie le cadre de vie à l'urgence du logement à tout prix.

Je ne reproche pas à nos prédecesseurs des erreurs qui apparaissent aujourd'hui en pleine lumière, mais ont été commises à une époque où la gravité de la crise du logement et l'ampleur de l'exode rural limitaient singulièrement la marge du choix. Mais je ne vois pas pourquoi le droit des Français au cadre de vie devrait céder le pas devant le confort intellectuel de certains maires à construire. Il faut que ce confort soit vraiment menacé pour que M. Lion écrive qu'il est « dangereux » de limiter la hauteur des constructions de logements sociaux sur des terrains pointus et mal desservis par les transports (sic). Le développement futur des H.L.M. J'ai, pour ma part, une plus haute estime des dirigeants de ces organismes et du résultat de leur action pour avoir appliqué une instruction à laquelle la plupart se conforment à tout prix.

Deuxième constatation : la démocratie s'introduit irrésistiblement dans l'urbanisme, et c'est heureux. Ce mouvement comporte des excès. Il est des régions entières du territoire où chaque permis de construire d'importance est systématiquement attaqué par des associations de défense de l'environnement. Mais les réformes législatives de 1976 vont changer cette orientation. La participation des associations d'usagers à l'élaboration des règles d'urbanisme,

la possibilité pour ces associations d'exercer les droits de la partie civile, la publication des demandes de permis de construire et des dossiers de création de ZAC sont autant de dispositions qui achèvent de faire un droit sur une époque révolue, celle de l'urbanisme secret et toujours orienté vers la dérogation.

Par sa rapidité même, cette évolution décisive échappe encore à quelques bons esprits. Ainsi, selon M. Gillot, « la hauteur des bâtiments est d'abord commandée par le site ». C'est justement ce que nous en plaçons les instruments qui permettront une réorientation de la politique de l'urbanisme dans trois directions : la réhabilitation des centres de ville et des grands ensembles périphériques, la réaffectation de la maison individuelle et de la ville, l'adaptation des constructions futures aux exigences nouvelles des Français.

Créé récemment, le Fonds d'aménagement urbain aide les collectivités locales à atteindre le premier objectif par des opérations modestes, progressives, mais harmonisées les transformations sociales de la rénovation-déconstruction. La deuxième préoccupation inspire la réforme du régime des permis de construire et des explications d'urbanisme que je joins à cette lettre. Quant au dernier objectif, les circulaires du 16 mars sont une des trachéennes.

L'action est donc globale, cohérente, progressive et, j'ose le dire, bien engagée. Les critiques convergentes des conservatismes de tous bords nous ont permis de nous le confirmer et nous fournir un précieux encouragement à persévérer.

TRANSPORTS

M. POIRIER D'ORSAY : personne sur les quais de Marseille n'a les mains totalement blanches.

Après les réactions que sa lettre a provoquées dans les milieux maritimes marseillais (le Monde des 23 et 30 mars), M. Philippe Poirier d'Orsay, ancien délégué général du Comité central des armateurs de France, a précisé :

« Je trouve totalement folle l'idée d'imaginer ou de craindre que cette lettre ouverte constitue une attaque en règle contre la loi de 1947 et contre la législation C.G.P. des dockers. Cette mutation est d'autant plus curieuse qu'aucun passage de cette lettre ne peut être interprété de cette manière, et qu'il s'agit simplement le Comité des armateurs n'a cherché directement ou indirectement à détruire la loi de 1947. »

« Je trouve regrettable d'autre part que la profession des dockers se soit sentie seule directement attaquée, alors qu'aucune personnalisation n'avait été faite dans la lettre en question et que personne n'a pu en tirer parti et se sentir personnellement responsable. »

« Je trouve également regrettable, enfin, qu'en face de cette situation la plupart des commentateurs aient consisté à suggérer un renforcement de la surveillance, des contrôles et de l'inspection. Un accroissement des effectifs des polices privées ou publiques ne servirait qu'à accroître les coûts sans grand résultat et chacun ne se sent pas davantage responsable. »

QUALITÉ DE LA VIE

Le problème de l'équipement nucléaire de la R.F.A. doit recevoir un rapport politique », a déclaré mardi 28 mars Bonn le président de la Confédération des syndicats ouest-allemands (D.G.B.), M. Volpert, lors d'un déjeuner de presse étranger. Il s'est prononcé pour la poursuite des travaux dans les centrales que l'on a déjà commencées à construire. Mais on ne doit construire que ce qui apparaît absolument nécessaire », a-t-il souligné. — (A.F.P.)

محضان النفل

ÉDUCATION

A GENNEVILLIERS

« École maternelle occupée »

Les affiches manuscrites apposées sur les fenêtres le proclament : l'école maternelle Henri-Victor de Gennevilliers (Hauts-de-Seine) est « occupée ». En fait, il s'agit d'une classe — l'établissement en compte six — dont l'insitutrice a une grossesse difficile. Huit jours de congé-maladie en décembre, huit autres en janvier et, depuis le 27 mars, un nouvel arrêt de travail — alors que le congé de maternité n'est prévu que pour la fin du mois de mai. A la suite de ces absences répétées, et jamais compensées par l'envoi d'une suppléante (le C.A.P.), des parents d'élèves (C.A.P.), ont décidé d'occuper la classe : après une réunion extraordinaire de parents, a décidé l'occupation de la classe sans maître.

Depuis le 28 mars, donc, les mères de famille se relaient à l'école pendant les heures de classe. Certaines ont un enfant dans la section privée d'insitutrice, d'autres pas. Qu'importe : il s'agit de solidarité. Solidarité avec les parents au travail qui ne peuvent s'absenter sans inconvénient, et solidarité avec les insitutrices qui refusent de se partager les enfants au-delà des trois jours admis. Peut-on alors parler de suppléantes bénévoles ? « Surtout pas ! répond le directeur. Nous n'en avons pas le droit. N'empêche : ces mères suppléantes ont un genre nouveau suppléant bel et bien aux commandes de l'administration, qui a promis une rampe-pente « après Pâques ».

R. C.

LES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES DES UNIVERSITÉS INQUIÈTENT LE SNE-SUP

« Nous ne permettrons pas qu'un gouvernement dévoué par la majorité des Français continue de démanteler l'enseignement supérieur », a déclaré M. Alain Boudier, secrétaire général du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-SUP, FEN), au cours d'une conférence de presse tenue à Paris, lundi 28 mars, à quelques heures de l'annonce officielle de la démission du gouvernement. Pour les responsables du SNE-SUP, le problème « numéro un » des universités, actuellement, reste leur budget de fonctionnement.

Ainsi, selon les porte-parole du SNE-SUP, les universités de province sont en passe de connaître les mêmes difficultés financières que celles de Paris, malgré les efforts de « réajustement » consentis par les municipalités ou les départements. M. Pierre Merlin, président de l'université de Paris-VIII (Vincennes), a souligné que le budget consacré à l'enseignement supérieur est passé en sept ans de 0,61 % du produit national brut à 0,41 %, alors qu'il se situe entre 1 % et 2 % dans la plupart des pays industrialisés.

Le secrétaire général du SNE-SUP s'est félicité des succès de la gauche dans les villes universitaires aux élections municipales. Mais, a-t-il dit, le syndicat ne doit pas rester « l'arme au pied » en attendant 1978, ni faire de « l'activisme ».

DÉMISSION DES RESPONSABLES DE « TEXTES ET DOCUMENTS POUR LA CLASSE »

M. Jacques Chevalier, rédacteur en chef de la revue « Textes et Documents pour la classe », publiée par le Centre national de documentation pédagogique (C.N.D.P.), vient de démissionner de ses fonctions, ainsi que son adjoint, Mme Monique Bouché. Le contrôle hiérarchique exercé sur le contenu de cette publication officielle, qui compte substantiellement mille abonnés payants, est devenu, selon les démissionnaires, de plus en plus tatillon et les interventions de la direction plus fréquentes.

Les sections syndicales C.G.T., C.F.D.T., FEN du C.N.D.P., solidaires des démissionnaires, s'élèvent contre une censure qu'elles jugent « plus étroite, insidieuse et permanente » depuis la récente réorganisation de la recherche et de la documentation pédagogiques (« le Monde » des 28 octobre 1976 et 13 mars 1977). « Il s'agit désormais d'expurger tout ce qui serait susceptible d'appartenir aux professeurs ou de soutenir documentaire original et aux élèves matière à développer leur esprit critique ».

Pour M. Gabriel Quenec, directeur du C.N.D.P., ces accusations sont sans fondement et ses interventions, qui ne sont pas plus fréquentes qu'auparavant, ne sont que l'exercice normal de contrôle dans une revue officielle : « Mon rôle est de veiller au respect du public enfantin de la revue, d'en préserver la qualité littéraire et de m'assurer du respect de la laïcité et de la neutralité de l'école ».

DÉFENSE

En Allemagne fédérale

CINQ APPELÉS DU CONTINGENT SONT ACCUSÉS D'AVOIR RÉDIGÉ UN BULLETIN DE COMITÉS DE SOLDATS

Un médecin-aspirant du 1^{er} régiment de spahis stationné à Spire (Rhénanie-Palatinat), M. Laurent Lecoq, vingt-huit ans, qui devait être libéré cette semaine de ses obligations militaires, a été maintenu sous les drapeaux pour raisons disciplinaires, a annoncé, mardi 29 mars, un porte-parole de l'état-major des forces françaises en Allemagne fédérale.

M. Lecoq et quatre autres appelés : MM. Patrice Daniel, François Vinicio, Jean-Michel Maréchal et Gilles Méraud, sont accusés d'avoir rédigé un bulletin de la classe Delta, l'un des organes clandestins des comités de soldats, le « Syntex rouge ».

Dans le dernier numéro de ce journal est apparue une « photo-forme » de revendications parmi les soldats de la classe Delta, l'un des organes clandestins des comités de soldats, le « Syntex rouge ».

Le porte-parole militaire a précisé qu'en attendant la fin de l'enquête menée par la sécurité militaire, ces appelés du contingent avaient été mis aux arrêts. En tant qu'officiers du contingent, M. Lecoq est passible d'une punition pouvant aller jusqu'à quinze jours d'arrêts de rigueur.

« C'est à la suite d'un vote secret du conseil de discipline, présidé par le chef de corps, qu'il peut être décidé de maintenir au régime militaire appelé sanctionné, pour une durée égale à la moitié du temps de sa peine, la décision doit être approuvée ensuite par l'autorité hiérarchique supérieure ».

■ Trois appelés du contingent, impliqués dans les incidents qui se sont produits en février dernier au 32^e régiment de gendarmerie à Vieux-Brisach, en République fédérale d'Allemagne (« le Monde » du 19 mars), ont été punis par mesure disciplinaire de plusieurs semaines d'arrêts et répartis dans d'autres unités en Allemagne. MM. Gérard Capon, de Strasbourg, et Pascal Hure, de Paris, ont été envoyés à Vieux-Brisach, au 32^e régiment de gendarmerie. Le troisième, M. Philippe Maréchal, de Paris, a été envoyé à Donaueschingen, au 11^e régiment d'infanterie, où il subit une peine de trente jours d'arrêts.

Tiré d'un sous-marin

UN MISSILE SOVIÉTIQUE A ÉTÉ LANCÉ A 10 200 KILOMÈTRES

Washington (A.F.P.). — Les Soviétiques ont essayé d'un nouveau missile lancé d'un sous-marin sur une distance record d'environ 5 700 milles (soit 10 200 kilomètres), déclare-t-on de source proche des services de renseignements américains. Les essais soviétiques ont eu lieu les 18 et 20 mars.

Deux missiles « SSN-5 » ont été lancés d'un sous-marin croisant dans la mer de Barents, dans l'Arctique, pour atteindre le Pacifique après avoir traversé l'Asie. Les missiles « SSN-5 » à deux étages ne comportent qu'une seule tête nucléaire et équipent les sous-marins de la classe Delta, l'un des deux missiles et l'autre de setex. La charge nucléaire transportée est de l'ordre de la mégatonne.

La distance de 5 700 milles convertis par les « SSN-5 » constitue une portée double des missiles américains les plus puissants lancés à partir de sous-marins. Le missile Poseidon a une portée de 2 500 milles, soit 4 500 kilomètres, mais il emporte jusqu'à dix charges nucléaires dont la trajectoire finale est indépendante. D'autre part, la marine américaine met au point le missile Perser, qui emportera jusqu'à quatre têtes nucléaires indépendantes à une distance de 4 000 milles, soit 7 200 kilomètres.

INSTITUTS CAPILLAIRES EUROCAP
4, rue de Castiglione
75001 PARIS 1^{er} TEL. 200.23.84
20 ANS D'EXPERIENCE
dans les soins et l'hygiène du cheveu et du cuir chevelu

VOIX ET EXPRESSION
parler avec aisance, se faire écouter, maîtriser l'émotivité conversationnelle, décider.
Tous renseignements : C.E.S.J.E.L. de 14 h. 30 à 19 h. 24, rue Henri-Barbusse - 75005
Téléph. : 326-18-70 - 326-15-42

RELIGION

L'occupation de Saint-Nicolas-du-Chardonnet

Le tribunal de Paris nommera un médiateur le 1^{er} avril

Nouvel épisode dans l'affaire de Saint-Nicolas-du-Chardonnet occupée depuis le 27 février par les chrétiens traditionalistes, à la suite des réfractaires du Palais de Justice de Paris : bref et pacifique, accompagné de chuchotements entre initiés de bords opposés. Personne ne s'attendait à voir un ecclésiastique en soutane évoluer au milieu de jeunes portant à la boutonnière des médailles de saint Pie V.

Tout agresseur renchérit, cet auditeur réunit — une vingtaine de personnes environ — dissimulées dans l'énigmatique, renouveau de la paroisse, le premier avocat, M. Roger Sédit, qui, penché sur le bureau de M. Jean Regnaud, vice-président du tribunal de Paris, lui fait à voir intelligible la confiance de sa plaidoirie au nom de l'assignation, l'abbé Pierre Bellégo, curé de la paroisse occupée (le Monde du 30 mars).

L'assistance se précipite autour de l'avocat dont les propos sont conformes à ceux que l'on attendait : « C'est un acte de violence, menace de schisme, efforts réitérés du cardinal Marty pour trouver une solution ; des catholiques qui ne sont pas des fidèles ; un culte légitime et « affectueux » légal représentant la « continuité » du culte ; vols de fait, injures, coups et blessures, enfin provocation supprime, l'abbé Mgr Le Febvre à confirmer des adolescents aux lieux et place de Mgr Gilson, évêque auxiliaire de Paris ».

Monsieur Desmurs-Moisset plaide ensuite en faveur des assignés : les abbés Ducaud-Bourget, Coache et Zerralla. La presse aurait menti : l'église reste ouverte à tous, les prêtres peuvent y célébrer le culte de leur choix ; dans ces conditions au nom de quoi expulser des ecclésiastiques « encore » catholiques (1). A Saint-Nicolas, on laisse se dérouler des réunions et des concerts qui n'ont aucun but sacré ; Saint-Nicolas n'est pas une paroisse mais seulement une annexe ; les évêques de France n'obéissent même plus au pape ainsi que le prouve le sort réservé à l'encyclique sur le célibat ecclésiastique et celle sur la contraception.

Tel le président abandonne son mimisme pour lancer : « N'oubliez pas que vous parlez à un catholique pratiquant ! » Seul le contexte éclaircit cette réaction ambiguë et pour le moins instantanée.

Un moment décontenancé, l'avocat reprend : « Mes clients sont catholiques, ils ont droit à une église ; il y a d'ailleurs trop d'églises à Paris. Conclusion : « M. le président, nommez un médiateur ».

Cette proposition est retenue par M. Jean Regnaud, qui réplique à la perspective d'une intervention policière qu'il pourrait être la conséquence de l'occupation de l'église. « Cela, dit-il, serait désagréable pour tout le monde ».

Le président choisit une procédure assez exceptionnelle : celle de recevoir en privé dans un bureau l'abbé Bellégo, puis l'abbé Ducaud-Bourget. Sans doute pour entendre de leur bouche des suggestions en ce qui concerne le choix d'un médiateur. « Je prendrai ma décision vendredi 1^{er} avril à 14 heures ». Tel est le dernier mot d'une séance dont le sort d'aujourd'hui est évident, comme il est non moins sûr que la conclusion n'a pas été une surprise pour tout le monde. Le cardinal Marty avait ses raisons de faire confiance à la justice française.

HENRI FESQUET.

■ Visite au séminaire « et Lamentations de Marie », deux drames lyriques médiévaux, présentés en juillet 1976 en la cathédrale de Chartres, seront repris à Paris le 31 mars, à 20 h. 30, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, et le 18 avril en la cathédrale américaine, quel d'Orsay. Ces pièces sont jouées et chantées par l'école d'Orphée, accompagnée d'instruments anciens.

« Il est dramatique que nous soyons encore des Églises séparées »

déclare M. Jacques Maury, nouveau président de la Fédération protestante

Président élu de la Fédération protestante de France, M. Jacques Maury a présenté récemment aux informateurs religieux quelques-uns des aspects de sa nouvelle fonction. Commentant l'entrée récente à la Fédération de la mission évangélique des Témoins d'Europe et de trois communautés pentecôtistes de Bretagne, il a fait remarquer que, contrairement à certains préjugés, « l'appartenance au protestantisme ne dépend pas d'un certain seul cultuel ».

« La Fédération, a-t-il ajouté, n'est pas une super-Église. Chacune de ses parties constituantes conserve son autonomie et la Fédération n'a sur elles d'autre autorité que celle qu'elles lui confèrent librement. C'est une situation paradoxale mais spirituellement saine ».

En termes vigoureux, M. Maury a déploré que « la protestantisme soit encore incapable de manifester institutionnellement son unité ailleurs que dans la Fédération. Il

est dramatique que nous soyons encore des Églises séparées alors qu'un tel problème dramatique nous sépare. Cette situation, a-t-il remarqué, n'est pas comprise par les laïcs qui acceptent avec plus ou moins de scepticisme les raisons avancées par les théologiens ».

A propos de la position numérique des Églises, M. Maury a noté que, partout dans le monde, celles-ci sont devenues minoritaires et que tel a toujours été le cas du protestantisme français.

« Cette situation, précise-t-il, appelle les Églises à être de plus en plus clémentes, dans les sociétés humaines, les mêmes d'un autre régime ».

« Nous sommes progressivement entrés dans une réelle situation de séparation de l'Église et de l'État. C'est seulement maintenant que celle-ci apparaît dans sa vérité. Fréquemment, les Églises interpellent les pouvoirs publics sur telle ou telle situation, où il leur paraît que le témoignage évangélique est impliqué ».

Picard surgelés.

Maintenant 2 magasins à Paris

Profitez des framboises en hiver du boudin blanc en été de 450 produits toute l'année et de 30 produits différents en promotion chaque mois.



PICARD

Paris 15^e - 16 rue Castagnary
Tél. 250.04.37 - 250.04.19
(Parking réservé devant le magasin).

Paris 17^e - 159 rue de Rome
Pavillons-sous-Bois - 22 bd Roy
Cergy - Z.I. des Béthunes Saint-Ouen-l'Aumône
Melun - 7 rue Eugène Bréas.

FORMATION DE FORMATEURS

Inscriptions à l'I.F.A.C.E.

L'Institut de Formation d'Animateurs-Conseillers d'Entreprises

Fondé en 1969, l'I.F.A.C.E. fait partie du Centre Parisien de Management de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

Est ouvert :

Aux titulaires d'un diplôme de 2^e cycle (sciences humaines, gestion, Grandes Ecoles, ...) ayant de préférence trois ans d'expérience et un diplôme de formation scientifique ou littéraire, ayant déjà une expérience de vie professionnelle et une organisation et souhaitant acquiescer leur maturité et leur expérience vraie, auront capables d'accepter un mode de vie moderne et un régime à la fois libéral et exigeant pendant deux ans.

Prépare aux fonctions de conseil et de formateur

Ces fonctions recouvrent des activités diverses, dans le domaine du Développement des Organisations. La démarche suivie s'apparente à un modèle Recherche Action. L'I.F.A.C.E. propose de nombreuses expériences (conseil en formation, en organisation, animateur-formateur, responsable de formation) exercées dans le cadre d'une entreprise ou d'une institution (administration, établissements publics, établissements d'enseignement...).

Propose un cycle de formation de deux ans à temps plein

La pédagogie de l'I.F.A.C.E. comprend :
— un effort théorique, sous forme de séminaires ponctuels (août-début du cycle) ;
— des groupes de recherche permanents avec des animateurs, sur les sections menées par les assistants, des groupes Salini ;
— de l'information, rendue possible par la pluridisciplinarité des assistants ;
— de l'autoformation, grâce aux moyens et aux aides pédagogiques L'I.F.A.C.E. délève une formation de fin d'études et favorise la stratégie de placement.

Conditions matérielles

Il n'y a pas de frais de scolarité. Après examen des dossiers, des bourses peuvent être accordées. Les dossiers d'inscription doivent être demandés à :

I.F.A.C.E.

168, boulevard Malesherbes - 75017 PARIS

Téléphone : 766-51-34, poste 400.
(Les inscriptions seront closes le 30 avril.)

Georges HOURDIN



Pour le Concile

Un livre simple, clair, direct et chaleureux pour mieux comprendre le sens du Concile « Vatican II » qui a donné un nouveau visage à l'Église Catholique.

200 pages - 25 F

Collection « Les Grands Sujets » dirigée par Claude Glayman

Stock

Le Monde

DES ARTS ET DES SPECTACLES

L'art tibétain au Grand Palais

DÉMONS ET MERVEILLES

Le bouddhisme lamaïque, le Tibet. De quoi s'agit-il ? En quelques mots et en nous excusant auprès des spécialistes des Inévitables erreurs auxquelles conduit le brevété : venu des universités indiennes du Bengale et du Bihar, où l'école tantrique insiste sur la méditation, les pratiques corporelles et parfois les rituels de magie, le bouddhisme est bien accueilli par les souverains du Tibet. En 842, l'assassinat du roi Gang-dar-me signifie la fin de l'ère monarchique, dont très peu d'objets nous sont parvenus (voir la section 1 de l'exposition), et le bouddhisme, persécuté par les tenants de l'ancien religion, se réfugie dans trois petits royaumes du Tibet occidental. Il y connaît autour de l'an 1000 une nouvelle période de prospérité, marquée par la multiplication des monastères et des ordres religieux ainsi que par d'incessants contacts avec l'Inde, comme le montrent les sculptures réunies dans la section 2 de l'exposition, en particulier un magnifique bodhisattva dont la complexité iconographique s'organise, ce n'est pas toujours le cas, en rythmes d'une souplesse et d'une grâce incomparables.

Au début du treizième siècle, les premières vagues de l'invasion musulmane chassent le bouddhisme de l'Inde. Le Népal devient alors le « conservatoire des traditions du bouddhisme tantrique indien », et, pénétrant par la vallée de Katmandou, l'influence de l'art népalais, raffiné et gracieux parfois jusqu'à la préciosité mais aussi fécond en divinités terribles, ne cesse de se manifester, et cela jusqu'au début de l'ère contemporaine, dans la sculpture et la peinture tibétaines (sections 9, 10, 11, 12, 13).

Un panthéon innombrable

Mais très vite, à travers ses immenses monastères, véritables villes parfois et citadelles de féodalité, c'est le Tibet qui apparaît comme le place forte du bouddhisme, le foyer de l'évangélisation vers qui les Barbares se tournent, le deuxième centre géographique et spirituel du monde, où le Bouddha avait atteint l'illumination (Anne-Marie Blondeau). En 1207, le Tibet se soumet à Gengis Khan, dont le petit-fils, Kubilaï, devenu empereur de Chine, proclame le bouddhisme lamaïque religion officielle et fait du grand lama de Sa-sa-Skya le véritable souverain du Tibet. Les moines, ici comme ailleurs, c'est bien connu, ont tou-

jours entre eux des rapports fort difficiles : d'où d'incessants conflits politiques et religieux qui peuvent aller jusqu'à la guerre civile et où interviennent de grands abbés réformateurs. L'un d'eux, un moine du nom de Tsongkhapa, qui vit de 1357 à 1419, est considéré comme le fondateur du bouddhisme tibétain, et jusqu'à l'époque contemporaine, les cinq cents lamas achèvent de donner au pays une structure théocratique organisée autour du palais-forteresse de Lhassa. La théocratie tibétaine se maintient sous les empereurs mandchous, les rapports avec la Chine étant alors particulièrement intenses (sections 22-23), et jusqu'à l'époque contemporaine. Le Tibet est devenu en 1959 l'une des deux régions autonomes de la République populaire de Chine.

Voilà pour l'histoire. Quant à la religion, sans parler même des dogmes, le panthéon tibétain, avec ses milliers de bouddhas, de bodhisattvas, de déesses, de démons, de divinités locales et tutélaires, est d'une telle complexité qu'il serait vain de vouloir en donner même un bref aperçu : on se reportera au catalogue, qui informe largement et aussi clairement qu'il se peut sur le rituel, le symbolisme des gestes, l'iconographie et présente même un tableau des attributs et attitudes des principales divinités.

Attributs et attitudes innombrables. Quelle que soit l'école, l'invention stylistique des peintres et des sculpteurs, la variété des techniques et des matériaux employés, la permanence des formes est la loi de l'art tibétain, et l'artiste, presque toujours anonyme, n'y intervient que comme l'interprète d'une tradition rigoureusement codifiée. Non qu'il s'agisse d'un art « sans histoire », « primitif » et relevant de l'ethnographie, comme on l'a prétendu quelquefois (il faudrait d'ailleurs s'entendre sur les termes) : seulement, c'est une histoire que nous ne connaissons pas.

Les provenances et la chronologie, nous l'avons dit, sont plus qu'incertaines, quantités de pièces dérivent d'archétypes disparus, et, en présence de tel objet d'influence népalaise, il est bien difficile de dire s'il s'agit d'un objet venu du Népal ou exécuté au Tibet par un artiste népalais, ou encore d'un objet tibétain sensible à la tradition népalaise. Par rapport à l'Inde, à la Chine des Ming, au Népal, au Cachemire, les frontières de l'art tibétain sont extrêmement floues, et les organisateurs de l'exposition ont pris le parti d'un classement par affinités stylistiques qui laisse d'ailleurs dans l'ombre nombre d'objets groupés sous des rubriques comme « Tendances diverses », « Vues topographiques », « Influences diverses », etc. Là encore, impossible de résumer, et l'on ne peut que renvoyer au catalogue, remarquable aussi bien par la richesse de

son information que par la modeste scientifique de ses interprétations.

L'impression que laisse le premier parcours de toute cette assemblée de dieux et de démons est celle d'une uniformité un peu lassante — elle serait d'ailleurs la même pour un Tibétain visitant n'importe quelle exposition d'art occidental — et cette uniformité est due aux règles de proportions, de composition, d'inspiration que le religion impose aux artistes tibétains, qui travaillent souvent sur des xylographes et dont la production fut trop considérable pour n'être pas répétitive. Pourtant, si l'on accepte les classifications de Giuseppe Tucci, un des meilleurs spécialistes du monde tibétain, on parvient à isoler quelques ensembles présentant des caractères suffisamment autonomes pour que l'on puisse parler à leur propos de style et même d'école.

Des bonnets jaunes

Ainsi l'école de Gu-gé (Tibet occidental), aimable, fleurie, un peu maniérée, où certaines pièces, au délicat coloris d'opulences (n° 57 et 58) manifestent l'« horreur vacui », le verbe décorative, le délicieux talent de contour qui caractérisent les meilleurs artistes tibétains. La parenté est parfois liée à l'identité de la école, celle des « bonnets jaunes », par exemple, qui inspire telle méditation tanks du dix-huitième siècle (n° 174 et 175), ou au caractère particulier du procédé, ainsi pour les tanks à fonds dorés dont l'un au moins (n° 283), admirable de souplesse, de grâce, de fluidité linéaire, évoque les plus belles créations de l'époque Ming.

Une autre école illustre assez bien les dons et les limites des artistes tibétains : l'école de Ngör, toute tendresse et sourire dans la représentation du visage des hommes et des dieux (n° 162 et 170) et dont certains mandalas (n° 108, 104, 105) nous ont paru être parmi les pièces les plus belles de l'exposition, les mandalas étant des sortes de diagrammes, d'échiquiers mystiques qui figurent à l'intention des fidèles l'itinéraire, l'univers particulier d'un dieu. Leur centre est assez figé, comme le veut le loi, mais, dans les cartouches, les cercles, les bordures, l'invention poétique de l'artiste se libère en petits personnages d'Orient rocou, en motifs floraux et animaliers d'une fraîcheur, d'une vivacité exquises. Quant à d'autres pièces montrant le goût des peintres tibétains pour le paysage : « maisons blanches s'échappant du soliel, monastères et temples à toits dorés,

cohorte de moines qui chantent, cheveux lancés au grand galop », villes étagées sur la montagne, scènes familiales sereuses dans l'intérieur d'un palais « ouvert comme une toile de fond de théâtre japonaise tandis que des nusages absurdes se retroussent dans un ciel d'azur » (G. Tucci). L'art tibétain est de ceux qu'il faut avoir le patience de lire dans leurs marges.

Des baisers frénétiques

Un autre caractère de l'art tibétain est son extrême inégalité. Les dernières salles, où la plupart des pièces datent de la fin du dix-huitième siècle et du dix-neuvième siècle (du vingtième parfois), donnent l'image d'une très visible décadence. Même aux époques antérieures, l'avidité assimilatrice des artistes aboutit souvent à des résultats décevants. Il n'y a pas lieu de s'enthousiasmer à propos des bronzes d'influence cachemirienne, peut-être parce qu'ils voient avec l'étonnement ensemble découvert en 1907 par un explorateur russe à Kara-Khoto, une des villes de la route de la soie qui fut détruite en 1227 par Gengis Khan. On ne croit pas davantage au miracle à propos des bronzes dorés de style chinois dont quelques-uns sentent le magot, et les plus belles pièces sont peut-être celles qui ne se rattachent à aucune influence, ainsi cette statuette d'un savant indien, datant du dix-huitième siècle (n° 185).



Les compagnons de Yama, le dieu des enfers, tourmentant des pêcheurs. Couleurs en toile, Tibet XIX^e siècle.

que nous soyons
ses separees

Monsieur, Monsieur
l'union par l'union

HOURDIN

le Concile

Rock

Animation en Poitou-Charentes

Un orchestre voyage

L'Orchestre philharmonique de Lille avait fait ses valises... A Toulon, pas plus qu'à Denain ou à Dunkerque, où il est toujours le bienvenu, personne n'aurait pu dire s'il était parti pour l'Amérique du Sud, le Groenland ou la Chine populaire, tant il est vrai qu'à présent, certains orchestres français méritent un point d'honneur à passer le plus souvent possible les frontières. Instruit par l'expérience, on sait maintenant qu'un musicien peut jouer presque tous les soirs pendant un mois dans des villes différentes à condition toutefois qu'elles ne soient pas éloignées de plus de 400 kilomètres sans perdre ses qualités essentielles. C'est à la cinquième semaine que les choses se gâtent : soit d'une espèce de mélancolie, il pense à ses enfants, à sa femme, à la douceur du foyer et devient très difficile à tenir. On doit alors le rapatrier et, pour lui faire sentir l'attrait de ce qu'il quitte, organiser immédiatement, entre les répétitions des concerts et les services dus à l'Opéra, quelques séances d'enregistrement. Six mois plus tard le voilà prêt à changer d'hémisphère : c'est le métier qui rentre...

Mais voilà qu'arrivent des cortès postales (« l'église », « les remparts », « le marché ») à Jarnac, à Cognac, à Bordeaux, à Saintes, à La Rochelle, et le voilà de retour au bout de deux semaines avec, en perspective, dix jours de vacances avant de reprendre les concerts itinérants dans le Nord et le Pas-de-Calais.

Ce qu'il vient de faire de façon intensive, répondant à l'invitation du Centre international d'animation régionale de l'abbaye aux Dames de Saintes, l'Orchestre philharmonique de Lille l'a entrepris dans le Nord depuis un an :

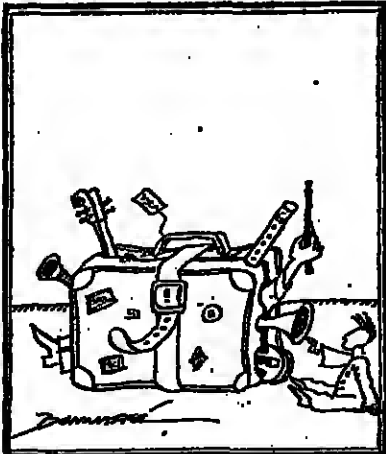
sept concerts par mois en moyenne dans les villes de la région, généralement précédés d'une séance spéciale l'après-midi, pour les scolaires.

La formule ne vise pas à l'originalité, mais s'il doit y avoir un jour une loi pour la protection de l'enfance contre les « animations » malhonnêtes qui, tant par le manque de moyens que par opportunisme, se répandent impunément, on laissera Jean-Claude Casadesu et ses musiciens poursuivre leur travail qui « passe la rampe », ne serait-ce que par la conviction réelle qu'ils y mettent.

Comme au Père Noël

Cela commence par une présentation des instruments famille par famille : après une brève explication, chacun joue un fragment caractéristique de l'œuvre qui va suivre — « Egmont », « Petrouchka », « Ma Mère l'Oye » — que les enfants pourront reconnaître au passage ; ensuite, le chef dit quelques mots sur la vie du compositeur, raconte à sa façon les données de l'intrigue, lève sa baguette et dirige sans lâcher le micro : pendant l'exécution de « Petrouchka », il rappelle certains détails de la pantomime Imaginaire.

Une demi-heure de concert suivie avec une attention évidente : même les mouches battent des ailes en silence. Puis viennent les questions, timides au début et bientôt comme un feu roulant ; elles touchent aussi bien la musique que le prix ou le poids d'un violon, d'une harpe, la durée des études... « Est-ce que c'est un métier ? » demande une petite fille. « Avec quel sont faites les cordes ? » Autre mystère scolaire sans pédantisme : « Autrefois je crois que c'était en boyau de chat... ou bien de mouton peut-être. Maintenant, c'est un



fil d'acier. As-tu aimé ce qu'on vient de jouer ? Est-ce que vous voulez qu'on revienne ? » « Oui » unanime, comme au Père Noël... Mais il y a aussi des questions plus inattendues ou personnelles, auxquelles on ne répond ni par un chiffre ni par oui ou par non et plus que jamais il faut se montrer à la hauteur. On termine à regret, rang par rang, sous l'œil des maîtres qui ont repris leur autorité, la salle se vide. Il reste quelques heures avant le concert du soir ; les musiciens ne quittent pas leur place : ils vont encore répéter pendant près d'une heure, pupitre par pupitre, prenant conseil les uns des autres, et pas seulement du chef. Cela peut paraître normal, pourtant c'est là quelque chose de si rare qu'il faut l'avoir vu pour y croire...

Cette série de concerts s'est achevée par trois exécutions, à La Rochelle, à Angoulême et à Saintes, du « Requiem » de Verdi pour lequel s'était formé un grand chœur régional sous la direction de Jean-Yves Gaudin, de sorte que, outre le travail réalisé auprès des enfants, l'Orchestre de Lille aura laissé de sa venue autre chose qu'un simple souvenir. Cela vaut bien ceux qu'on rapporte des antipodes.

GERARD CONDE.

Soixante gouaches de lumière

Poliakoff, une vie un tableau

A SES meilleurs moments, Poliakoff est le peintre des splendeurs picturales. Toute sa vie, il semble avoir refait le même tableau, repris sur les ruines ou les échecs du précédent. Parallèlement aux peintures, Poliakoff faisait de la gouache et de la tempera. Le papier lui donnait un plus grand sentiment de liberté. Liberté d'expérimentation, de gâcher, de recommencer...

L'exposition de la Galerie de France nous montre à présent que la gouache chez Poliakoff, comme chez certains peintres contemporains de grande picturalité — Chagall, par exemple, — est un art autonome. Elle ne prépare pas un tableau ni ne le suit. Elle est un moyen d'expression original par le support même, le papier humide qui se sature de couleur jusqu'à devenir chair, tout en sensualité et en frémissement de lumière prise au piège des pigments. Chez Poliakoff, la technique de la gouache a même influencé son travail en peinture. Comme Aleshinsky, il a fait des tableaux sur papier marouflé sur toile. Comme ce dernier, c'est la matière même du papier et ses modifications après le passage de la couleur qui l'intéressent.

Suivies une à une par ordre chronologique, les soixante gouaches qui traversent le dernier quart de siècle de sa vie — de 1944 à 1969 — montrent une œuvre en cours de constitution.

Elle est bâtie comme un édifice architectural. On connaît les formes abstraites de sa peinture, dont la géométrie libre est faite de déséquilibre et d'équilibre. On connaît le rapport exact, juste, la couleur qui en fait l'habiti lui va comme un gant ; la tonalité, sa constance, le frémissement lumineux qui en sourd continuellement, ont un air naturel. Chez Poliakoff, comme chez beaucoup d'autres, l'art « abstrait » —

abstrait de la nature et de la figuration — a pris pour sujet le travail même de la peinture. Peut-être retrouve-t-on dans les couleurs éclatantes de cet artiste (né à Moscou en 1906) le souvenir embelli des décors des intérieurs russes de son enfance. Mais, en tout cas, aux années 44, à Paris, on y perçoit l'arabesque des formes libres de Miró. Puis le fulgurant des formes obliques et des couleurs vives et terre qu'affectionnait la cubisme. C'est dix ans après, en 1954, que Poliakoff découvre Poliakoff, et peut-être en même temps Matisse, peintre de la Danse.

La quête d'un état créatif

Mais c'est en 1964 — une année significative par tranches de dix ans — qu'il nous donne ce que son œuvre compte de plus caractéristique et typique. Classique pour ainsi dire. Cette année-là fut un grand cru, comme on peut le voir ici. Il a réduit le nombre de ses couleurs, le plus souvent quatre, et celle des formes, comme la peinture de la Danse. Et, comme lui, il ne dirige vers la simplification et la monumentalité interne.

La succession des œuvres dans le temps dévoile la démarche du peintre, ses doutes, ses mises en question. En artiste contemporain, il refuse la perfection formelle, au profit de la quête d'un état créatif dont la jeunesse serait maintenue par la disponibilité de l'esprit, au risque de courir à l'échec. Ces soixante gouaches ne sont qu'une. Et c'est ainsi qu'on les voit le mieux, dans leur déroulement à travers les cimaises. Le même tableau, soixante fois recommencé.

JACQUES MICHEL.

* Soixante gouaches de Poliakoff, Galerie de France, 3, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte.

Un entretien avec Lorin Maazel

L'expérience, et non pas la routine

OUTRE les représentations de Pelléas et Mélisande au palais Garnier et le concert du 25 mars qui célébrait, pour le jour, le cent cinquantième anniversaire de la mort de Beethoven (avec l'ouverture d'Egmont et la Neuvième Symphonie), Lorin Maazel dirigea, le 7 avril, un concert consacré à Gilbert Amy, Eugène Korts et Edgar Varèse, prenant place dans la série « Passage du vingtième siècle », organisée par l'IBCAM.

Pour la Neuvième Symphonie, selon son habitude, s'agissant des œuvres du répertoire classique, Lorin Maazel — Américain né en France — a fait venir des États-Unis son propre matériel d'orchestre, révisé, annoté. « Cela permet de gagner beaucoup de temps aux répétitions. On n'a plus besoin de discuter des coups d'archet, du phrasé ou de l'articulation des traits. C'est le résultat de vingt années d'expérience. »

Lorin Maazel aurait pu dire tremble : « A quatre ans, on découvre qu'il possède l'oreille absolue et une étonnante mémoire visuelle ; ses études musicales commencent aussitôt. Cinq ans plus tard, il conduit le Los Angeles Philharmonic Orchestra et bientôt Toscanini l'invite. » Biographies impitoyables, alignant chiffres, dates et prix avec une sorte d'ostentation fastidieuse.

Une omission cependant : Lorin Maazel met une lame de cogan dans son thé ; c'est sa façon de lutter contre la fadure des petits eschets qui barbotent dans l'eau tiède.

La conversation reprend exactement où on l'avait laissée, sur la première approche.

« C'est une chose naturelle ; je lis la musique directement sur la partition. »

On avait oublié l'enfant prodige (« A quatre ans... »), mais on insiste, il y a des musiciens qui aiment « toucher » le son. Lorin Maazel sourit, comme s'il ne s'était pas bien fait comprendre ; il précise :

« Ce n'est pas la peine, j'entends tous les instruments à la lecture. »

Sans ironie ni ambiguïté, la réponse vient tout d'une pièce. Trois mille concerts depuis vingt

ans, presque autant d'interviews peut-être... L'habitude, mais pas la routine ; encore moins le bavardage. D'une question à l'autre, on guette quelque chose qui ressemble à une hésitation derrière cette assurance tranquille de la voix, du regard, du simple geste : face au chef on se sent un peu à l'orchestre. Retour en arrière.

« Je n'ai jamais accepté de diriger une partition que je ne connaissais pas ; au début, on a pris cela pour de la prétention, mais assez vite on a admis que c'était légitime. »

« C'était un peu trop sous limiter. »

« Non, en fait, car très tôt j'ai décidé de faire tout le répertoire. Cela m'imposait, entre autres choses, de m'intéresser à des musiques qui ne m'attiraient pas tout d'abord : Sibélius, Mahler... »

« Cela s'est fait peu à peu ? Sibélius, par exemple ? »

« Je me souviens très bien, je devais avoir vingt-six ans quand j'ai entendu sa septième symphonie sous la direction de Sir John Barbirolli : j'ai trouvé cette musique d'une beauté extraordinaire. C'est cela, le rôle de l'interprète : ouvrir des rideaux. Jusque-là, j'avais simplement mangé d'imagination. D'ailleurs, c'est alors que je conçois l'éducation : on comprend les œuvres d'art tout naturellement en les fréquentant. Par exemple, je ne sais pas si mon fils sera musicien : il a cinq ans et il entend sa mère jouer du piano, et moi-même, quand j'ai le temps, je reprends mon violon et cela fait son chemin en lui. Au dix-neuvième siècle il y avait des jeunes filles de la bourgeoisie qui jouaient les sonates de Beethoven, c'était une chose normale qui créait une tradition vivante. Maintenant on fait trop souvent de la musique dans une optique exclusivement professionnelle. »

« Ce n'est pas irrémédiable. »

« A Cleveland, nous donnons chaque année un concert avec mille ou mille deux cents jeunes gens, entre treize et dix-sept ans, n'ayant aucune expérience du chant choral. Ils ont chassé d'abord la Neuvième Symphonie, puis la Seconde Symphonie, de Mahler, par cœur et dans la lan-

gue originale, alors que la plupart ne savent pas lire les notes ! L'important c'est de faire de la musique, chanter, jouer... »

« D'où l'idée de leur consacrer même la partie de violon solo dans l'enregistrement de Thais qui vient de paraître ? »

« J'ai une formation d'instrumentiste ; j'aime jouer mais, à vrai dire, je n'y avais pas pensé ; c'est Beverly Sills qui en a eu l'idée. J'ai hésité puis je me suis mis au travail. Vous savez, cette Méditation, c'est quelque chose de mystique avant tout, on joue cela trop souvent d'habitude. »

« Vous avez déjà dirigé Thais ? »

« Il y a dix ans je n'aurais jamais voulu. La jeunesse a des préjugés, elle s'appuie dessus ; au fond ce n'est pas si mal parce que c'est un obstacle à vaincre plus tard. »

« Pour Pelléas vous n'avez pas ces réticences au départ. »

« C'est une partition essentielle, qu'on doit connaître même si on ne la dirige pas. J'avais suivi une série de cours que lui avait consacré Dallapiccola ; je devais avoir dix-huit ans. C'est assez longtemps après, il y a une dizaine d'années, que j'ai conduit cet ouvrage à l'Opéra de Rome. »

« Est-ce que le travail de mettre en scène a une influence sur celui du chef d'orchestre ? »

« Pour moi les deux sont étroitement liés. J'attache beaucoup d'importance à ce qui se passe sur le plateau : si je sais que le chanteur a deux pas à faire à tel moment, j'attaque un peu plus tard, ou bien si un personnage est de dos au public. Mais il n'est pas nécessaire d'être d'accord sur tout dès le départ ; le résultat vient à la longue, sinon cela donne quelque chose de trop convenu. C'est en cherchant à résoudre les problèmes, que les choses viennent, il ne faut pas les éviter. »

« Il peut y avoir des divergences fondamentales, irréconciliables. »

« Dans ce cas-là, je préfère ne pas diriger. J'ai été directeur artistique à Berlin pendant six ans, j'ai dirigé des opéras pour toute ma vie, maintenant, je n'en fais plus qu'un par an et seulement quand toutes les conditions sont réunies. »

« On pouvait penser que Pelléas et Mélisande serait un peu perdu sur la scène du palais Garnier. »

« Justement, je trouve que c'est une expérience très intéressante, importante plutôt. Ces personnages vivent tout seuls dans un endroit perdu dans le temps et dans l'espace, et chaque individu est perdu, avec la forêt tout autour, le château froid et sombre. Leur destin est formé par la solitude ; il y a un problème de compréhension entre eux parce qu'ils ont très peu d'expérience des rapports humains. Sans les autres, nous ne sommes rien. C'est une chose qui est vraie pour tout le monde d'ailleurs. »

« Pour les chefs d'orchestre... »

« Je suis toute l'année à Cleveland ; cela signifie que nous travaillons entre quatre-vingt-dix et quatre-vingt-quinze programmes dans une saison ; nous les donnons trois fois en général. Cela permet de faire tout le répertoire. »

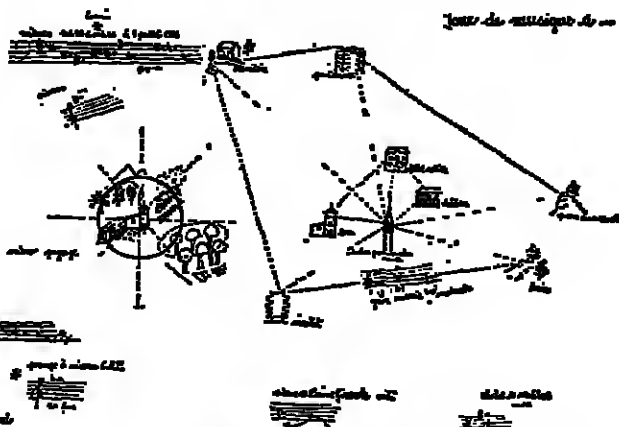
« Avec certaines préférences ? »

« Il y a des auteurs que je dirige moins souvent que d'autres, lorsque je sens que je n'y prends plus autant d'intérêt. Tchaïkovski, par exemple. Les thèmes sont d'une qualité extraordinaire, ce sont les développements qui les affaiblissent. Une fois par an, c'est bien. Avec Beethoven, c'est très différent : je suis toujours de la plus enthousiaste, avec l'envie de recommencer. Nous avons fait cinq fois le cycle tout entier... Mais je dois vous parler d'une nouvelle série consacrée aux grands compositeurs d'aujourd'hui : Aron Copland, Michael Tippett, Boris Copland ; en 1978, ce sera un Français : Olivier Messiaen. »

G. C.

Aux sources de l'écologie musicale

Paysages sonores



LA « Porte de la Suisse » est en face de l'Opéra. Elle a donné pendant une semaine sur une petite commune du Valais, Monthey (quatre mille quatre cent quarante-huit contribuables), dont les photos pouvaient être agrandies au sous-sol où le Groupe d'étude et de réalisation musicale (GERM) rendait compte de son « action solo-musical » dans cette ville pendant dix jours, du 5 au 17 juillet l'an passé.

Comme John Cage et le Canadien Murray Schafer (le Monde du 9 octobre 1975), l'animateur du GERM, Pierre Marletan (lui-même compositeur valaisien), étudiait une grande importance à la notion de paysage sonore. Car la musique n'est pas seulement celle que l'on produit et que l'on écoute dans les concerts, mais aussi celle que l'on entend (ou que l'on n'entend pas) dans la nature et dans les villes. Apprendre aux gens à écouter, pour peut-être plus tard apprendre à réformer les bruits, à écouter les sons de l'environnement ou du moins à les apprivoiser dans le cité, c'est le rêve de ces musiciens écologistes.

N'a-t-on pas depuis longtemps orné les villes avec des monuments et des statues, conçu une architecture urbaine souvent admirable, lancé des campagnes pour fleurir les villages et égayer les vitrines ? Et les cloches, les carillons, le tambour de ville, le veilleur de nuit, la fanfare, voire les cris des animaux domestiques, le chant des fontaines et des oiseaux, et le bruissement du vent dans les platanes ne sont-ils pas les pro-

mières éléments d'un paysage sonore « civilisé » ?

C'est de cela que Marletan et le GERM ont voulu faire prendre conscience les habitants de Monthey, tout en leur offrant un lâche musical sur les cours et les places, dans les églises et le château, et même une sérénade en haut du clocher. Avec les citoyens actifs de la ville, ils ont établi la carte musicale par un long et minutieux recensement des phénomènes sonores perceptibles dans les différents quartiers, à toutes les heures du jour et de la nuit : « vibrations à irrégularités déterminées (cloches, passages à niveau, bourdonnement de fusine électrique) ; effets liés à la résonance des rues et des places, sources de type naturel (animaux, vent, rivières) », etc., sans oublier les moteurs d'autos et d'avions.

Ces études, encore dans l'enfance, devraient aboutir à donner (ou à redonner) à l'écologie « la même importance qu'aux proportions, à l'éclairage et aux couleurs. Il faudrait, dit Marletan, que les flux et les sons se parlent favorisent la conservation, que ceux où ils travaillent facilitent la réflexion... Ainsi, dans les villages du Midi, les maisons serrées les unes contre les autres délimitent des rues et des places étroites, bien à l'abri du mistral protégées du vent, ces lieux se prêtent à la communication entre les gens. Et dans les villes arabes on s'arrangeait pour que le ruissellement des fontaines prenne un relief particulier qui donne le vie à la maison (1) ».

Une idée par jour

De Monthey, Pierre Marletan a rapporté des Micro-paysages, une bande magnétique d'une demi-heure concentrant quatorze « plans sonores » enregistrés au cours de son enquête. On peut regretter qu'il ait parfois mélangé (discrètement) ces « photographies » avec un contrepoint de sons électroniques enregistrés aux sons naturels. Mais surtout ces images paraissent banales (avions, oiseaux, cloches, fontaines) et n'ont rien retenu du caractère propre de Monthey (selon une brève musique de sonnerie). Confrontons l'indiscutable des photos musicales ? Non pas ; un compositeur tel que Luc Ferrari, dans Presque rien et le Révolution égraire, a eu rendre ressemblants et inimitables ses paysages de sons naturels, tout comme un Constable, un Ryusadai ou un Poussin les campagnes archi-bancales qu'ils peignaient.

Mais le compositeur-écologiste nous a paru plus inspiré dans un autre style de musique un peu prophétique, dont le processus

(1) Les citations sont empruntées à un excellent article de J.-J. Destuyser sur l'écologie de Monthey, dans un récent numéro de la Revue musicale suisse.

UN FILM DE AKIRA KUROSAWA
DERYOU OUZALA
PARAMOUNT ÉLYSÉES v.o. - STUDIO ALPHA v.o. - ARLEQUIN v.o.
3 MURAT v.o. - LES TEMPLIERS v.o. - PARAMOUNT MARIVAUX v.f.
TRICYCLE Asnières v.o.

ÉLYSÉES LINCOLN - QUINTELLIE - 14 JUILLET BASTILLE
le nouveau film de R.W. FASSBINDER
ROULETTE CHINOISE
ANNA KARINA - ULLI LOMMEL - MARGIT CARSTENSEN - MACHA MERIL

PUBLICIS CHAMPS ÉLYSÉES - PUBLICIS MATHÉON - PARAMOUNT OPÉRA - CAPRI GRANDS BOULEVARDS - PARAMOUNT ODEON - PARAMOUNT GAITE
PARAMOUNT ORLÉANS - PARAMOUNT MAILLOT - PASSY - PARAMOUNT GODELINS - CONVENTION SAINT-CHARLES - 3. SÉCRÉTARIAT
A VOIR... A REVOIR... A RE-REVOIR

LES VACANCES DE M. HULOT
UN FILM DE JACQUES TATI
SCÉNARIO : JACQUES TATI - HENRI MARGUET
MAGES DE JACQUES MÉRANTON ET JEAN MOUSSELLE
UNE PRODUCTION FRED URBAIN DISTRIBUÉE PAR PARAFRANCE

Paraphérie : CYRANO Variétés - ARTEL Beauv - ARTEL Vieuxport de Georges - PARIS Nord Anvers - CCL St Germain - ALPHA Argenteuil - ARTEL Nogent
CAMPBELL Paris - VILLÉY H - MELES Montreuil - FRANCAIS Epiphan - STUDIO Remy - USC Courbevoie - PUBLIS La Défense - VILLAGE Neuilly
PARAMOUNT ÉLYSÉES H La Celle St Cloud - PARAMOUNT Giv - PARAMOUNT La Ferté - HOLY Beauv

NOUVEAU CARRÉ
SILVIA MONFORT
A PARTIR DU 13 AVRIL
MAISON DE POUPEE
d'Henrik IBSSEN
Lettre à mon fils
de Catherine de Seyras
Un homme à la rencontre d'ANTONIN ARTAUD
Adaptation, mise en scène et interprétation de GÉRARD TCHERKA
Cirque GRUSS à l'Ancienne
Chapiteau 15h30
5, rue Papin, Paris 3^e Loc : 2778840 (Métro : République, Sébastopol)
Relâche : dimanches soir et lundi soir

Une sélection



Gilles Vigorelli (craquelé)

Cinéma

CHARLOT, LE GENTLEMAN VAGABOND

de Richard Patterson
La vie et l'œuvre de Charles Chaplin de la jeunesse pauvre à la vieillesse dorée au milieu d'une famille heureuse, en passant par les années tumultueuses d'Hollywood, les mariages, les divorces, l'engagement humaniste et la chasse aux sorcières. Un montage, discrètement attendu, d'extraits de films et de documents — dont un, extraordinaire, le retour de Chaplin à Hollywood, en 1972, pour un Oscar d'honneur et l'hommage au tout-cinéma — où étaient l'évidence du génie comique, la grandeur de l'artiste et de l'homme.

ROULETTE CHINOISE

de Reiner Werner Fassbinder
Jeu de société, la roulette chinoise devient jeu de vérité, de cruauté et de mort entre un mari et sa maîtresse, une femme et son amant, et leur fille infirme. Questions et réponses s'enchevêtrent, révélant des rancunes et des haines insupportables. La sécheresse de la démonstration est compensée par une mise en scène fluide qui colle aux personnages et crée dans l'espace clos où se déroule le drame une atmosphère de nervosité et de tension qu'accroît le rythme du montage. Intelligence et efficacité : un des meilleurs films de Fassbinder.

NETWORK

de Sydney Lumet
Un présentateur des informations télévisées d'une grande chaîne américaine annonce, en direct à l'antenne, son intention de se suicider. Sur un scénario de Paddy Chayesky, Sydney Lumet — l'auteur de Douze hommes en colère et d'Un après-midi de chien — a réalisé une attaque en règle, une satire grinçante et un peu hurlante des méfaits de la télévision commerciale. Les exhortations sont interprétées par Peter Finch.

MON CŒUR EST ROUGE

de Michèle Rosier

Une suite de rencontres que fait Françoise Lebrun — dira-t-on jamais assez à quel point cette comédienne sans apprêt est exceptionnelle — dans sa vie quotidienne d'enquêtrice pour une agence de publicité. Des femmes, des hommes et les choses de la vie vus par le regard de Michèle Rosier (George qui ?), qui refuse la psychologie et filme à distance pour laisser ses personnages libres de leur existence, de leur comportement, et les spectateurs libres de leur choix.

VIOLETTE ET FRANÇOIS

de Jacques Rouffio

Violette qui porte Paul, vingt mois, en bandoulière et François, musicien, charmant, oiseau, mènent une existence chaotique. Parce qu'il faut bien se nourrir, s'habiller, ils chapardent dans les grands magasins, jusqu'à ce que la chance tourne, où l'inconscience fait place au désespoir. Le film de Jacques Rouffio (sur un scénario de Jean-Loup Dabadie) a hérité de la tendresse de Violette et de la paresse de François. Isabelle Adjani et Jacques Dutronc jouent à merveille cette romance douce-amère.

NOUA

d'Abdelaziz Tolbi

En 1954, au moment de la guerre de libération, la misère et la révolte de paysans algériens opprimés par une classe dirigeante aux mœurs féodales. Le colonialisme n'expie pas tout et le réalisateur démonte une structure sociale, tout en décrivant, avec un lyrisme poignant, l'itinéraire d'une prise de conscience. Beau et fort comme certains films soviétiques des années 30.

LE CASANOVA DE FELLINI

Petit ridicule, Casanova devient le symbole d'un monde déliquescence qui semble annoncer le nôtre. Sous les couleurs éclatantes des fêtes jellenniques, ce film à l'ampleur, la gravité, d'un requiem. Une fresque à la mesure du génie plastique de l'auteur.

L'UNE CHANTE L'AUTRE PAS

d'Agnes Varda

Comédie et mélodrame, fiction romanesque et témoignage d'une époque : le grand retour de Varda chez qui on rit, on pleure et on chante. Une œuvre chaleureuse, avec Thérèse Liotard et Valérie Mairesse, merveilleuses anti-stars.

SEMAINES DU CINÉMA ALBANAIS...

Du 30 mars au 5 avril, sept films pour découvrir le cinéma albanais : le Dernier Hiver, Beni marche tout seul, l'Affrontement, le Commissaire de la lumière, les Chemins blancs, l'Opération feu, la Fille des montagnes.

ET DU FILM SOVIÉTIQUE

Du 30 mars au 5 avril, sept films soviétiques d'Alexander Mitta, Vadim Abdrachiton, D. Eradomskij, Nikita Mikhaïlov, Gueorgui Donelitch, Edmond Keossalan et Vladimir Megniov. Organisée par la société Gaumont, cette semaine est présentée également à Toulouse, Montpellier et Reims.

— ET AUSSI : Ames perçues, de Dino Risi (un roman noir populaire dans une Venice fantasmagorique) ; Serim, de Jacob Bili (deux femmes, un face-à-face envoiement) ; Pain et Chocolat, de Franco Brusati (la solitude du travailleur immigré, Nino Manfredi chaplinesque) ; Ciné Folles, de Philippe Collin (d'après un cinéma français oublié, la comédie musicale des années 30) ; Média tel qu'en lui-même (selon films de Georges Méliès aux sources du spectacle cinématographique) ; Les Vacances de M. Hulot, de Jacques Tati (drôle de plage !); le Prête-nom, de Martin Ritt (Woody Allen contre le masochisme) ; Muriel (Reznais avait tout vu à Boulogne) ; et Providence, d'Alain Resnais (la conscience, la vieillesse et la mort).

Théâtre

LE MARIAGE DE FIGARO

à la Comédie-Française

Les va-et-vient de la Pologne Jourdain pendant laquelle Figaro essaie de se marier reproduisent les mouvements de société qui précèdent et suivent 1789. Les mouvements de théâtre aussi : vaudeville, mélodrame, comédie de mœurs, musique sentimentale de films standards, tout y est. C'est trop et le rythme manque. Une demi-réussite de Jacques Rosier.

ONCLE VANIA

à l'Odéon

Débordé de travail, surtout depuis que des usines sont implantées dans la campagne et que les ouvriers y ont des accidents, le docteur Astrov trouve, néanmoins, le temps de défendre le sort des forêts, des rivières, et de secourir son vieux copain Vania, qui s'éteint de mélancolie. Mise en scène passionnante de Jean-Pierre Michel, confirmation d'une actrice exceptionnelle : Françoise Bette dans le rôle de Sonia. (Jusqu'au 3 avril.)

LOIN D'HAGONDANGE

à la Porte-Saint-Martin

Un homme et une femme : un couple. Un couple de retraités qui se noient doucement dans les hauts-fonds de la solitude. La mort quotidienne, la mort sans drame, qui passe inaperçue. La poésie lyrique de Patrick Chéreau, la poésie tendue de Jean-Paul Wenzel, une même tendresse, une même détresse, un étonnement.

LE NUAGE AMOUREUX

à la Cité internationale

A la Cité internationale, Mehmet Ustoy et ses camarades français et turcs représentent le chef-d'œuvre de Nazim Hikmet, conte d'images et de couleurs sur la paix, la guerre, le bonheur. Un enchantement populaire. (Jusqu'au 3 avril.)

— ET AUSSI : La Jeune Fille Violaine (magnifique combat avec l'ange) ; Étrange pilleur aux Blancs-Manteaux (Jean Sola, poète de l'invective) ; la Jeune Lure à la Carliouche (des inventions par milliers) ; les Dames du jeudi, au Studio des Champs-Élysées (les petits tours du souvenir) ; Guyette Lyr au Théâtre d'Edgar (un oiseau-clown qui fait des siennes) ; José au Théâtre de la Plaine (la solitude du fou de football).

Expositions

NAISSANCE DE ROME

au Petit Palais

Si, comme chacun sait, Rome ne s'est pas faite en un jour, le passage de la Rome des cabanes à la cité ornée de temples et de statues soulève de multiples problèmes. Le propos de cette exposition, réalisée avec le concours des plus grands spécialistes italiens et français (M. le Pr Pallottino en est le commissaire général), est de le poser à la lumière des fouilles récentes opérées dans le Latium. Elle rassemble quelque sept cent cinquante objets dont certains sont inédits ou de publication récente, qui éclairent d'un jour nouveau les sources littéraires en faisant la part de la légende et de l'histoire.

DIEUX ET DÉMONS DE L'HIMALAYA

au Grand Palais

(Lire notre article page 13.)

LES SALLES RÉNOVÉES

au musée Guimet

Une étape importante du programme de rénovation du musée Guimet, commencé en 1968 : les trois cinquièmes des collections d'art asiatique du musée sont désormais présentées en permanence. Au rez-de-chaussée, l'art khmer et les styles d'Angkor-Vat et du Bayon, avec des sculptures monumentales exposées pour la première fois depuis 1936. Au premier étage, l'art chinois, poteries, bronzes, petites

et grandes sculptures, laques, des différentes époques du néolithique au dixième siècle de notre ère, nouvelles salles d'art de l'Afghanistan et du Pakistan anciens. Au deuxième étage, poteries, grès et porcelaines de la collection Michel Gilmann.

PENALBA

au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

Une vingtaine de grandes pièces de bronze au d'acier, datées de 1955 à 1976, qui mettent l'accent sur ce qu'Alfred Penalba pense être la vocation de la sculpture : une confrontation avec le décor naturel ou architectural. Sculptures fortes d'un artiste qui tente de poétiser des lieux qui ne sont pas forcément idéologiques.

DESSINS, DE BURNE-JONES A BONNARD

au Pavillon de Flore

Une centaine de dessins choisis par les soins d'un musée national d'art moderne, et désormais intégrés dans les collections du Cabinet des dessins du Louvre. Signes, Bonnard, et leurs contemporains, amis et ennemis, français et étrangers confrontés. Des artistes qui ont jadis eu leur place au musée du Luxembourg, et se retrouvent aujourd'hui aux côtés de leurs illustres prédécesseurs.

— ET AUSSI : La collection Armand Hammer, peintures et dessins, au musée Jacquemart-André et au Pavillon de Flore ; l'Esprit romantique dans l'art polonais, André Masson et André Derain, au Grand Palais ; Jean Hélion, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris ; On Kawara, au Centre Georges-Pompidou.

— EN PROVINCE : Rétrospective Sophie Taubert-Arp, à l'ancienne douane de Strasbourg ; Fanth-Labour, Richard Hamilton, David Hockney et Guido Bisi à Grenoble. Rétrospective Raquinot et Anna-Eva Bergman au Musée des Sables-d'Olonne.

Musique

ROYAN

LIEU DE DÉCOUVERTES

Le XIV^e Festival de musique contemporaine de Royan restera cette année encore un lieu de découvertes, avec trente-six créations mondiales, seize créations françaises et cinq reprises. Le président d'honneur sera Ernest Bour avec son célèbre Orchestre du Sud-West Funk de Baden-Baden. Vingt nouveaux compositeurs seront là et trois orchestres de jazz, tandis que les Percussions de Strasbourg tiendront un atelier. Un programme riche et fourmillant comme les amants Harry Halbreich. (Du 2 au 8 avril.)

EMBOÛTEILLAGE

LE 31 MARS

Tandis que les autres jours de la semaine sont un peu creux, le jeudi 31 mars est marqué par un sérieux embouteillage de cinq concerts au moins qui mériteraient intérêt : l'un de musique persane avec de merveilleux instruments (santour et kamantché) et la galerie de l'Esplanade de la Défense ; des pages rares de bel canto (Haydn, Rossini, Bellini, Donizetti, Liszt), par deux excellents artistes anglais, Bruce Braver et Joyce Castle, accompagnés par J.-P. Marty (Gaveau) ; l'Ensemble intercontemporain, dirigé par M. Tabachnik, avec une création mondiale de Ph. Boesmans (un des jeunes compositeurs belges les plus remarquables) ; le superbe Nishima de Xenakis (première à Paris), le Double Concerto de Carter et les Couleurs de la cité céleste de Messiaen (Théâtre de la Ville) ; une soirée de l'Orchestre philharmonique de Radio-France « à géométries variables », éditée en quatre concerts de haute qualité (Radio-France) ; et l'Orchestre de Paris, avec le grand Rafael Kubelick dans la IV^e Symphonie de Mahler (Palais des congrès) ; concert heureusement répété le 2 avril aux Champs-Élysées, à 10 heures.

PELLEAS ET MELISANDE

par Lavelli

Même si la profonde unité, le « monisme » (et non le monisme) de la vision symboliste de Debussy cadrent mal avec les styles éclatés de la mise en scène d'aujourd'hui, il faut voir le Pelléas de l'Opéra de Paris, pour l'admirable univers plastique de Max Egenens, le talent de Jorge Lavelli aux prises avec un monde mystérieux, et des interprètes tels que Frederick von Stade, Baqueler et Sayer. (Les 1^{er} et 4 avril.)

PAQUES MUSICALES

à Annecy

Le Centre musical d'Annecy, qui organise des cours d'interprétation et d'analyse au château, du 28 mars au 15 avril, avec J. Calot, O. Caceres, M.-F. Chailley, A. Chailley, E. Richer, etc., donne avec ses professeurs des concerts, les 31 mars, 1^{er}, 2 et 15 avril, pour les « vacanciers » de Paques.

— ET AUSSI : Concert Chansonniers d'Indy, avec des extraits du Roi Artus (salle Cortot, le 30) ; Haydn, Prokofiev, Liszt, Ravel, par l'Orchestre de Bordeaux avec quatre chefs d'orchestre (Bordeaux, le 1^{er} avril) ; R. Poyana et M. Lantieri (Sarcelles, le 1^{er}) ; les Puristes de Bach, par B. Verlet (Concerts, les 2 et 3, à 17 h. 45) ; Tylis op. 9 de Beethoven, par le Trio de Paris (Théâtre d'Orsay, le 3, à 11 h.) ; Laboratorium, atelier de V. Glöckner (Centre Pompidou, les 4 et 6) ; le Concerto de pierre de Dargomyzsky et Mavra de Stravinsky, artistes du Bolchoï, dir. J.-F. Marty. (Radio-France, le 6 avril.)

Danse

LE BALLET DE CHANGHAI

au Théâtre des Champs-Élysées

Danse et révolution : les points et les grands fets du vocabulaire classique occidental au service de tendances nouvelles.

— ET AUSSI : le Bolchoï au Palais des congrès (la technique du ballet académique poussée jusqu'à l'extrême de la perfection). Spectacle de ballet à l'Opéra (du Filis prodigé à l'Après-Midi d'un faune, un galop d'essai avant la tournée en U.R.S.S.).

Variétés

GILLES VIGNEAULT

à Bobino

Les racines, l'âme du Québec sur des airs de gigue, de rigaudon et de quadrille.

GEORGES MOUSTAKI

et ASTOR PIAZZOLLA

à l'Olympia

La fraternité de Moustaki, homme de nulle part et de bien des patries, et la musique de Buenos-Aires de Piazzolla (21 h.).

LE PRINTEMPS DE BOURGES

Festival de la chanson à la Maison de la culture de Bourges, avec Charles Trenet, Serge Reggiani, Jacques Higelin, Bernard Lavilliers, François Bédaride, Catherine Ribeiro, Marti, Jacques Bertin, Colette Magny, et la jeune chanson régionale (du 5 au 10 avril).

Rock

JACK BRUCE BAND

au Pavillon de Paris

Un chanteur et compositeur important de la musique rock, à la carrière tumultueuse mais toujours ambitieuse (1^{er} avril, 20 h.).

BALZAC VO • CLINTY PALACE VO • MALEVILLE VF • ELICITY PAYNE VF • FANFRETTE VF
CARRBORNE VF • ATRINA VF
Pérthère : GAUMONT/Éry • PATHE/Champligny • AVIATIC/Le Bourget
ÉPICENTRE/Épigny • ALPIA/Argentan



LIP 73-74

le goût du collectif

cinéma La Pagode 551.12.15

LE STUDIO ST-SEVERIN passe actuellement le film de MED HONDO

NOUS AUROUS TOUTE LA MORT POUR DORMIR

Ce soir à 20 h. débat en présence du réalisateur et d'un membre du Front Polisario.

CENTRES CULTURELS

ETRANGERS

INSTITUT NÉERLANDAIS 121 rue de Lille - 7^e 31 mars - 30 avril

BENJAMIN ROYAARDS

PEINTURES A L'ÉCLAIR PASTELS Tous les jours sauf lundi 13 à 19 h. Vernissage Jeudi 31 mars de 17 h. à 20 h. Entrée libre

du 26 avril au 13 mai en exclusivité pour 15 représentations

LAR LUBOVITCH dance company

2 programmes
Parmi les jeunes chorégraphes actuels Lar Lubovitch est important car il est un des rares qui fassent la liaison entre l'Europe et l'Amérique. Le chemin qu'il a fait ne peut que séduire ceux qui cherchent dans la danse la précision alliée à la facilité apparente.

MAURICE BEJART

THEATRE GERARD PHILPE DE ST-DENIS 53, Boulevard Jules Guesde - métro st-denis basilique location : FNAC - COPAR - agences - théâtre 243.18.92

هكذا من النحل

L'art et l'argent, l'art sans l'argent.

Le cheval, les fleurs et la torture

par PIERRE GRANVILLE

La seconde saison de l'année scolaire des ventes publiques s'est ouverte à Galliera, palais que les enchères ont rendu célèbre, alors que les oiseaux continuent à voler alentour — ça c'est de l'écologie ! M. Ador, Picard, Tajan (M. Antoin, expert pour les tableaux anciens, M. Durand-Ruel, Picot, Marchaux, Cézanne — un sacré collage à responsabilité limitée) font tomber, comme les averse d'époque, les premières enchères printanières (21 et 28 mars).

Serait-ce l'occasion de tenter de faire le point sur l'état du marché de l'art à Paris ? La « conjoncture économique », comme disent les énarques, le brouhaha et le mal-météo de la politique, l'inflation qui fait grossir les voix consentantes des grenouilles et gonfler d'apparence le portefeuille des gens en place, les agitations électorales et les incertitudes du futur, tous ces éléments concourent-ils réellement à stimuler le marché ou au contraire à le corrompre en augmentant, s'il était encore possible, la craquerie que la spéculation a creusée entre l'expression de l'art, libéré de toutes contingences, et la finance, que l'on ne chasse décidément plus du Temple ? Il est vain de soupeser ces effets objectifs par rapport à l'art, car, celui-ci démontre toujours subjectivement sa virginité propre : en fin de compte, il se dégage de l'argent qui l'a mené au long de sa vie. A lui de ne pas se laisser enfermer alors dans une poussière tombée propre à certains musées.

Parfois, une « collection » tombe du ciel et alimente par bonheur une vente Galliera ayant besoin d'un air de renfort, celui-là fourni en ces deux occasions par M. Jacques Borie, qui a dépêché vers Paris l'ensemble d'œuvres qu'il avait réunies de-ci, de-là, peut-être trop hâtivement. D'une province sympathique, voici le gros lot consistant le plus du jour des deux vacations, il ne restera plus au priseur qu'à apporter une garniture pour compléter un ensemble plus ou moins homogène.

Il est étonnant de constater à quel point la « collection » de M. Borie reflète un caractère d'éclectisme. Cela a son charme dans un intérieur, mais déroute cependant par suite d'un défaut directionnel. A l'analyse, on distingue bien les thèmes diversifiés ayant précédé au choix d'un homme qui cherchait à affiner son goût sans l'avoir encore défini.

Volet moderne

Donc, avant tout, il y a le cheval. Sans écurie, le collectionneur apprécie une passion pour le « cheval », le plus noble conquête de l'homme, comme on apprécie, sans parler de trois albums d'acquies de John Lewis Brown, vingt-quatre œuvres sont consacrées dans la vente de tableaux modernes à la libre monture. Pour sa part, M. Borie en a fait courir dix-sept plus un quadrige par Aiken (27 x 37), attelage du poteau à 140 000 F. De Dreuze remporte le quadrige par Aiken (27 x 37), attelage du poteau à 140 000 F. De Dreuze remporte le quadrige par Aiken (27 x 37), attelage du poteau à 140 000 F. De Dreuze remporte le quadrige par Aiken (27 x 37), attelage du poteau à 140 000 F.

monde y est heureux, y compris l'enchérisseur, mais pas l'amateur de peinture. Qu'il s'agisse de français ou anglais, rien de plus ennuyeux que ces tableaux de chevaux où l'on ne respire ni l'odeur du croûton ni le sueur du cheval, et surtout pas, malgré l'échelle, le coup de brosse d'un vrai peintre. L'occupation de l'artiste, maître de Lautrec, confirme la règle. L'absence d'un Véziquez, d'un Géricault, ou d'un autre maître bien qu'un cheval peint n'est cheval que lorsque le peintre est lui-même étalon. Quant à la distribution des prix, tout le joli gratin des courses était présent pour les quérir ou les recevoir : propriétaires d'écuries, entraîneurs, jockeys ont suivi les enchères à la forçade. Et tout le beau monde du tiers s'en est allé en fin de course. Le palais s'est vidé d'un tiers. Aux autres les rogations ! Vous voulez-vous, quand l'Etat organise le pari mutuel, la loterie nationale, le tirage et le lot, il n'y a plus qu'à démissionner de la moralité publique, désarçonnée par des ruses encouragées. Un seul service rendu au pays en 1940 par Pétain fut la suppression de la loterie nationale. La IV^e l'a rétablie avec le droit à la paresse. Ah ! n'omettons pas les canonniers sauteurs d'Yves Brayer de l'Institut, parvenus de Compiègne en queue de peloton (17 000 et 10 000 F).

Volet ancien

L'amateur de Pégase complète son haras pictural avec la famille hollandaise des Wouwerman : Philips domine avec un beau Paysage enné sans bruyage (61 x 65) où une rosée affluante est plus compagne de misère qu'un prodige racé ; il n'en obtient pas moins 175 000 F en raison d'une traduction authentique qui dit vrai ce que son cadet Pieter ne fait que piper avec deux pendants (51 x 41), encaissant 85 000 francs.

Le décor d'éclectisme d'un tout éclectique laisse découvrir le penchant pour les fleurs peintes. C'est le côté décoratif : Spaendonck, fleurs sans âme à 54 000 F, qu'un habile mélange des prières fait accompagner d'un paysage pendant à 32 000 F, et surtout les deux grands bouquets ornementaux (82 x 50) de Clara Peeters, artiste de la première moitié du dix-septième siècle, rarement vue en France et qui, sans parfum, se font humer à 195 000 F.

Le paysage fut aussi l'une des tentations de M. Borie : on nettoie ses pommiers à la vue des grands ciels de Hollande, avec un horizon bas chez Asselyn (73 000 F), avec un premier plan boisé chez un Salomon Van Ruysdael de la fin (170 000 F), et même avec une vue de maisons se reflétant dans un canal à Amsterdam chez Strick de 1684 (130 000 F). Mais ce qui gonfle encore plus le potrin, ce sont ces marines ou paysages de rivière dont Van Goyen définit toujours la lumière orageuse ou dorée. Le bel exemplaire sur panneau (42 x 63), dont les composantes sont la recette classique du peintre où l'estuaire débouche sur un horizon brumeux tandis qu'un bac traversé à contre-jour le premier plan de cette inondation lumineuse, change de mains à 550 000 F. Tout en étant de poids, les prix se ressentent d'une pression qu'exerce la crise, là comme ailleurs. Mais on aurait tort de généraliser, puisque l'on voit ce qui paraît être une réplique an-

cienne — présentée comme œuvre de Brueghel de Velours — et son atelier —, les Quatre Eléments, vendu 450 000 F, alors qu'il était estimé 350 000 F.

La direction de notre collectionneur s'est portée aussi sur le tableau de genre, français ou flamand. Si les attributs à Teniers et à Brouwer sont pleins, l'adoration des berges par Michélin est l'honnête ouvrage d'un peintre secondaire, ayant suivi avec un lustre de retard, les traces de Louis Le Nain. Accordons-lui, en dépit du renvoi au tribunal du rachat, l'aperception des humbles en un temps où les testes de la cour éblouissent la peinture de Louis d'Or. Cette modestie se retrouve au siècle suivant, au temps d'un Chardin, chez un peintre de qualité, rare pour n'avoir vécu que trente-huit ans, Etienne Aubry : gravés en 1777, quatre ans avant sa mort, les Amants curieux et l'Heureuse Nouvelle (0,80 x 1,00) forment une paire de scènes enjouées dont l'émotion « bourgeoise » et de bon aloi n'est pas sans attrait pour qu'elle conserve avant tout une qualité de peinture, tant par la palette que par le jeu de la lumière. Le négocié d'art parisien, en la payant 120 000 F, a su en apprécier la facture et le charme.

Ne glissons pas trop d'honneur à propos de M. Borie, cette « poussière d'écheverie » (1), que l'on s'entend à remettre entre les poils du pinceau de Goya : vendus le 29 novembre 1973 à Galliera 101 000 F pour ses charmes particuliers, elle est refusée ce jour avec la sanction du rachat. Mais ce n'est pas une Marie-Magdeleine.

M. Borie s'est attaché enfin aux représentations religieuses, limitées aux primitifs des quatorzième et quinzième siècles. Les dix exemplaires qu'on relève dans la collection ne sont pas tous du même niveau, trois d'entre eux cependant méritent attention : les deux volets transposés de bois sur toile attribués au Maître de sainte Gudule, Martyre de saint Grégoire et Crispin, sont, dans leur style, leur composition verticale et leur expression inventée, un adoucissement humain à la cruauté des hommes. Provenant de la vente Balavin (5 décembre 1973), où ils avaient obtenu 550 000 F (2), trois ans plus tard, acquies par le musée de Bruxelles, ils récoltent 760 000 F. Mais la cruauté se montre sans voile et sans tendresse sur l'important triptyque donné au Maître de l'autel de Malakammer. L'attribution précise peut prêter à discussion, mais il ne fait pas de doute que le triptyque se situe dans la seconde moitié du quatorzième siècle, entre Strasbourg et Karlsruhe. L'œuvre appartient à cette lignée de primitifs, expressionnistes et réalistes, qui, sans aller jusqu'à un certain romantisme que Grunewald personnifie par son génie, sont harcelés par l'obsession du cruel en soi, rendu par un dessin d'une raideur angulaire. La Crucifixion sur fond d'or est l'aboutissement lamentable de toute l'humanité. Trois musées s'entraînaient de près à l'ouvrage. Cologne, avec la richesse de ses crédits, l'emporta à 1 100 000 F sur Strasbourg et Karlsruhe. On peut ne pas regretter ce traitement

forcé et naïf de l'horreur, quand on pose à Colmar sa sublimation. Enfin, le panneau également sur fond d'or, attribué à Althiero da Zevio, la Crucifixion (39 x 47), s'apparente bien à l'entourage de ce dernier, en tout cas à ces primitifs de l'école de Vérone dont la personnalité locale est très affirmée. Un demi-cercle formé autour de la croix et du Christ, presque réduit à son squelette, par les cavaliers, les saintes femmes, les assistants, les centurions, est centré sur la Madeleine agenouillée, ses bras embrassant le pied de la croix détachée sur un fond de montagnes. Du milieu du quatorzième siècle, voilà le morceau le plus émouvant et de sentiment le plus intérieur d'un ensemble où l'iconographie religieuse a une grande part. Le rachat de ce tableau à thème écaré permettra à son possesseur, en l'isolant, de mieux méditer sur la pérennité de la torture qui se poursuit à travers les temps avec un écart de progrès technique. Mais, d'un souvenir-on, le Christ était un juif, déjà.

La collection ressortissait donc plus de la suprématie d'une thématique que de l'attachement souhailable à une peinture libérée de tout assujettissement. Il reste le plaisir de promener son œil du paysage à la scène de genre ou de nouvelle genre, aux fleurs, et des fleurs à la torture en passant par le cheval. Si ce n'est pas de l'électionisme...

(1) Cf. le Monde du 9 mai 1974.
(2) Cf. le Monde du 28 décembre 1973.

Une semaine à Galliera

B IEN commencée avec les ventes de tableaux de la collection Borie (voir l'article de Pierre Granville), la dernière semaine d'enchères à Galliera a montré que Paris pouvait quelquefois se comparer avec Londres.

Ce qu'un habitué publiciste avait fait pour les chevaux, la qualité, seule méritait de l'intéresser pour les objets d'art et d'ameublement vendus mardi 22 et vendredi 25 mars (études Ador, Picard, Tajan). Un brêle - parfum chinois de la collection Henri de Rothschild en biseau bleu turquoise, qu'enveloppaient une très fine monture de bronze en parti d'époque Louis XV, démontrait l'extraordinaire puissance d'assimilation d'une Europe des Lumières à la fois curieuse du monde et sère de l'antité et de l'université de l'art (65 000 F). A l'Europe appartenait entièrement une charmante paire de Carlini en Saxe, adjugée 45 000 F malgré quelques accidents. Les hésitations de la Régence apparaissent dans une paire de chenets de bronze ciselé (55 000 F), ornés de chèvres, dont les excès baroques s'équilibrent par une domination par l'harmonie du Louis XV. Et surtout, une chaise de maître, plus étrange que belle, proposée, dans

sa bizarrerie contournée, des exemples de tous les décors Régence. Regrettons qu'à 27 000 F elle n'ait pas été acquise par un musée. Un fauteuil Louis XV, portant l'estampille de Gourdin, daté à sa délicate peinture d'origine — gris rehaussé bleu — d'atteindre le prix exceptionnel de 53 000 F. Prix très élevé encore pour une petite table de salon de Lacroix, dont la cambrure Louis XV contrastait avec le dépouillement d'époque Louis XVI des bronzes (115 000 F). Enfin, un monumental cartonnet Louis XVI, qui était à la mode fin de siècle, de l'acquies, annonçant le temps des remises en ordre et des inventaires (121 000 F).

Quelques tapisseries montrèrent ce que le dix-septième et le dix-huitième ont fait de mieux, mais ce mieux n'est pas le meilleur de la tapisserie. Comment pourrait-il ne pas l'être ? Cette tapisserie dix-septième des Flandres, qui découvre, perdue dans les frondaisons, une fontaine, d'où jaillit l'eau bleue et blanche d'un bassin dans lequel se reflètent quelques statues. Mais le char de Bacchus vient troubler par sa solennité concentrée, la solitude civilisée des lieux (31 000 F). On reste émerveillé devant les prouesses techniques de deux tapisse-

ries dix-huitième des Gobelins, le châteaude Blois (95 000 F) et les pêcheurs tentés (140 000 F), et la promesse est au service du plus grand art dans une tapisserie de Bruxelles du dix-huitième sur un carton de Da Hondt : l'habileté des tissiers fait de ce Retour de pêche un immense tableau (2,9 x 3,80 m.) aussi nuancé qu'une peinture, mais auquel la matière accorde moelleux et chaleur (préemption à 130 000 F par les Musées nationaux). Osera-t-on dire, après cela, qu'on peut préférer à ces transpositions de tableaux des tapisseries qui n'obéissent qu'à leurs lois propres, comme cette Mille fleurs des Flandres, très proche de la tapisserie des Armillaires exposée au château d'Amboise ?

La semaine s'est achevée sur deux ventes de l'étude Loutmer Poulain, samedi 26 mars. Retenons seulement aujourd'hui, suite de place, le dernier tableau mis en vente, la Chaire du collectionneur, de Vieira da Silva (87 000 F) : la chatouille sublimement maîtrisée de cette composition ne donne-t-elle pas une assez bonne image d'une semaine où la curiosité multiple des amateurs a quelquefois trouvé à se satisfaire ?

JEAN-MARIE GUILLAUME.

GALERIE SUILLEROT
8, rue d'Argenson - PARIS (8^e) - 263-54-58 (Métro Miroisacall)
HAYDEN
60 ANS DE PEINTURE
Jusqu'au 6 avril inclus

GALERIE DINA VIERNY
36, rue Jacob, PARIS-6^e - 260-23-18
CORNELIS ZITMAN
Sculptures récentes

1^{ère} BIENNALE DES ANTIQUAIRES
A CANNES
AU CASINO MUNICIPAL
DU 7 au 18 AVRIL
Tous les jours de 14 h à 20 h
Seule manifestation organisée
avec le SYNDICAT NATIONAL
DES ANTIQUAIRES, cette expo-
sition est conjointe aux Bien-
nales du Grand Palais à Paris.
* Nuitées jusqu'à 23 h : Vendredi 8 - Samedi 9 - Dimanche 10 - Vendredi 15
Casino Municipal de Cannes : Téléphone 39.44.66

GALERIE A LA DECOUVERTE
4, rue Lamarck, 10618 - 258-75-33
Peintures de
CLAUDE MOREAU
Jusqu'au 16 Avril

Jardins du Palais-Royal
125, Gal-de-Voies - 298-23-10
SIMON CHAYE
TAPISSERIES
Tous les jours 14 h - 18 h 30

GAL. MORANTIN-NOUVION
38, rue de l'Université (VII^e)
261-23-38
BESZIE
EN PERMANENCE

Réunion des
musées
nationaux
**Dieux et Démons
de l'Himalaya**
Grand Palais
26-mars-27 juin

André Derain
Grand Palais
fermeture le 11 avril
tous les jours, sauf le mardi,
de 10 h à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h

GALERIE LOUISE LEIRIS
47, rue de Monceau-8^e - 522-57-35
ANDRÉ MASSON
28 tableaux
3 mars - 9 avril

Galerie de France
3, Fg Saint-Honoré - Paris 8^e
SERGE POLIAKOFF
60 gouaches 1948-1969
ZUSH
première exposition à Paris
10 MARS - 16 AVRIL

GROSVENOR BOOSE ANTIQUES FAIR
Londres
9-18 juin de 11 h à 19 h 30.
Le jeudi jusqu'à 22 h.
Fermé le dimanche.
Prix d'entrée : 1.50 livre, y compris
catalogue illustré.

JOAQUIN FERRER
LE POINT CARDINAL

Five/Cinq Aesthetics Ltd décline
toute responsabilité aux
réalisations éventuelles de l'art
à Paris - Tél. 706-70-24.

MIREILLE MAILHE
10 MARS-9 AVRIL
ARTCURIAL
centre d'art plastique contemporain
9 avenue Malherbe Paris 8, 256.70.70
du mardi au samedi de 10 h 30 à 19 h 30

CENTRE D'ART INTERNATIONAL
29, bd Raspail (8^e) - 548-58-42
ŒUVRES DE JEUNES ARTISTES
UNION SOVIÉTIQUE
T.J.J. sauf samedi et dimanche

EXTREME-ORIENT
MEUBLES RARES - OBJETS D'ART - BIJOUX
43, boulevard de Lutour-Maubourg, Paris (7^e),
tous les jours, sauf lundi, de 12 h. 30 à 19 h.

Du 23 mars au 2 avril
2^e SALON « ANTIQUITÉ ET BROCANTE »
Tapis d'Orient
Aux Galeries du Pont-Neuf, 2, rue du Pont-Neuf, (1^{er})
de 10 h à 19 h - Entrée gratuite

ESPACE PIERRE CARDIN
Peinture, gravure, sculpture
FERRELLI
28 mars - 2 avril de 11 h à 19 h
1 et 3, avenue Gabriel, 75008 Paris

RIVE GAUCHE
44, rue de Fleury (8^e) - 548-04-81
LYBINKA
18 mars - 18 avril

Françoise Tournié
10, r. Roi-de-Sicile-4^e - 278-13-18
8 Sculpteurs
HAJDU, PENALBA, PONCET
ETIENNE MARTIN, CARDENAS
PARVINE, CURIÉ, STAHLY
17 mars - 1^{er} mai

COLISÉE (v.o.) - QUARTIER LATIN (v.o.) - DRAGON (v.o.) - FRANÇAIS (v.f.) - CLICHY PATHÉ (v.f.) - MONTPARNASSE PATHÉ (v.f.)
GAUMONT SUD (v.f.) - GAUMONT GAMBETTA (v.f.) - BELLE-ÉPINE PATHÉ - MULTICINÉ Champigny - COMPLEX Evry - COMPLEX Vélizy
CYRANO Versailles - TRICYCLE Asnières

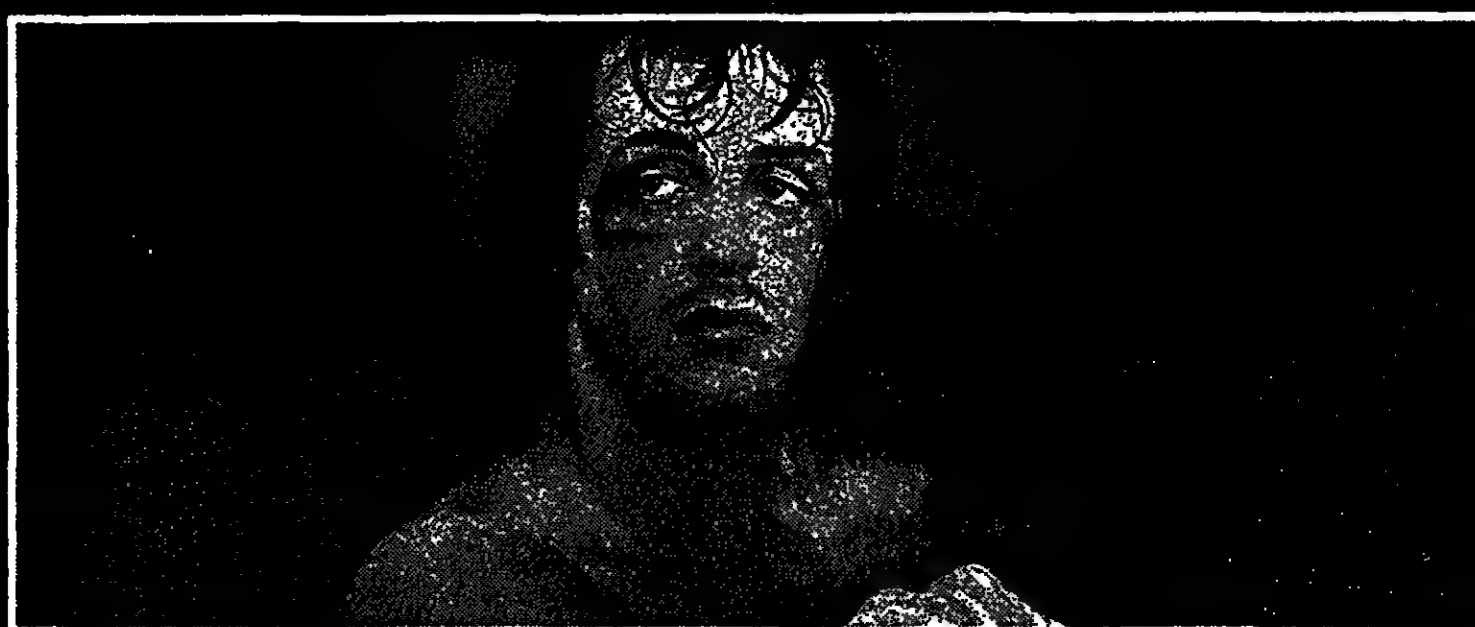
ROCKY

3 OSCARS
A HOLLYWOOD

MEILLEUR FILM

MEILLEURE MISE EN SCÈNE JOHN G. AVILDSSEN

MEILLEUR MONTAGE



UNE PRODUCTION ROBERT CHARTOFF • IRWIN WINKLER • UN FILM DE JOHN G. AVILDSSEN • AVEC SYLVESTER STALLONE "ROCKY"
ET AVEC TALIA SHIRE • BURT YOUNG • CARL WEATHERS • BURGESS MEREDITH • SYLVESTER STALLONE
PRODUCTEUR EXECUTIF GENE KIRKWOOD • IRWIN WINKLER ET ROBERT CHARTOFF • RÉALISÉ PAR JOHN G. AVILDSSEN • MUSIQUE DE BILL CONTI • DISTRIBUÉ PAR LES ARTISTES ASSOCIÉS • United Artists
A Transamerica Company

هكذا من الفصل

Minabille/Dalcroix

Que faites-vous quand vous ne faites rien ?

Boutade ? Non. Mais une question essentielle que se posent les rédacteurs de Télérama. Commenter les programmes tv et radio, analyser les nouveaux films ou les principales émissions, c'est chaque semaine saisir des occasions de partager avec vous nos émotions, nos plaisirs ou nos refus.

En allant avec l'Ifop interroger les Français sur leur temps libre, nous avons été amenés à rechercher plus profondément quelle est leur "vraie vie". Comment vivent-ils leur travail quotidien ? Quels rapports entretiennent-ils avec l'argent ? Que font-ils quand ils s'apartiennent enfin ? Quels rêves les habitent ? Comment imaginent-ils leur avenir ? Avec les résultats chiffrés de cette enquête nous

avons recueilli les témoignages passionnés, vécus de centaines de personnes, célèbres ou inconnues.

Presque toujours étonnante, souvent bouleversante, cette fresque des aspirations, des déceptions des Français nous aide à mieux les comprendre pour mieux leur parler.

Nous avons la chance de nous adresser à eux dans le temps des loisirs, dans l'espace de leur liberté. Les numéros de Télérama des 30 mars, 6, 13 et 20 avril développeront les principaux résultats de l'enquête. Télérama : 2,50 F chez tous les marchands de journaux.



Télérama: nous avons cherché à connaître la vraie vie des français.

AÉRONAUTIQUE

MCDONNELL-DOUGLAS ESTIME QUE SON PROJET DE NOUVEAU DC-9 NE CONCURRENCE PAS LE MERCURE

Dans le compte rendu annuel de ses activités pour 1976 qu'elle vient de publier, la société aéronautique McDonnell-Douglas estime qu'elle étudie la conception de nouvelles versions de son bi-moteur moyen-courrier DC-9 et de son avion de ligne tri-moteur DC-10. Elle précise qu'il s'agit de l'étude de plusieurs dérivés possibles de ces deux avions, le DC-9 ayant été vendu fermement dans ses versions actuellement en service — à huit cent soixante-quinze exemplaires et le DC-10 à deux cent quarante-sept.

Toutefois, un porte-parole du constructeur, dans un entretien avec le quotidien spécialisé américain Aerospace Daily, exprime sa surprise de constater que les industriels français considèrent un nouveau développement du DC-9 comme un concurrent direct de l'Airbus A320, ce projet que Douglas, Daimler-Benz et la SNIA, en France, mettent au point.

Le DC-9-30, observe la société McDonnell-Douglas, devrait transporter environ cent cinquante passagers, un peu moins que l'Airbus, qui est prévu pour cent soixante à

cent quatre-vingt places. Toutefois, estime encore le constructeur américain, les compagnies aériennes européennes, et notamment Swissair, ont manifesté un grand intérêt pour cet avion dérivé du DC-8 classique, et ce nouvel appareil serait en service deux ans après une décision de mise en production. Le DC-9-30 sera proposé par deux réacteurs de Pratt and Whitney.

Selon le porte-parole de McDonnell-Douglas, qui cite Aerospace Daily, des représentants du constructeur américain ont eu, à Paris, des discussions avec leurs partenaires français pour envisager des modifications de l'Airbus A320 — dérivé du Mercure-280 du groupe privé Dassault-Breguet — dans l'espoir de faciliter la prospection commerciale de l'appareil.

SCIENCES

UN RÉACTEUR D'ÉTUDE DES ACCIDENTS NUCLÉAIRES COMMENCE À FONCTIONNER À CADARACHE

Le nouveau réacteur de recherche Cabri, dirigé le 25 mars à Cadarache, D. est destiné à simuler des accidents sur les réacteurs surgénérateurs analogues à Phénix. On peut envisager, brièvement, mais de façon contrôlée, la puissance thermique par Cabri et mesurer les effets produits, afin de prévoir ce qui se passerait si un réacteur s'emballait et de prendre les mesures appropriées.

Un réacteur Cabri avait été construit à Cadarache, et avait dirigé le 21 décembre 1963. Il a servi à l'étude d'accidents sur certains types de réacteurs refroidis à l'eau, mais il a été entièrement détruit par un incendie survenu le 21 décembre 1963. Les homologues allemands et japonais du C.E.A. collaboreront avec lui pour exploiter Cabri.

Au voisinage immédiat de Cabri se trouve le réacteur Scarabée qui a un rôle complémentaire : il permet d'étudier ce qui se passerait en cas de défaut de refroidissement d'un surgénérateur.

MÉDECINE

LA GRANDE-BRETAGNE ET LA FRANCE SOUHAITENT LA RÉUNION DES MINISTRES DE LA SANTÉ EUROPÉENS

Lors de sa visite en Grande-Bretagne, où elle rencontrait M. David Evans, son collègue britannique, Mme Simone Veil, ministre de la Santé du cabinet d'Union, ministre de M. Raymond Barre, a annoncé que la France et la Grande-Bretagne avaient l'intention de demander la convocation d'un conseil des ministres de la Santé de la Communauté économique européenne. Depuis la mise au point, au mois de décembre dernier, des directives communautaires sur le libre établissement des médecins, les ministres de la Santé de la C.E.E. ne s'étaient pas encore réunis.

Réceptions

L'ambassadeur de la République populaire de Pologne et Mme Tadeusz Olchowski ont offert une réception mardi 28 mars à l'occasion de l'inauguration de l'exposition L'esprit romantique dans l'art polonais XIX-XX siècles.

Naissances

M. et Mme de Clermont sont heureux d'annoncer la naissance de Charlotte, le 22 mars 1977.

Décès

M. et Mme Jacques Lévy, M. Marc Lévy, Paris.

M. et Mme Victor Benayon et leurs enfants, David, Michaël et Tamar, Jérusalem, ont la douleur de faire part du décès de

Mlle Andrée BRUNSWIG, épouse de M. André Brunswig, décédée le 28 mars 1977, à 18 heures.

Les obsèques auront lieu le jeudi 31 mars, à 10 heures.

Le service principal du cimetière de Pantin-Pariet. (Par l'avenue Jean-Jaurès).

M. et Mme Jacques Lévy, M. Marc Lévy, Paris.

M. et Mme Victor Benayon et leurs enfants, David, Michaël et Tamar, Jérusalem, ont la douleur de faire part du décès de

Mlle Andrée BRUNSWIG, épouse de M. André Brunswig, décédée le 28 mars 1977, à 18 heures.

Les obsèques auront lieu le jeudi 31 mars, à 10 heures.

Le service principal du cimetière de Pantin-Pariet. (Par l'avenue Jean-Jaurès).

M. et Mme Jacques Lévy, M. Marc Lévy, Paris.

M. et Mme Victor Benayon et leurs enfants, David, Michaël et Tamar, Jérusalem, ont la douleur de faire part du décès de

Mlle Andrée BRUNSWIG, épouse de M. André Brunswig, décédée le 28 mars 1977, à 18 heures.

Les obsèques auront lieu le jeudi 31 mars, à 10 heures.

Le service principal du cimetière de Pantin-Pariet. (Par l'avenue Jean-Jaurès).

Mme de Clermont sont heureux d'annoncer la naissance de Charlotte, le 22 mars 1977.

M. et Mme de Clermont sont heureux d'annoncer la naissance de Charlotte, le 22 mars 1977.

M. et Mme de Clermont sont heureux d'annoncer la naissance de Charlotte, le 22 mars 1977.

M. et Mme de Clermont sont heureux d'annoncer la naissance de Charlotte, le 22 mars 1977.

M. et Mme de Clermont sont heureux d'annoncer la naissance de Charlotte, le 22 mars 1977.

M. et Mme de Clermont sont heureux d'annoncer la naissance de Charlotte, le 22 mars 1977.

M. et Mme de Clermont sont heureux d'annoncer la naissance de Charlotte, le 22 mars 1977.

M. et Mme de Clermont sont heureux d'annoncer la naissance de Charlotte, le 22 mars 1977.

M. et Mme de Clermont sont heureux d'annoncer la naissance de Charlotte, le 22 mars 1977.

M. et Mme de Clermont sont heureux d'annoncer la naissance de Charlotte, le 22 mars 1977.

M. et Mme de Clermont sont heureux d'annoncer la naissance de Charlotte, le 22 mars 1977.

M. et Mme de Clermont sont heureux d'annoncer la naissance de Charlotte, le 22 mars 1977.

M. et Mme de Clermont sont heureux d'annoncer la naissance de Charlotte, le 22 mars 1977.

M. et Mme de Clermont sont heureux d'annoncer la naissance de Charlotte, le 22 mars 1977.

M. et Mme de Clermont sont heureux d'annoncer la naissance de Charlotte, le 22 mars 1977.

M. et Mme de Clermont sont heureux d'annoncer la naissance de Charlotte, le 22 mars 1977.

M. et Mme de Clermont sont heureux d'annoncer la naissance de Charlotte, le 22 mars 1977.

M. et Mme de Clermont sont heureux d'annoncer la naissance de Charlotte, le 22 mars 1977.

M. et Mme de Clermont sont heureux d'annoncer la naissance de Charlotte, le 22 mars 1977.

M. et Mme de Clermont sont heureux d'annoncer la naissance de Charlotte, le 22 mars 1977.

M. et Mme de Clermont sont heureux d'annoncer la naissance de Charlotte, le 22 mars 1977.

M. et Mme de Clermont sont heureux d'annoncer la naissance de Charlotte, le 22 mars 1977.

M. et Mme de Clermont sont heureux d'annoncer la naissance de Charlotte, le 22 mars 1977.

M. et Mme de Clermont sont heureux d'annoncer la naissance de Charlotte, le 22 mars 1977.

M. et Mme de Clermont sont heureux d'annoncer la naissance de Charlotte, le 22 mars 1977.

M. et Mme de Clermont sont heureux d'annoncer la naissance de Charlotte, le 22 mars 1977.

M. et Mme de Clermont sont heureux d'annoncer la naissance de Charlotte, le 22 mars 1977.

M. et Mme de Clermont sont heureux d'annoncer la naissance de Charlotte, le 22 mars 1977.

CARNET

Visites et conférences

JEUDI 31 MARS

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — 14 h. 45. Grand Palais, porte D. Mme Huet : « Patrimoine architectural d'Angers ». 15 h. façade de Notre-Dame, portail, gâble. Mme Chapuis : « Vitraux : les roses de Notre-Dame et de Saint-Séverin » (Casse nationale des monuments historiques). 14 h. 30. sortie du métro Champ-de-Mars : « Promenade à travers les galeries d'art du faubourg Saint-Honoré » (Lart pour tous). 15 h. 30. rue Pierre-Lescot : « Les Halles la tour des Miracles, la tour de Jean sans Peur » (A travers Paris). 15 h. 12. rue Daru : « La cathédrale russe, histoire de l'orthodoxie » (Connaissance d'ici et d'ailleurs). 15 h. 30. rue de Turenne : « L'habitat du Grand Veneur et Saint-Denis-du-Saint-Sacrement » (Histoire et archéologie). 15 h. 30. rue de la Roche : « La Sainte-Chapelle » (M. de la Roche). 15 h. 30. portail gauche : « Le trésor de Notre-Dame et les tombeaux illustres ». 15 h. 30. rue de la Roche : « L'hôtel de la Roche et le nouveau musée de l'histoire publique » (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES. — 15 h. 109, rue de Rivoli, Mme N. Gasc : « Les lissus et la passerelle » (Musée des arts décoratifs). 15 h. 30. Grand Palais, salle 404, prince Pierre de Grèce et de Danemark : « Films de danse pris au Shatou et l'histoire de France ». 15 h. 30. rue F.-de-Presbourg, M. Pierre Pfeiffer : « La faune et l'industrie » (Médiation mondiale des villes jumelles). 15 h. 30. 21, rue d'Assas, R.P. Isidore de Souza : « Et al l'Africain, à son tour, évangélisant l'Europe ? » (Institut catholique). 15 h. 30. 25, rue des Saints-Pères, M. Stalby : « L'expérience danoise, règles du jeu et industrialisation » (Centre d'études et de recherches architecturales). 15 h. 30. 25, rue Bergère, M. Robert Amadou : « Quel est le mariage ? » (L'homme et la connaissance). 15 h. 30. 10, rue du Mail, M. Yvonne Oyato : « Enseignement du bouddhisme tibétain ». 15 h. 30. 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mlle Thibaut : « L'Europe romaine : le duché de Bourgogne, cœur du renouveau monarchique Cluny et Cîteaux » (Monuments historiques).

Saches préparer votre plaisir : avant de boire votre SCHWEPPES Bitter Lemon retournez la bouteille.

Robert Lacour-Gayet signera son dernier ouvrage sur « l'Histoire des États-Unis » (de la fin de la guerre civile à Pearl-Harbor), paru à la librairie Arthème Fayard, le 31 mars, à 15 heures, à la librairie Galignani, 324, rue de Rivoli, Paris (1er).

Robert Lacour-Gayet signera son dernier ouvrage sur « l'Histoire des États-Unis » (de la fin de la guerre civile à Pearl-Harbor), paru à la librairie Arthème Fayard, le 31 mars, à 15 heures, à la librairie Galignani, 324, rue de Rivoli, Paris (1er).

Robert Lacour-Gayet signera son dernier ouvrage sur « l'Histoire des États-Unis » (de la fin de la guerre civile à Pearl-Harbor), paru à la librairie Arthème Fayard, le 31 mars, à 15 heures, à la librairie Galignani, 324, rue de Rivoli, Paris (1er).

Robert Lacour-Gayet signera son dernier ouvrage sur « l'Histoire des États-Unis » (de la fin de la guerre civile à Pearl-Harbor), paru à la librairie Arthème Fayard, le 31 mars, à 15 heures, à la librairie Galignani, 324, rue de Rivoli, Paris (1er).

Robert Lacour-Gayet signera son dernier ouvrage sur « l'Histoire des États-Unis » (de la fin de la guerre civile à Pearl-Harbor), paru à la librairie Arthème Fayard, le 31 mars, à 15 heures, à la librairie Galignani, 324, rue de Rivoli, Paris (1er).

Robert Lacour-Gayet signera son dernier ouvrage sur « l'Histoire des États-Unis » (de la fin de la guerre civile à Pearl-Harbor), paru à la librairie Arthème Fayard, le 31 mars, à 15 heures, à la librairie Galignani, 324, rue de Rivoli, Paris (1er).

Robert Lacour-Gayet signera son dernier ouvrage sur « l'Histoire des États-Unis » (de la fin de la guerre civile à Pearl-Harbor), paru à la librairie Arthème Fayard, le 31 mars, à 15 heures, à la librairie Galignani, 324, rue de Rivoli, Paris (1er).

Robert Lacour-Gayet signera son dernier ouvrage sur « l'Histoire des États-Unis » (de la fin de la guerre civile à Pearl-Harbor), paru à la librairie Arthème Fayard, le 31 mars, à 15 heures, à la librairie Galignani, 324, rue de Rivoli, Paris (1er).

Robert Lacour-Gayet signera son dernier ouvrage sur « l'Histoire des États-Unis » (de la fin de la guerre civile à Pearl-Harbor), paru à la librairie Arthème Fayard, le 31 mars, à 15 heures, à la librairie Galignani, 324, rue de Rivoli, Paris (1er).

Robert Lacour-Gayet signera son dernier ouvrage sur « l'Histoire des États-Unis » (de la fin de la guerre civile à Pearl-Harbor), paru à la librairie Arthème Fayard, le 31 mars, à 15 heures, à la librairie Galignani, 324, rue de Rivoli, Paris (1er).

Robert Lacour-Gayet signera son dernier ouvrage sur « l'Histoire des États-Unis » (de la fin de la guerre civile à Pearl-Harbor), paru à la librairie Arthème Fayard, le 31 mars, à 15 heures, à la librairie Galignani, 324, rue de Rivoli, Paris (1er).

Robert Lacour-Gayet signera son dernier ouvrage sur « l'Histoire des États-Unis » (de la fin de la guerre civile à Pearl-Harbor), paru à la librairie Arthème Fayard, le 31 mars, à 15 heures, à la librairie Galignani, 324, rue de Rivoli, Paris (1er).

Robert Lacour-Gayet signera son dernier ouvrage sur « l'Histoire des États-Unis » (de la fin de la guerre civile à Pearl-Harbor), paru à la librairie Arthème Fayard, le 31 mars, à 15 heures, à la librairie Galignani, 324, rue de Rivoli, Paris (1er).

Robert Lacour-Gayet signera son dernier ouvrage sur « l'Histoire des États-Unis » (de la fin de la guerre civile à Pearl-Harbor), paru à la librairie Arthème Fayard, le 31 mars, à 15 heures, à la librairie Galignani, 324, rue de Rivoli, Paris (1er).

Robert Lacour-Gayet signera son dernier ouvrage sur « l'Histoire des États-Unis » (de la fin de la guerre civile à Pearl-Harbor), paru à la librairie Arthème Fayard, le 31 mars, à 15 heures, à la librairie Galignani, 324, rue de Rivoli, Paris (1er).

Robert Lacour-Gayet signera son dernier ouvrage sur « l'Histoire des États-Unis » (de la fin de la guerre civile à Pearl-Harbor), paru à la librairie Arthème Fayard, le 31 mars, à 15 heures, à la librairie Galignani, 324, rue de Rivoli, Paris (1er).

Robert Lacour-Gayet signera son dernier ouvrage sur « l'Histoire des États-Unis » (de la fin de la guerre civile à Pearl-Harbor), paru à la librairie Arthème Fayard, le 31 mars, à 15 heures, à la librairie Galignani, 324, rue de Rivoli, Paris (1er).

Robert Lacour-Gayet signera son dernier ouvrage sur « l'Histoire des États-Unis » (de la fin de la guerre civile à Pearl-Harbor), paru à la librairie Arthème Fayard, le 31 mars, à 15 heures, à la librairie Galignani, 324, rue de Rivoli, Paris (1er).

Robert Lacour-Gayet signera son dernier ouvrage sur « l'Histoire des États-Unis » (de la fin de la guerre civile à Pearl-Harbor), paru à la librairie Arthème Fayard, le 31 mars, à 15 heures, à la librairie Galignani, 324, rue de Rivoli, Paris (1er).

Robert Lacour-Gayet signera son dernier ouvrage sur « l'Histoire des États-Unis » (de la fin de la guerre civile à Pearl-Harbor), paru à la librairie Arthème Fayard, le 31 mars, à 15 heures, à la librairie Galignani, 324, rue de Rivoli, Paris (1er).

Robert Lacour-Gayet signera son dernier ouvrage sur « l'Histoire des États-Unis » (de la fin de la guerre civile à Pearl-Harbor), paru à la librairie Arthème Fayard, le 31 mars, à 15 heures, à la librairie Galignani, 324, rue de Rivoli, Paris (1er).

Robert Lacour-Gayet signera son dernier ouvrage sur « l'Histoire des États-Unis » (de la fin de la guerre civile à Pearl-Harbor), paru à la librairie Arthème Fayard, le 31 mars, à 15 heures, à la librairie Galignani, 324, rue de Rivoli, Paris (1er).

Robert Lacour-Gayet signera son dernier ouvrage sur « l'Histoire des États-Unis » (de la fin de la guerre civile à Pearl-Harbor), paru à la librairie Arthème Fayard, le 31 mars, à 15 heures, à la librairie Galignani, 324, rue de Rivoli, Paris (1er).

Robert Lacour-Gayet signera son dernier ouvrage sur « l'Histoire des États-Unis » (de la fin de la guerre civile à Pearl-Harbor), paru à la librairie Arthème Fayard, le 31 mars, à 15 heures, à la librairie Galignani, 324, rue de Rivoli, Paris (1er).

Robert Lacour-Gayet signera son dernier ouvrage sur « l'Histoire des États-Unis » (de la fin de la guerre civile à Pearl-Harbor), paru à la librairie Arthème Fayard, le 31 mars, à 15 heures, à la librairie Galignani, 324, rue de Rivoli, Paris (1er).

Robert Lacour-Gayet signera son dernier ouvrage sur « l'Histoire des États-Unis » (de la fin de la guerre civile à Pearl-Harbor), paru à la librairie Arthème Fayard, le 31 mars, à 15 heures, à la librairie Galignani, 324, rue de Rivoli, Paris (1er).

Robert Lacour-Gayet signera son dernier ouvrage sur « l'Histoire des États-Unis » (de la fin de la guerre civile à Pearl-Harbor), paru à la librairie Arthème Fayard, le 31 mars, à 15 heures, à la librairie Galignani, 324, rue de Rivoli, Paris (1er).

Robert Lacour-Gayet signera son dernier ouvrage sur « l'Histoire des États-Unis » (de la fin de la guerre civile à Pearl-Harbor), paru à la librairie Arthème Fayard, le 31 mars, à 15 heures, à la librairie Galignani, 324, rue de Rivoli, Paris (1er).

Robert Lacour-Gayet signera son dernier ouvrage sur « l'Histoire des États-Unis » (de la fin de la guerre civile à Pearl-Harbor), paru à la librairie Arthème Fayard, le 31 mars, à 15 heures, à la librairie Galignani, 324, rue de Rivoli, Paris (1er).

Robert Lacour-Gayet signera son dernier ouvrage sur « l'Histoire des États-Unis » (de la fin de la guerre civile à Pearl-Harbor), paru à la librairie Arthème Fayard, le 31 mars, à 15 heures, à la librairie Galignani, 324, rue de Rivoli, Paris (1er).

Robert Lacour-Gayet signera son dernier ouvrage sur « l'Histoire des États-Unis » (de la fin de la guerre civile à Pearl-Harbor), paru à la librairie Arthème Fayard, le 31 mars, à 15 heures, à la librairie Galignani, 324, rue de Rivoli, Paris (1er).

LÉGION D'HONNEUR

DÉFENSE

Sont nommés chevaliers : MM. Léonard Auzanery, Georges Bédier, René Carré, Eugène Chabaud, Pierre Conill, Georges Cousin, Alphonse Delacambre, Jean Dornas, Alexandre Etien, Lucien Franchomme, Louis Gainche, Charles Geoffroy, Léon Grimbier, Louis Maritand, Marcel Mayeux, Antoine Roud, André Simplot, Jean Soudé, Ernest Tardivat, François Terrier, Eugène Ziegler.

A L'HOTEL DROUOT

Jeudi,

EXPOSITION

S. 2. - Extrême-Orient.

S. 3. - Extr-Orient. Tableaux mod.

S. 11. - Tableaux, icônes, Photos.

VENTE

S. 1. - Ex bij. Argent. anc. et mod.

S. 3. - Hsauts enroulés Abitiquité.

Moyen Age. Renaissance.

S. 12. - Bibliothèque J. P. et divers.

PALAIS OALLIERA, 14 h. 30 - Tableaux anciens. Très bel ensemble 18^e.

21 h. - Tableaux mod. et contempor.

Le Monde

Service des Abonnements

2, rue des Italiens

1547 - C.C.P. 4207-23

C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

36 F 175 F 232 F 330 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

128 F 355 F 523 F 690 F

ÉTRANGER

(par messagerie)

I. - BELGIQUE - LUXEMBOURG

FAV. 25 - 335 F

125 F 220 F 335 F 440 F

II. - TUNISIE

165 F 305 F 445 F 590 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par

chèque postal (ou virement) vou-

dront bien joindre ce chèque à

leur demande.

Changements d'adresse déli-

vrés ou provisoires (deux

semaines ou plus) : nos abonnés

sont invités à fournir leur

dernière adresse au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance

venant avec l'obligation de

notifier tous les noms propres en

capitales d'importance.

Noté par la S.A.E.L. le Monde.

Gérant : Jacques Fauriol, directeur de la publication.

Imprimerie du « Monde »

5, c. des Italiens

PARIS-IX

1976

Reproduction interdite de tous arti-

cles, sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux

et publications : n° 5747.

1 foie

2 reins

3 raisons



de boire CONTREX

Votre foie et vos reins ont, entre autres fonctions, celle de veiller à l'élimination. Aidez-les dans leur travail en buvant de l'eau minérale naturelle de Contrexéville. Élimination et poids étant liés, Contrexéville a un rôle utile à jouer quand le maintien de votre ligne vous pose des problèmes.

Langhann & Coiff - 7747

AMBRE

SPECIALISTE DE LA MODE A PARTIR DU 44

Vous présente sa Collection de Robes et Ensembles Printemps-Eté 77

83 av. du Général-Lectec PARIS 14^e
Centres commerciaux
BELLE ÉPINE PARLY 2 VELIZY 2
CRETEIL
LYON-LIMOGES NANCY-MULHOUSE

PARTEZ TRANQUILLE

AVEC A VOTRE PORTE UNE VRAIE SERRURE DE QUALITÉ

AVEC CUIRASSE EN ACIER CEMENTÉ CLÉ EN ACIER INOX FORGE

1 SERRURE

2 TOURS DE CLÉ

5 POINTS DE CONDAMNATION

FERMETURE SUPERSURÉTÉ

BRICARD

39 RUE DE RICHELIEU - PARIS

sur simple appel au

296.14.44

(POSTE 125)

NOUS VOUS COMMUNIQUERONS LES ADRESSES DES INSTALLATEURS QUE NOUS AVONS SÉLECTIONNÉS PARMI LES PLUS PROCHES DE VOTRE DOMICILE

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 12
Placards encadrés 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	45,76
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,29
	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés"	28,00	32,00
Bouche insérée	34,00	39,00
"Placards encadrés"	38,00	43,76
L'AGENDA DU MONDE	40,00	45,76
	28,00	32,00

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Filliale du Premier Constructeur Européen d'ORDINATEURS nous recherchons un

animateur de formation

- Niveau maîtrise d'informatique
- connaissance du System TEN ICL et du Cobol souhaitée
- environ 2 ans d'expérience en analyse/programmation.
- Anglais parlé apprécié.

Lieu de travail : Paris Porte d'Orléans.

Adresser lettre avec CV et prétentions à : P. GUERIN ICL FRANCE - 16, cours Albert 1^{er} - Paris 24

Importante Société recherche pour son Service Informatique

JEUNE TITULAIRE

Maîtrise informatique de gestion.

Ecrire avec C.V. et prétentions à : M. J. JOURD'HEAN, 12, rue Jean Jaurès, 75007 Paris.

Société internationale rech. pour Paris

CHEF de PRODUITS (P. ou M.)

Expérience commerciale/marketing, grande diffusion.

Anglais souhaité. Envoyer C.V., photo, prétentions, à : BLEU, n° 7507 B, 17, rue Lebel, 92000 Vincennes

INSTITUT D'ETUDES DE MARCHÉ et d'acquisition d'opinion

Jeune chargé(e) d'études

Pour son département « ENTREPRISES »

Formation : Licence Sciences Eco., Ecole de Commerce (ESSEC, ESCP, I.E.P. cycles de sondage)

Expérience : 1 ou 2 années d'expérience dans une société d'études ou dans le service études de marché d'un annonceur.

Envoyer C.V. + photo + prétentions, à : B.V.A. BRULS VILLE ASSOCIATES, S.A. P.T. 17, bd de Levallois - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE

Clinique chirurgicale bandage Nord-Ouest recherche

DIRECTEUR GESTIONNAIRE EXPERIMENTE

Dynamisme, sérieux, relations excellentes. Libre résidence.

Ecrire à : M. J. JOURD'HEAN, 12, rue Jean Jaurès, 75007 Paris (17).

PROGRAMMEURS Assembleurs CICS Sol. 4400 P/An. Paris stable. 92-46-77

INGENIEUR SUP-TELECOM

30 ans minimum - REMAT, 14, r. de Valenciennes, Paris-10

INGENIEUR TECNICO COMMERCIAL MICRO ORDINATEURS

70-85 000 F/an PARIS

Une société nouvellement créée et spécialisée dans la diffusion en magasin de micro ordinateurs et de périphériques auprès d'une clientèle très diversifiée : P.M.E., Collectivités, Ingénieurs de R.E. ou de laboratoires particuliers... recherche un Ingénieur Technico-Commercial. Sous l'autorité du Directeur de la Société, il sera responsable de la présentation technique des matériels à la clientèle, de leur réception, réparation et maintenance, ainsi que du montage de kits. Il analysera de façon critique et constructive les problèmes techniques posés par les clients. Il leur proposera des solutions adaptées à leurs besoins. Il les guidera dans leur choix en matériels et en logiciels, de même qu'il les aidera à définir leurs « programmes ». Il participera aux sessions de formation destinées à la clientèle. Il animera un service livres techniques et il rédigera des articles pour un journal de l'industrie des micro ordinateurs. La clientèle retenue, âgée d'au moins 25 ans, aura une formation supérieure technique et il possèdera quelques années d'expérience acquises en électronique et en informatique. La connaissance de l'anglais est souhaitable. Ecrire avec C.V., photo, prétentions, à : C.E.H. CONSEILS, 15, rue de l'Amiral-Bourcier, 75015 PARIS.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.



emplois régionaux

TRANSPORTS BERNIS

130 millions N.F. - 900 personnes National et international

recherchent :

DIRECTEUR COMMERCIAL

Membre du Comité de Direction au siège à LIMOGES

- Animation des structures commerciales au siège et dans les agences.
- Conduite de la politique nationale et internationale.
- Elaboration et lancement de services nouveaux.
- Négociations avec les grands clients.
- Rôle majeur dans le développement de la société.

FORMATION SUPERIEURE - ANGLAIS

Envoyer C.V. détaillé sous la référence 4493 X, à : SERIFO - RECRUTEMENT, 33, rue de Lisbonne, 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE LANGUEDOC

recherche

INGÉNIEUR D'ÉTUDE

- capable d'élaborer et de coordonner des projets d'aménagement hydroagricole en FRANCE et à l'étranger, depuis le stade de la conception primaire jusqu'à celui de l'exécution ;
- diplômé d'une grande école ou formation universitaire équivalente ;
- expérience professionnelle de deux ans en hydraulique agricole (irrigation, assainissement, drainage) ;
- pratique de la langue anglaise écrite et parlée souhaitée.

Adresser lettre manuscrite avec curriculum vitae, photo (récent) et rémunération souhaitée au : n° 8704, « Le Monde », Publ. 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9^e).

ENTREPRISE GRENOBLOISE grosse mécanique petite série cherche

INGÉNIEUR

avec de bonnes bases techniq. Le candidat devra avoir l'esprit de recherche, le goût du contact humain et être attiré par le technico-commercial. - Adresse : C.V. photo et prétentions à : Herve Grenoble, 2034, qui tr.

URGENT recherches

INGÉNIEUR

expérience logging, offshore. Tél. 04. Référence S.C. 1.

CENTRE D'ENSEIGNEMENT DES AFFAIRES - SUD-EST

recherche personnalité de premier plan ayant :

- une formation supérieure (française ou étrangère) attestée par des diplômes ;
- plusieurs années d'expérience professionnelle ;
- des aptitudes et un goût marqué pour l'enseignement, comme

PROFESSEUR-CONSULTANT DE MARKETING

chargé d'analyser des travaux de recherche dans le domaine du Marketing industriel.

Il sera employé à temps principal dans l'établissement. Il pourra, cependant, exercer de façon des travaux de consultation à titre individuel ou collectif.

Adr. candidature, C.V. et prétentions au : COMES, 18, r. de la Fais, 75002 Paris.

SOGECIM MARSEILLE

recherche

ANALYSTES

pour son département ASSISTANCE :

- études supérieures ;
- bonne connaissance organisation et gestion entreprises ;
- expérience analytique en entreprises (même limitées).

Les postes impliquent déplacements à mi-temps pendant un an.

BOIRE : 343, BOULEVARD ROMAIN-ROLLAND, 13007 MARSEILLE CEDEX 1.

ROHM AND HAAS FRANCE S.A.

recrute pour son usine de LAUTERBOURG (Bas-Rhin) 550 FESCHANNES

1 CHEF DU PERSONNEL

ayant 2 à 3 ans d'expérience de la fonction en usine

Adresser C.V. au chef du personnel ROHM AND HAAS FRANCE S.A. 123 bis, rue de Bercy 75019 Paris Cedex 12

La Direction des Ventes de Colgate-Palmolive

recherche

JEUNE CADRE

Pour lui confier dans un premier temps la responsabilité d'un Service de

GESTION COMMERCIALE

Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce de préférence, débutant, il devra avoir le goût des contacts et le sens de la négociation.

Anglais souhaité.

Poste à pourvoir immédiatement au Siège Social, proximité La Défense.

Adresser candidature et curriculum vitae à : COLGATE-PALMOLIVE - Service Recrutement, 92491 COURBEVOIE.

SVP

recherche pour son Service d'INFORMATIONS FISCALES

cadre fiscaliste

28 ans minimum

Formation Ecole des Impôts ou ayant des compétences équivalentes, et de préférence spécialisées en Impôts Directs.

Il aura pour mission de répondre aux questions les plus diverses sur la théorie et la pratique du Droit Fiscal.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone au 06 49 12 30 00, 9 h-12 h 30, 13 h-18 h par information Carrière SVP-11.11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.

On peut aussi adresser son dossier, Réf. 105, 65, avenue de Wagram, 75017 Paris.

Ingénieur Commercial Exportation

Neuilly/Seine 95.000 F/an

CANETTI est une P.M.E. en constante expansion dans le domaine de composants électroniques et électrotechniques. Elle vise un développement important de sa vocation d'exportateur.

La fonction à pourvoir comporte la prospection et le développement des ventes à l'étranger, la première étape concernant les pays de l'Est. Elle convient à un ingénieur ou niveau équivalent de 25 ans minimum, spécialisé en électronique. C'est un très bon vendeur ayant une expérience confirmée de plusieurs années dans l'exportation. Les déplacements à l'étranger sont de 50 %. Il faut l'anglais courant. La connaissance de l'allemand ou du russe serait appréciée.

Adresser lettre de candidature avec rémunération souhaitée sous réf. 50-053/M Sète-CEGOS 33 cours Gaillet, 92152 SURESNES, qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

Fromageries BEL

recherchent

UN CHEF DE PRODUIT

pour lui confier la gestion de produits existants et le développement de produits nouveaux.

Le candidat de formation supérieure H.E.C., E.S.E.C. ou équivalent, aura 2 à 4 ans d'expérience dans le Marketing des produits de grande consommation, de préférence alimentaire.

Envoyer curriculum vitae détaillé et prétentions aux Fromageries BEL - Direction du Personnel, 4, rue d'Anjou - 75008 PARIS.

recherchons pour SÉNÉGAL Département atelier Marine; un

RESPONSABLE TRAVAUX de BORD

pour activités réparations navales, formation officier mécanicien de 1ère classe de la marine marchande, anglais apprécié.

Adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 6545 à : P. LICHIAU S.A., 10 rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra.

هنا من العمل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	45,76
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,29
	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,03
Simple insertion	34,00	38,80
"Placards encadrés"	38,00	43,47
L'AGENDA DU MONDE	40,00	45,76
	28,00	32,03

CCF

INGENIEUR ELECTRICIEN EXPERIMENTE

pour suivi de développement et gestion de dossiers techniques d'appareils mécaniques. Connaissance de l'anglais indispensable. Possibilités de voyages à l'étranger.

Ecrire avec C.V. et références sous référence 12 - COMPAGNIE GENERALE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUE - Service du Personnel - 251 rue de Vaugirard 75740 PARIS CEDEX 15.

JURISTE CONTRATS très expérimenté

Nous sommes un important groupe français de sociétés industrielles. Notre activité à l'exportation représente une part élevée de notre chiffre d'affaires et s'exerce notamment dans le cadre de contrats clés en main et d'opérations complexes.

Nous recherchons un candidat pour compléter notre équipe de juristes spécialistes en contrats internationaux.

Seule la candidature d'un juriste ayant de solides connaissances théoriques sanctionnées par un diplôme universitaire, possédant au moins 5 années de pratique dans ce domaine, ainsi que la maîtrise complète parlée et écrite de la langue anglaise pourra être retenue.

Envoyer C.V. détaillé sous référence 8438 à AXIAL Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

IMPORTANT LABORATOIRE recherche

ANIMATEUR

pour son équipe Visiteurs Médicux.

Nous lui demandons :

- d'être dynamique, enthousiaste,
- d'avoir un sens pédagogique développé,
- d'avoir un excellent contact,
- d'être domicilié dans la région parisienne et d'envisager des déplacements fréquents.

Env. c.v. détaillé, photo réf. n°49808 Havas Contact 156 Bd Haussmann 4807 Paris qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE LEASING

Equipements et Montages immobiliers recherche

pour le poste de

GESTION COMPTABLE

Le candidat devra être en mesure d'assurer :

- la comptabilité ;
- le suivi de la facturation et des règlements ;
- les prévisions de trésorerie ;
- le suivi des dossiers et des phases précontentieuses.

D.E.C.S. certificat comptable exigé. Expériences pratiques de plusieurs années. Expér. banque ou établis. financier souhaitée. Connaissances d'anglais et d'allemand souhaitées.

Envoyer C.V. et photo, sous la référence 59453 M. Régie-France, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL

DEUX CHIEFS DES VENTES

Capables d'obtenir en 2 ou 3 ans des postes de "plus haute responsabilité".

Postes de direction en direction commerciale, les candidats de ce poste doivent :

- 1) Pour prendre en charge l'élaboration des plans d'activités de vente et de suivi des clients ;
- 2) Pour assurer la formation, l'animation et le suivi des équipes de vente ;
- 3) Pour assurer la gestion des affaires de vente ;
- 4) Pour assurer la gestion des affaires de vente ;
- 5) Pour assurer la gestion des affaires de vente ;

Les candidats doivent avoir :

- une expérience de 10 à 15 ans en direction commerciale ;
- une expérience de 10 à 15 ans en direction commerciale ;
- une expérience de 10 à 15 ans en direction commerciale ;

Envoyer C.V. et photo, sous la référence 59453 M. Régie-France, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS

RESPONSABLE de PROJETS d'ORGANISATION

Ce poste s'adresse à un jeune diplômé d'une Grande Ecole (Centrale, Mines...) ayant suivi une option organisation ou possédant quelques années d'expérience en organisation.

Le profil du candidat devra être : un homme capable de relever des problèmes d'organisation dans la Société.

Trois bon niveaux de rémunération.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et références sous référence R.P.O. au Chef du Personnel - Boite Postale 60 78301 POISSY CEDEX.

Le Centre Chirurgical Marie-Lannelongue spécialisé dans la chirurgie thoracique et cardio-vasculaire, transféré en mai 1977, 133, avenue de la Résistance, LE PLESSIS-ROBINSON (en face de l'ancienne gare de la ligne de la Seine) pour Bloc opératoire cardio-vasculaire.

SURVEILLANTE PANSEUSE

Tél. pour r.v. infirmière générale : 630-21-33.

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Chaque semaine, "Le Monde information-professions" dresse le tableau récapitulatif des offres d'emploi encadrées parues dans "Le Monde".

Outre ceux qui, sans emploi, recherchent une situation, ce service est aussi destiné aux lecteurs qui pensent en termes d'avenir.

Nos synthèses leur permettent en effet de se situer, d'évaluer l'importance de l'offre dans leur branche, dans leur spécialité, l'évolution des qualifications. Analyser, une fois par semaine, et d'un seul coup d'œil, l'ensemble des annonces parues dans "Le Monde", c'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

NOUVEAUX SERVICES

Pour répondre à de nombreuses demandes, nous ajoutons à nos synthèses par fonction des analyses par profession, et notamment des synthèses par profession, par secteur d'activité, par région, par niveau de qualification, par type de contrat, etc.

bon de commande à découper

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou des fonctions suivantes :

1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :

<input type="checkbox"/> Direction générale, fonctions multiples.	<input type="checkbox"/> Personnel formation relations humaines et sociales.
<input type="checkbox"/> Marketing relations publiques publicité.	<input type="checkbox"/> Direction commerciale vente.
<input type="checkbox"/> Informatique.	<input type="checkbox"/> Ingénieurs commerciaux et techniques-commerciaux.
<input type="checkbox"/> Production extraction.	<input type="checkbox"/> Banques - Assurances.
<input type="checkbox"/> Ingénieurs.	<input type="checkbox"/> Professions médicales et paramédicales.
<input type="checkbox"/> Recherches organisation et recherche.	<input type="checkbox"/> Secrétariat de direction, traductions, documentation.
<input type="checkbox"/> Direction financière et administrative.	<input type="checkbox"/> Cadres délégués.
<input type="checkbox"/> Comptabilité.	

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

TARIF DES ABONNEMENTS (en France)

Nombre de semaines	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
12 semaines	30	27	24	21	18	15	12	9	6	3	0	0	0	0	0
24 semaines	59	54	49	44	39	34	29	24	19	14	9	4	0	0	0
36 semaines	89	81	73	65	57	49	41	33	25	17	9	1	0	0	0

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de semaines et le nombre de semaines demandées.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressée sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonnement.

Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.05, ou écrire : "LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Bateliers, 75009 PARIS

NOM : _____ ou SOCIÉTÉ : _____

ADRESSE : _____ TEL : _____

Entreprise de Travaux Publics, Siège PARIS, en expansion importante, chiffre d'affaires consolidé 1.500 millions, forte activité à l'étranger, recherche :

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

Formation : X - E.C.P. - Ponts - Mines

Expérience 10 à 15 ans T.P. indispensable

Le poste s'adresse à un homme ambitieux et de grande classe susceptible d'aborder dans le futur au poste de P.D.G. de la Société Mère ou d'une filiale importante du Groupe.

Les fonctions actuelles du candidat ne seront pas nécessairement le critère du choix.

Tout contact éventuel sera pris au plus haut niveau de la Société.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé et photo à N° 5967 CONTESSÉ PUBLICITE, 20, Avenue Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra. Discretion totale assurée.

SOCIÉTÉ NATIONALE ELF AQUITAINE

(PRODUCTION) recherche

CADRES FINANCIERS-COMPTABLES

POUR SES FILIALES A L'ÉTRANGER après formation de 1 à 3 ans au Siège.

FORMATION : Grande école commerciale ou maîtrise Sciences Eco. avec spécialisation comptable dans tous les cas (DECS complet minimum). Anglais indispensable.

EXPERIENCE : Souhaitée de quelques années comme cadre comptable opérationnel ou audit avec utilisation de l'informatique.

Ecrire sous réf. N° 96569 avec C.V. et photo, Sté Nationale ELF AQUITAINE (Production) Département Carrières 7, rue Nélaton 75739 Paris Cedex 15.

Importante Société Minière Afrique Noire Francophone recherche

INGENIEUR MECANICIEN D'ENTRETIEN ou CHEF D'ENTRETIEN MECANICIEN

Position Cadre P1/P2.

Ayant une grande expérience de l'entretien préventif et des interventions sur de gros ensembles de terrassement du type roue-pelle et convoyeurs ou matériel similaires. Bonnes connaissances en mécanique générale et charpentes métalliques. Expérience de l'entretien électrique appréciée mais non indispensable.

Rémunération intéressante - Avantages sociaux - Logement en villa dans cité agréable - Congés annuels 5 jours par mois.

Envoyer C.V., références sous N° 3564 à PARFRANCE P.A. 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

OFFRES D'EMPLOI		La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés" 2 col. et +		40,00	45,76
DEMANDES D'EMPLOI		42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.		9,00	10,29
		70,00	80,08

L'IMMOBILIER		La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés" 2 col. et +		28,00	32,03
Double insertion		34,00	38,89
"Placards encadrés" 2 col. et +		38,00	43,47
L'AGENDA DU MONDE		40,00	45,76
		28,00	32,03

L'immobilier

appartements vente

PARIS
TROCADERO
Rue de Longchamp, Paris-16
Immense appartement, neuf
Studio, 3 p., 3 s., 3 b., 3 c.
Habitable 100 m².
Prix 1.200.000 F.
S. de la M. 16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-1679-1680-1681-1682-1683-1684-1685-1686-1687-1688-1689-1690-1691-1692-1693-1694-1695-1696-1697-1698-1699-1700-1701-1702-1703-1704-1705-1706-1707-1708-1709-1710-1711-1712-1713-1714-1715-1716-1717-1718-1719-1720-1721-1722-1723-1724-1725-1726-1727-1728-1729-1730-1731-1732-1733-1734-1735-1736-1737-1738-1739-1740-1741-1742-1743-1744-1745-1746-1747-1748-1749-1750-1751-1752-1753-1754-1755-1756-1757-1758-1759-1760-1761-1762-1763-1764-1765-1766-1767-1768-1769-1770-1771-1772-1773-1774-1775-1776-1777-1778-1779-1780-1781-1782-1783-1784-1785-1786-1787-1788-1789-1790-1791-1792-1793-1794-1795-1796-1797-1798-1799-1800-1801-1802-1803-1804-1805-1806-1807-1808-1809-1810-1811-1812-1813-1814-1815-1816-1817-1818-1819-1820-1821-1822-1823-1824-1825-1826-1827-1828-1829-1830-1831-1832-1833-1834-1835-1836-1837-1838-1839-1840-1841-1842-1843-1844-1845-1846-1847-1848-1849-1850-1851-1852-1853-1854-1855-1856-1857-1858-1859-1860-1861-1862-1863-1864-1865-1866-1867-1868-1869-1870-1871-1872-1873-1874-1875-1876-1877-1878-1879-1880-1881-1882-1883-1884-1885-1886-1887-1888-1889-1890-1891-1892-1893-1894-1895-1896-1897-1898-1899-1900-1901-1902-1903-1904-1905-1906-1907-1908-1909-1910-1911-1912-1913-1914-1915-1916-1917-1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925-1926-1927-1928-1929-1930-1931-1932-1933-1934-1935-1936-1937-1938-1939-1940-1941-1942-1943-1944-1945-1946-1947-1948-1949-1950-1951-1952-1953-1954-1955-1956-1957-1958-1959-1960-1961-1962-1963-1964-1965-1966-1967-1968-1969-1970-1971-1972-1973-1974-1975-1976-1977-1978-1979-1980-1981-1982-1983-1984-1985-1986-1987-1988-1989-1990-1991-1992-1993-1994-1995-1996-1997-1998-1999-2000-2001-2002-2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2010-2011-2012-2013-2014-2015-2016-2017-2018-2019-2020-2021-2022-2023-2024-2025-2026-2027-2028-2029-2030-2031-2032-2033-2034-2035-2036-2037-2038-2039-2040-2041-2042-2043-2044-2045-2046-2047-2048-2049-2050-2051-2052-2053-2054-2055-2056-2057-2058-2059-2060-2061-2062-2063-2064-2065-2066-2067-2068-2069-2070-2071-2072-2073-2074-2075-2076-2077-2078-2079-2080-2081-2082-2083-2084-2085-2086-2087-2088-2089-2090-2091-2092-2093-2094-2095-2096-2097-2098-2099-2100-2101-2102-2103-2104-2105-2106-2107-2108-2109-2110-2111-2112-2113-2114-2115-2116-2117-2118-2119-2120-2121-2122-2123-2124-2125-2126-2127-2128-2129-2130-2131-2132-2133-2134-2135-2136-2137-2138-2139-2140-2141-2142-2143-2144-2145-2146-2147-2148-2149-2150-2151-2152-2153-2154-2155-2156-2157-2158-2159-2160-2161-2162-2163-2164-2165-2166-2167-2168-2169-2170-2171-2172-2173-2174-2175-2176-2177-2178-2179-2180-2181-2182-2183-2184-2185-2186-2187-2188-2189-2190-2191-2192-2193-2194-2195-2196-2197-2198-2199-2200-2201-2202-2203-2204-2205-2206-2207-2208-2209-2210-2211-2212-2213-2214-2215-2216-2217-2218-2219-2220-2221-2222-2223-2224-2225-2226-2227-2228-2229-2230-2231-2232-2233-2234-2235-2236-2237-2238-2239-2240-2241-2242-2243-2244-2245-2246-2247-2248-2249-2250-2251-2252-2253-2254-2255-2256-2257-2258-2259-2260-2261-2262-2263-2264-2265-2266-2267-2268-2269-2270-2271-2272-2273-2274-2275-2276-2277-2278-2279-2280-2281-2282-2283-2284-2285-2286-2287-2288-2289-2290-2291-2292-2293-2294-2295-2296-2297-2298-2299-2300-2301-2302-2303-2304-2305-2306-2307-2308-2309-2310-2311-2312-2313-2314-2315-2316-2317-2318-2319-2320-2321-2322-2323-2324-2325-2326-2327-2328-2329-2330-2331-2332-2333-2334-2335-2336-2337-2338-2339-2340-2341-2342-2343-2344-2345-2346-2347-2348-2349-2350-2351-2352-2353-2354-2355-2356-2357-2358-2359-2360-2361-2362-2363-2364-2365-2366-2367-2368-2369-2370-2371-2372-2373-2374-2375-2376-2377-2378-2379-2380-2381-2382-2383-2384-2385-2386-2387-2388-2389-2390-2391-2392-2393-2394-2395-2396-2397-2398-2399-2400-2401-2402-2403-2404-2405-2406-2407-2408-2409-2410-2411-2412-2413-2414-2415-2416-2417-2418-2419-2420-2421-2422-2423-2424-2425-2426-2427-2428-2429-2430-2431-2432-2433-2434-2435-2436-2437-2438-2439-2440-2441-2442-2443-2444-2445-2446-2447-2448-2449-2450-2451-2452-2453-2454-2455-2456-2457-2458-2459-2460-2461-2462-2463-2464-2465-2466-2467-2468-2469-2470-2471-2472-2473-2474-2475-2476-2477-2478-2479-2480-2481-2482-2483-2484-2485-2486-2487-2488-2489-2490-2491-2492-2493-2494-2495-2496-2497-2498-2499-2500-2501-2502-2503-2504-2505-2506-2507-2508-2509-2510-2511-2512-2513-2514-2515-2516-2517-2518-2519-2520-2521-2522-2523-2524-2525-2526-

ÉDITION

M. Jean-Edern Halier ferme « La joie de lire »

Les Editions Halier qui avaient acquis le 21 juillet 1976, la librairie « La joie de lire », 40, rue Saint-Séverin, à Paris, viennent d'annoncer, dans le communiqué ci-dessous, diffusé mardi 29 mars, qu'elles arrêtent l'exploitation de cet établissement :

« A la suite du refus prolongé d'ouverture de compte et des facilités accordées aux autres libraires, les Editions Halier, rendues incapables, par deux grands éditeurs, Gallimard-Sodis et le Seuil, d'assurer une exploitation commerciale normale de la librairie « La joie de lire », se voient obligées de fermer ses portes et de procéder au licenciement économique du personnel. »

Rappelons que « La joie de lire », fondée par l'éditeur Maspéro, en 1956, en pleine guerre d'Algérie, et lieu de rencontre privilégiée de l'extrême gauche intellectuelle, fut vendue une première fois en 1974 à M.M. Lallemand et Nedjir avant d'être rachetée en 1976, après liquidation judiciaire, par M. Jean-Edern Halier et ses éditions.

Ce dernier a exposé à notre collaborateur, Paul Morelle, les raisons de son renoncement.

« Pourquoi vous arrêtez-vous ? »

« Les Editions Halier ont acheté « La joie de lire » le 21 juillet dernier, aux enchères. Sans nous, ce lieu symbolique de la jeunesse intellectuelle de la guerre d'Algérie, du tiers-mondisme et de mai 1968 serait devenu une boutique de chaussures ou un restaurant. »

« Pour moi, il s'agissait d'un acte moral, politique, de réouverture d'une zone libérée de la culture, dans l'inflation de la production industrielle des non-livres, des best-sellers à rotation rapide. »

« En novembre, on ouvrait. Pas de panique, une situation saine, un tout petit capital (car je n'ai pas l'argent qu'on me prête). Insuffisant certes, mais peu de frais généraux, une bonne gestion et des professionnels, exclusivement, à la tête de la librairie. »

« D'emblée le public a recommandé à venir. Très sympathisant. Les vols ont pratiquement cessé. Bref, tout s'annonçait bien, malgré la mauvaise volonté des éditeurs à nous soutenir. Nous comptions sur nos propres forces, à la vietnamienne. (Avec la mort du général, la recette du sol, nous achetions les livres du lendemain.) Bien que dans la société capitaliste moderne, rien ne se puisse sans crédit. »

« Où en était votre espérance ? »

« Des éditeurs francophones, africains, canadiens, qui n'ont aucun débouché en France, ont petits éditeurs, la culture parallèle, la marge, ce laboratoire de l'avenir, ont retrouvé une structure d'accueil. Cinq à six cents personnes venaient chaque jour du centre d'information était en cours. Des débats, des expositions étaient prévues. Mais depuis cinq mois, seul Flammarion, suivi ensuite par Hachette, nous avait ouvert un compte. Tous les commerçants paient leurs marchandises par traites à 30 jours. Nous, il nous fallait payer comptant et à compte ferme. Donc, nous avons dû, de retour, d'échange de livres. Il aurait fallu être fabuleusement riche pour tenir. »

« Les éditions Gallimard donnent une réponse similaire. Du temps des propriétés précédentes, M.M. Maspéro et Lallemand, elles ont passé par la main et perdu une somme de 470 000 francs et une deuxième de 325 000 francs. C'est pourquoi, au moment où M. Jean-Edern Halier a ouvert la librairie, en janvier 1977, elles ont demandé des garanties de solvabilité. Ne les ayant pas obtenues, elles ont accepté de tenir le compte que contre paiement comptant. »

« [En réponse aux déclarations de Jean-Edern Halier, les Editions du Seuil précisent que les deux exploitations précédentes de « La joie de lire » leur avaient laissé un découvert de 358 234,32 F. Compte tenu des pertes, elles ont demandé aux Editions Halier, pour que celles-ci puissent bénéficier des conditions normales faites aux libraires, qu'elles fournissent une caution bancaire, qui n'a pas été présentée.] »

« Les éditions Gallimard donnent une réponse similaire. Du temps des propriétés précédentes, M.M. Maspéro et Lallemand, elles ont passé par la main et perdu une somme de 470 000 francs et une deuxième de 325 000 francs. C'est pourquoi, au moment où M. Jean-Edern Halier a ouvert la librairie, en janvier 1977, elles ont demandé des garanties de solvabilité. Ne les ayant pas obtenues, elles ont accepté de tenir le compte que contre paiement comptant. »

« [En réponse aux déclarations de Jean-Edern Halier, les Editions du Seuil précisent que les deux exploitations précédentes de « La joie de lire » leur avaient laissé un découvert de 358 234,32 F. Compte tenu des pertes, elles ont demandé aux Editions Halier, pour que celles-ci puissent bénéficier des conditions normales faites aux libraires, qu'elles fournissent une caution bancaire, qui n'a pas été présentée.] »

« Les éditions Gallimard donnent une réponse similaire. Du temps des propriétés précédentes, M.M. Maspéro et Lallemand, elles ont passé par la main et perdu une somme de 470 000 francs et une deuxième de 325 000 francs. C'est pourquoi, au moment où M. Jean-Edern Halier a ouvert la librairie, en janvier 1977, elles ont demandé des garanties de solvabilité. Ne les ayant pas obtenues, elles ont accepté de tenir le compte que contre paiement comptant. »

« [En réponse aux déclarations de Jean-Edern Halier, les Editions du Seuil précisent que les deux exploitations précédentes de « La joie de lire » leur avaient laissé un découvert de 358 234,32 F. Compte tenu des pertes, elles ont demandé aux Editions Halier, pour que celles-ci puissent bénéficier des conditions normales faites aux libraires, qu'elles fournissent une caution bancaire, qui n'a pas été présentée.] »

« Les éditions Gallimard donnent une réponse similaire. Du temps des propriétés précédentes, M.M. Maspéro et Lallemand, elles ont passé par la main et perdu une somme de 470 000 francs et une deuxième de 325 000 francs. C'est pourquoi, au moment où M. Jean-Edern Halier a ouvert la librairie, en janvier 1977, elles ont demandé des garanties de solvabilité. Ne les ayant pas obtenues, elles ont accepté de tenir le compte que contre paiement comptant. »

« [En réponse aux déclarations de Jean-Edern Halier, les Editions du Seuil précisent que les deux exploitations précédentes de « La joie de lire » leur avaient laissé un découvert de 358 234,32 F. Compte tenu des pertes, elles ont demandé aux Editions Halier, pour que celles-ci puissent bénéficier des conditions normales faites aux libraires, qu'elles fournissent une caution bancaire, qui n'a pas été présentée.] »

« Les éditions Gallimard donnent une réponse similaire. Du temps des propriétés précédentes, M.M. Maspéro et Lallemand, elles ont passé par la main et perdu une somme de 470 000 francs et une deuxième de 325 000 francs. C'est pourquoi, au moment où M. Jean-Edern Halier a ouvert la librairie, en janvier 1977, elles ont demandé des garanties de solvabilité. Ne les ayant pas obtenues, elles ont accepté de tenir le compte que contre paiement comptant. »

« [En réponse aux déclarations de Jean-Edern Halier, les Editions du Seuil précisent que les deux exploitations précédentes de « La joie de lire » leur avaient laissé un découvert de 358 234,32 F. Compte tenu des pertes, elles ont demandé aux Editions Halier, pour que celles-ci puissent bénéficier des conditions normales faites aux libraires, qu'elles fournissent une caution bancaire, qui n'a pas été présentée.] »

« Les éditions Gallimard donnent une réponse similaire. Du temps des propriétés précédentes, M.M. Maspéro et Lallemand, elles ont passé par la main et perdu une somme de 470 000 francs et une deuxième de 325 000 francs. C'est pourquoi, au moment où M. Jean-Edern Halier a ouvert la librairie, en janvier 1977, elles ont demandé des garanties de solvabilité. Ne les ayant pas obtenues, elles ont accepté de tenir le compte que contre paiement comptant. »

« [En réponse aux déclarations de Jean-Edern Halier, les Editions du Seuil précisent que les deux exploitations précédentes de « La joie de lire » leur avaient laissé un découvert de 358 234,32 F. Compte tenu des pertes, elles ont demandé aux Editions Halier, pour que celles-ci puissent bénéficier des conditions normales faites aux libraires, qu'elles fournissent une caution bancaire, qui n'a pas été présentée.] »

« Les éditions Gallimard donnent une réponse similaire. Du temps des propriétés précédentes, M.M. Maspéro et Lallemand, elles ont passé par la main et perdu une somme de 470 000 francs et une deuxième de 325 000 francs. C'est pourquoi, au moment où M. Jean-Edern Halier a ouvert la librairie, en janvier 1977, elles ont demandé des garanties de solvabilité. Ne les ayant pas obtenues, elles ont accepté de tenir le compte que contre paiement comptant. »

« [En réponse aux déclarations de Jean-Edern Halier, les Editions du Seuil précisent que les deux exploitations précédentes de « La joie de lire » leur avaient laissé un découvert de 358 234,32 F. Compte tenu des pertes, elles ont demandé aux Editions Halier, pour que celles-ci puissent bénéficier des conditions normales faites aux libraires, qu'elles fournissent une caution bancaire, qui n'a pas été présentée.] »

« Les éditions Gallimard donnent une réponse similaire. Du temps des propriétés précédentes, M.M. Maspéro et Lallemand, elles ont passé par la main et perdu une somme de 470 000 francs et une deuxième de 325 000 francs. C'est pourquoi, au moment où M. Jean-Edern Halier a ouvert la librairie, en janvier 1977, elles ont demandé des garanties de solvabilité. Ne les ayant pas obtenues, elles ont accepté de tenir le compte que contre paiement comptant. »

« [En réponse aux déclarations de Jean-Edern Halier, les Editions du Seuil précisent que les deux exploitations précédentes de « La joie de lire » leur avaient laissé un découvert de 358 234,32 F. Compte tenu des pertes, elles ont demandé aux Editions Halier, pour que celles-ci puissent bénéficier des conditions normales faites aux libraires, qu'elles fournissent une caution bancaire, qui n'a pas été présentée.] »

« Les éditions Gallimard donnent une réponse similaire. Du temps des propriétés précédentes, M.M. Maspéro et Lallemand, elles ont passé par la main et perdu une somme de 470 000 francs et une deuxième de 325 000 francs. C'est pourquoi, au moment où M. Jean-Edern Halier a ouvert la librairie, en janvier 1977, elles ont demandé des garanties de solvabilité. Ne les ayant pas obtenues, elles ont accepté de tenir le compte que contre paiement comptant. »

« [En réponse aux déclarations de Jean-Edern Halier, les Editions du Seuil précisent que les deux exploitations précédentes de « La joie de lire » leur avaient laissé un découvert de 358 234,32 F. Compte tenu des pertes, elles ont demandé aux Editions Halier, pour que celles-ci puissent bénéficier des conditions normales faites aux libraires, qu'elles fournissent une caution bancaire, qui n'a pas été présentée.] »

« Les éditions Gallimard donnent une réponse similaire. Du temps des propriétés précédentes, M.M. Maspéro et Lallemand, elles ont passé par la main et perdu une somme de 470 000 francs et une deuxième de 325 000 francs. C'est pourquoi, au moment où M. Jean-Edern Halier a ouvert la librairie, en janvier 1977, elles ont demandé des garanties de solvabilité. Ne les ayant pas obtenues, elles ont accepté de tenir le compte que contre paiement comptant. »

« [En réponse aux déclarations de Jean-Edern Halier, les Editions du Seuil précisent que les deux exploitations précédentes de « La joie de lire » leur avaient laissé un découvert de 358 234,32 F. Compte tenu des pertes, elles ont demandé aux Editions Halier, pour que celles-ci puissent bénéficier des conditions normales faites aux libraires, qu'elles fournissent une caution bancaire, qui n'a pas été présentée.] »

« Les éditions Gallimard donnent une réponse similaire. Du temps des propriétés précédentes, M.M. Maspéro et Lallemand, elles ont passé par la main et perdu une somme de 470 000 francs et une deuxième de 325 000 francs. C'est pourquoi, au moment où M. Jean-Edern Halier a ouvert la librairie, en janvier 1977, elles ont demandé des garanties de solvabilité. Ne les ayant pas obtenues, elles ont accepté de tenir le compte que contre paiement comptant. »

Le droit à la douceur

Silk cut
Langue douce.

GALLANER LONDRES - BELFAST

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

En U.R.S.S.

LES SEMAINES DE PRINTEMPS SE DÉROULENT MAL DANS PLUSIEURS RÉGIONS selon les « Izvestia »

Dans plusieurs régions d'U.R.S.S., les semaines de printemps se déroulent particulièrement mal, indique le quotidien soviétique les Izvestia. « La qualité des semences est nettement inférieure à celle de l'année dernière dans un certain nombre de régions, comme celles du Volga, du Kouban et de Voronej, entre autres », écrit le quotidien. Il expose cette situation par les mauvaises conditions climatiques de l'automne dernier, mais aussi par le fait que les semences ont été mal conservées. « L'absence de soins adéquats », et l'absence également de la pénurie de pesticides ont contribué à la détérioration de la qualité des semences. D'autre part, le département américain de l'Agriculture, la Chine pourrait être obligée, si la sécheresse qui sévit actuellement se prolonge d'acheter plus de blé que prévu sur les marchés mondiaux d'ici à la fin de l'année. En 1976, la République populaire n'a acquis que 2,1 millions de tonnes de blé. Cette année, elle a déjà passé commande de plus de 5 millions de tonnes, dont 2,3 millions au Canada et 2 millions en Australie. Selon les experts américains, le total des achats de blé chinois en 1977, n'atteindra pas les records de 1973 (7,9 millions de tonnes) et de 1974 (6,9 millions), mais il n'est pas exclu que la Chine doive acquiescer quelques centaines de milliers de tonnes de blé supplémentaires.

Au Japon

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE A DIMINUÉ DE 0,70 % EN FÉVRIER

La production industrielle du Japon a diminué de 0,7 % en février. L'indice, qui s'est établi à 127,7 (base 100 en 1970), avait déjà baissé de 0,2 % en janvier et de 0,1 % en décembre. En un an, par rapport à février 1976, la production industrielle japonaise a progressé de 2,4 % (contre -1,1 % en janvier). Le ministre japonais du Commerce International et de l'Industrie (MITI) s'attend toutefois à une reprise, en mars et avril, qui atteindrait respectivement 2 % et 2,5 % pour le secteur manufacturier. Par ailleurs, selon une étude du ministère des finances, les dépenses d'équipement des entreprises japonaises, dont le capital dépasse 10 millions de yens, ont baissé de 6,2 % d'octobre à décembre 1976 par rapport à la même période de 1975. Le 11 mars, le gouvernement du Japon a annoncé que les cotisations à l'impôt sur le revenu afin de stimuler l'activité (« le Monde » du 11 mars), ce qui traduirait l'insécurité des milieux dirigeants.

SPORTS

Tennis de table Aux championnats du monde

FINALES 100 % ASIATIQUES

Les Chinois et les Japonais ont accédé, mardi 29 mars, à la finale des championnats du monde à Birmingham après avoir été tour à tour fortement mis à l'épreuve par les « gentlemen » hongrois et français. L'équipe de France (Secrestin, Martin, Brocheau), victorieuse de la Grande-Bretagne le matin, l'emporta sur l'Australie l'après-midi (sur l'excelsior score de 5 à 0), puis vainquit la Corée du Sud dans la soirée. Elle devra néanmoins se contenter, après ses défaites devant la Tchécoslovaquie et l'Allemagne fédérale, d'une neuvième ou dixième place.

FOOTBALL. — L'équipe de France Espoirs s'est inclinée, mardi 29 mars à Courtrai, devant les Espoirs belges. Ceux-ci l'ont emporté par 2 à 1.

Moteurs électriques neufs

- haute qualité
- de 0,25 CV à 500 CV
- Prix très bas
- Plus réduit par quantité

Tous les roulements depuis 1920

H. ROCOPLAN
52200 LANGRES

A L'ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

M. Denis Healey promet de substantiels allègements fiscaux

Londres. — Le budget, présenté mardi 29 mars aux Communes, par le chancelier de l'Échiquier, M. Denis Healey, marque un tournant dans la politique fiscale du gouvernement travailliste. Il réduit immédiatement de quelque 1 milliard 300 millions de livres le fardeau de l'impôt direct et propose un allègement total de plus de 2 milliards 250 millions de livres (1), si les syndicats se montrent raisonnables et acceptent de modérer leurs revendications salariales pour une troisième année.

M. Healey a admis que le poids des prélèvements affectés par l'État sur les revenus privés à tous les niveaux, y compris chez les classes moyennes, était devenu excessif. Un tel état de choses, selon lui, affaiblissait l'ardeur de chacun au travail.

La démarche du chancelier n'a pas provoqué de surprises véritables. A partir du moment où M. Callaghan avait fixé au 31 mars la date de l'élection partielle de Birmingham, qui est dangereuse pour le Labour, personne ne pouvait douter que le parti travailliste compterait sur un budget d'apparence généreuse pour recueillir cette bataille.

L'allègement de l'impôt sur le revenu et un certain transfert du fardeau fiscal sur la consommation sont beaucoup plus conformes aux traditions des conservateurs qu'à celles des travaillistes. Depuis des années, les Tories soutiennent que les citoyens préfèrent dépenser leur argent aux mêmes conditions d'abandonner « cette tâche à l'État. C'est même leur principal objection contre « les excès de l'État-providence ».

Aujourd'hui, l'inflation a fait entrer la plus grande partie des ouvriers (hors ceux dont les salaires sont nettement inférieurs à la moyenne) dans les catégories de revenus soumises à l'impôt direct. Le gouvernement du Labour s'est ainsi vu contraint de renoncer à certaines positions doctrinales qu'il avait maintenues pendant des années.

A bien des égards, la « générosité » de M. Healey n'est qu'apparente. Il accorde certains impôts indirects : le prix de l'essence est augmenté de 5,5 pence (47 centimes) par gallon (4,5 litres), la vignette automobile passe de 50 livres par véhicule à 75 livres (c'est-à-dire de 4 pence (35 centimes) par paquet. Ces mesures permettent à M. Healey de reprendre 800 millions de livres aux contribuables.

Le chancelier n'a cependant pas obéi à la tradition : les taxes sur les vins et alcools sont inchangées. Le taux de la T.V.A. reste fixé à 8 %.

Pour le contribuable, ces allègements fiscaux ne sont que le contrepoint complet des effets de l'inflation depuis le budget de 1976.

LES « ERREURS » DE LA TRÉSORERIE

Londres. — En décembre, lorsque les experts du Fonds monétaire international se penchaient sur les comptes de la Grande-Bretagne, les gouvernements britanniques avaient affirmé que les besoins d'emprunt de la Trésorerie pour l'année à venir s'élèveraient à plus de 9 milliards de livres. Une fois obtenu l'emprunt du F.M.I., les mêmes spécialistes ont constaté que les besoins de l'État se limiteraient en fait à 7 milliards et demi de livres.

Incompétence des économistes ? Erreur de calcul ? Ou, comme le croient les commentateurs cyniques, a-t-on voulu « déléguer » de la Trésorerie grâce auquel M. Healey peut respecter les engagements du Fonds monétaire international ?

En dernier, ce qui a permis au leader de l'opposition conservatrice, Mme Thatcher, de dire que le chancelier de l'Échiquier faisait simplement l'annonce honnête de la situation, c'est qu'il a provoqué. Les observateurs sont d'accord pour admettre que ce budget ne parviendra pas à provoquer une véritable détente économique ou à accroître les investissements d'une façon sensible. Les industriels se réduisent néanmoins que, pour une fois, l'impôt sur les bénéfices des sociétés n'ait subi d'augmentation. Par ailleurs, les institutions charitables, au premier rang desquelles l'Église, se voient exemptées de l'augmentation des tarifs de la sécurité sociale imposées l'an dernier à tous les employeurs.

M. Healey estime que le taux de l'inflation, qui est actuellement de 15 %, tombera à 13 % vers la fin de l'année, et à moins de 10 % au cours du second trimestre 1978. Le produit national brut devrait s'accroître de 1,5 %. Le chancelier s'est montré moins optimiste en ce qui concerne le chômage, qui pourrait encore augmenter le mois prochain en dépit de mesures d'aide à l'industrie visant à créer de cent mille à deux cent mille nouveaux emplois. La balance des paiements devrait se trouver en équilibre à la fin de l'année et enregistrer un excédent de 500 millions de livres pendant le premier semestre 1978. Ces calculs supposent que les exportations s'accroîtront de 5 % et les importations de 2 % seulement entre juin 1977 et le milieu de 1978.

Après l'échec des négociations de Bruxelles

Les syndicats paysans français dénoncent l'attitude de la Grande-Bretagne

L'échec des négociations sur les prix européens à Bruxelles a provoqué un tollé général des syndicats paysans français. « Nous regrettons que les Britanniques n'aient pas joué pleinement le jeu européen », déclare M. Michel Debussche, président de la F.N.S.E.A. (Fédération nationale des exploitants agricoles). L'échec confirme le rôle particulier que la Grande-Bretagne, en tant qu'Union européenne, joue dans le jeu communautaire. L'engagement pris en entrant dans la Communauté (...) est de ne pas se laisser aller à l'attitude de la Grande-Bretagne qui ne cherche qu'à préserver ses privilèges financiers exorbitants que lui a consentis la Communauté. La dévaluation de 3 % du franc vert, ajoute le C.N.J.A., ne constitue qu'un faible pis-aller pour la France. En outre, ce n'est pas la seule façon d'assurer la hausse des coûts de production. « Les cultivateurs n'ont pas à faire les frais des discussions du gouvernement du Marché commun, déclare le Mouvement de défense des exploitants. Il appartient au gouvernement français d'assurer par des mesures nationales le sauvetage du revenu paysan. » Le Mouvement demande au nouveau gouvernement, dès sa constitution, de prendre d'urgence toutes mesures pour que les prix agricoles augmentent effectivement de 20 %.

Pour l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (A.P.C.A.), l'échec montre bien que la réaction de la politique agricole commune requiert l'acceptation de certains objectifs de politique économique et d'un comportement communautaire. (...) Au moment même du vingtième anniversaire du traité de Rome, la réalité d'éloignement des intentions des signataires. Un véritable renouveau communautaire est nécessaire.

La Confédération générale des planteurs de betteraves (C.G.B.), enfin, se déclare « profondément choquée par l'attitude du gouvernement britannique qui a empêché délibérément la fixation des prix agricoles européens (...) et demande au gouvernement français, à qui on a les moyens pour la liberté d'évaluation du traité, d'assurer le secteur betteravière d'un ajustement de prix satisfaisant. »

« Les cultivateurs n'ont pas à faire les frais des discussions du gouvernement du Marché commun, déclare le Mouvement de défense des exploitants. Il appartient au gouvernement français d'assurer par des mesures nationales le sauvetage du revenu paysan. » Le Mouvement demande au nouveau gouvernement, dès sa constitution, de prendre d'urgence toutes mesures pour que les prix agricoles augmentent effectivement de 20 %.

« Les cultivateurs n'ont pas à faire les frais des discussions du gouvernement du Marché commun, déclare le Mouvement de défense des exploitants. Il appartient au gouvernement français d'assurer par des mesures nationales le sauvetage du revenu paysan. » Le Mouvement demande au nouveau gouvernement, dès sa constitution, de prendre d'urgence toutes mesures pour que les prix agricoles augmentent effectivement de 20 %.

« Les cultivateurs n'ont pas à faire les frais des discussions du gouvernement du Marché commun, déclare le Mouvement de défense des exploitants. Il appartient au gouvernement français d'assurer par des mesures nationales le sauvetage du revenu paysan. » Le Mouvement demande au nouveau gouvernement, dès sa constitution, de prendre d'urgence toutes mesures pour que les prix agricoles augmentent effectivement de 20 %.

« Les cultivateurs n'ont pas à faire les frais des discussions du gouvernement du Marché commun, déclare le Mouvement de défense des exploitants. Il appartient au gouvernement français d'assurer par des mesures nationales le sauvetage du revenu paysan. » Le Mouvement demande au nouveau gouvernement, dès sa constitution, de prendre d'urgence toutes mesures pour que les prix agricoles augmentent effectivement de 20 %.

« Les cultivateurs n'ont pas à faire les frais des discussions du gouvernement du Marché commun, déclare le Mouvement de défense des exploitants. Il appartient au gouvernement français d'assurer par des mesures nationales le sauvetage du revenu paysan. » Le Mouvement demande au nouveau gouvernement, dès sa constitution, de prendre d'urgence toutes mesures pour que les prix agricoles augmentent effectivement de 20 %.

« Les cultivateurs n'ont pas à faire les frais des discussions du gouvernement du Marché commun, déclare le Mouvement de défense des exploitants. Il appartient au gouvernement français d'assurer par des mesures nationales le sauvetage du revenu paysan. » Le Mouvement demande au nouveau gouvernement, dès sa constitution, de prendre d'urgence toutes mesures pour que les prix agricoles augmentent effectivement de 20 %.

« Les cultivateurs n'ont pas à faire les frais des discussions du gouvernement du Marché commun, déclare le Mouvement de défense des exploitants. Il appartient au gouvernement français d'assurer par des mesures nationales le sauvetage du revenu paysan. » Le Mouvement demande au nouveau gouvernement, dès sa constitution, de prendre d'urgence toutes mesures pour que les prix agricoles augmentent effectivement de 20 %.

« Les cultivateurs n'ont pas à faire les frais des discussions du gouvernement du Marché commun, déclare le Mouvement de défense des exploitants. Il appartient au gouvernement français d'assurer par des mesures nationales le sauvetage du revenu paysan. » Le Mouvement demande au nouveau gouvernement, dès sa constitution, de prendre d'urgence toutes mesures pour que les prix agricoles augmentent effectivement de 20 %.

« Les cultivateurs n'ont pas à faire les frais des discussions du gouvernement du Marché commun, déclare le Mouvement de défense des exploitants. Il appartient au gouvernement français d'assurer par des mesures nationales le sauvetage du revenu paysan. » Le Mouvement demande au nouveau gouvernement, dès sa constitution, de prendre d'urgence toutes mesures pour que les prix agricoles augmentent effectivement de 20 %.

« Les cultivateurs n'ont pas à faire les frais des discussions du gouvernement du Marché commun, déclare le Mouvement de défense des exploitants. Il appartient au gouvernement français d'assurer par des mesures nationales le sauvetage du revenu paysan. » Le Mouvement demande au nouveau gouvernement, dès sa constitution, de prendre d'urgence toutes mesures pour que les prix agricoles augmentent effectivement de 20 %.

« Les cultivateurs n'ont pas à faire les frais des discussions du gouvernement du Marché commun, déclare le Mouvement de défense des exploitants. Il appartient au gouvernement français d'assurer par des mesures nationales le sauvetage du revenu paysan. » Le Mouvement demande au nouveau gouvernement, dès sa constitution, de prendre d'urgence toutes mesures pour que les prix agricoles augmentent effectivement de 20 %.

« Les cultivateurs n'ont pas à faire les frais des discussions du gouvernement du Marché commun, déclare le Mouvement de défense des exploitants. Il appartient au gouvernement français d'assurer par des mesures nationales le sauvetage du revenu paysan. » Le Mouvement demande au nouveau gouvernement, dès sa constitution, de prendre d'urgence toutes mesures pour que les prix agricoles augmentent effectivement de 20 %.

« Les cultivateurs n'ont pas à faire les frais des discussions du gouvernement du Marché commun, déclare le Mouvement de défense des exploitants. Il appartient au gouvernement français d'assurer par des mesures nationales le sauvetage du revenu paysan. » Le Mouvement demande au nouveau gouvernement, dès sa constitution, de prendre d'urgence toutes mesures pour que les prix agricoles augmentent effectivement de 20 %.

« Les cultivateurs n'ont pas à faire les frais des discussions du gouvernement du Marché commun, déclare le Mouvement de défense des exploitants. Il appartient au gouvernement français d'assurer par des mesures nationales le sauvetage du revenu paysan. » Le Mouvement demande au nouveau gouvernement, dès sa constitution, de prendre d'urgence toutes mesures pour que les prix agricoles augmentent effectivement de 20 %.

« Les cultivateurs n'ont pas à faire les frais des discussions du gouvernement du Marché commun, déclare le Mouvement de défense des exploitants. Il appartient au gouvernement français d'assurer par des mesures nationales le sauvetage du revenu paysan. » Le Mouvement demande au nouveau gouvernement, dès sa constitution, de prendre d'urgence toutes mesures pour que les prix agricoles augmentent effectivement de 20 %.

« Les cultivateurs n'ont pas à faire les frais des discussions du gouvernement du Marché commun, déclare le Mouvement de défense des exploitants. Il appartient au gouvernement français d'assurer par des mesures nationales le sauvetage du revenu paysan. » Le Mouvement demande au nouveau gouvernement, dès sa constitution, de prendre d'urgence toutes mesures pour que les prix agricoles augmentent effectivement de 20 %.

« Les cultivateurs n'ont pas à faire les frais des discussions du gouvernement du Marché commun, déclare le Mouvement de défense des exploitants. Il appartient au gouvernement français d'assurer par des mesures nationales le sauvetage du revenu paysan. » Le Mouvement demande au nouveau gouvernement, dès sa constitution, de prendre d'urgence toutes mesures pour que les prix agricoles augmentent effectivement de 20 %.

« Les cultivateurs n'ont pas à faire les frais des discussions du gouvernement du Marché commun, déclare le Mouvement de défense des exploitants. Il appartient au gouvernement français d'assurer par des mesures nationales le sauvetage du revenu paysan. » Le Mouvement demande au nouveau gouvernement, dès sa constitution, de prendre d'urgence toutes mesures pour que les prix agricoles augmentent effectivement de 20 %.

« Les cultivateurs n'ont pas à faire les frais des discussions du gouvernement du Marché commun, déclare le Mouvement de défense des exploitants. Il appartient au gouvernement français d'assurer par des mesures nationales le sauvetage du revenu paysan. » Le Mouvement demande au nouveau gouvernement, dès sa constitution, de prendre d'urgence toutes mesures pour que les prix agricoles augmentent effectivement de 20 %.

« Les cultivateurs n'ont pas à faire les frais des discussions du gouvernement du Marché commun, déclare le Mouvement de défense des exploitants. Il appartient au gouvernement français d'assurer par des mesures nationales le sauvetage du revenu paysan. » Le Mouvement demande au nouveau gouvernement, dès sa constitution, de prendre d'urgence toutes mesures pour que les prix agricoles augmentent effectivement de 20 %.

MONNAIES ET CHANGES

FERMETÉ DU FRANC ET DE LA LIVRE

Le franc s'est montré très ferme mercredi matin sur les marchés des changes, en dépit de l'annonce d'une hausse des prix de 0,7 % en février. A Paris, le cours du dollar est revenu de 4,9750 F à 4,97 F, niveau le plus bas depuis le début de mois de janvier dernier, et celui du Deutschmark a glissé en dessous de 2,08 F. La livre sterling a monté sensiblement, sauf à Paris où son cours est resté stable tandis qu'à Londres il débordait 1,72 dollar, la Banque d'Angleterre devant intervenir vigoureusement pour freiner sa hausse. La National Westminster, première banque anglaise, a ramené de 10,5 % à 9,5 % son taux de base, ce qui semble indiquer que la Grande-Bretagne rançonne désormais à attirer les capitaux flottants.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	Pr suisse	Pr français
60 jours	3 3/8	4 1/8	4 1/4	5
3 mois	4 1/2	5	4 3/4	5 3/4
6 mois	5 1/2	5 3/8	5 3/4	6 3/4
9 mois	5 3/8	5 7/8	5 7/8	6 7/8

FAITS ET CHIFFRES

Chômage

LES NOUVEAUX TAUX JOURNALIERS des allocations d'aide publique aux travailleurs privés d'emploi — 15 F pendant les trois premiers mois, 13,50 F après le troisième mois et majoration de 6 F pour conjoint ou personne à charge — sont applicables à partir du 1er avril, indique le Journal officiel du 30 mars.

Fonction publique

EN RAISON DU REMANIEREMENT ministériel, la répartition prévue, ce mercredi 30 mars, entre M. Maurice Ligtot, secrétaire d'État à la fonction publique, et les sept fédérations de fonctionnaires, a été annulée. Elle devait porter sur les modalités d'une revalorisation des salaires pour le premier trimestre 1977. La revalorisation fixée ce même jour entre la direction et les syndicats de la R.A.T.P., dans le cadre des négociations salariales, a été également ajournée, sans que le motif de ce report soit indiqué.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

BILLET

Haro sur Carrefour...

La querelle entre grandes surfaces et petits commerces a, sans conteste, perdu de sa virulence et de son acuité. C'est ce qui ressort du débat assez ennuyeux qui suivit mardi soir, à l'Assemblée de la Région, sur l'Antenne 2, la projection du film d'André Cayatte tiré du Bonheur des dames, de Zola. Nul ne nie que le petit commerce spécialisé, devenu dynamique, ait repris du poil de la bête et traversé, sans trop en souffrir, les difficultés des deux dernières années : malgré les révolutions commerciales successives (grandes surfaces, magasins populaires, hypermarchés), le petit commerce reste bien vivant, et c'est fort heureux.

Le seul accusé, sur le plateau, était mardi soir M. Deforey, directeur général de Carrefour. Souriant, désabusé, un peu trop enroué au fond de son fauteuil, il ne se donne pas ainsi dire pas la peine de répondre aux accusations dont les grandes surfaces sont l'objet, bien que les téléspectateurs, au téléphone, aient été pour moitié en leur faveur.

Citons en vrac les griefs de M. Nicoud (C.D.U.N.A.T.) de M. Baert (P.M.E. commerciale) : les grandes surfaces sont responsables d'une partie de l'inflation, d'un urbanisme qui est la « honte de notre généra-

tion », de la dégradation de la qualité de la vie par la déshumanisation des relations entre clients et commerçants, de la mauvaise qualité des produits — car elles étouffent les industriels en exigeant d'eux des prix trop serrés (il était assez cocasse d'entendre M. Nicoud se faire le défenseur de Nestlé), — du développement de la consommation de masse de produits inutiles, du dépeuplement des campagnes, car elles ont accéléré l'exode rural, d'une perte de chômage, car elles achètent à l'étranger...

M. Chazal, sénateur (centriste) de l'Allier, rapporteur de la loi Royer, et Mme Marie Aubertin, membre de la commission nationale d'urbanisme commercial (qui semblait avoir oublié qu'elle représentait dans ce débat les consommateurs), se bornèrent à célébrer l'excellence de ce texte. « Je suis peut-être un requin », note M. Deforey, mais vous êtes des piranhas, et il vaut mieux être en face d'un requin qu'entouré de mille piranhas... »

La véritable leçon de ce débat fut tirée par M. Baert : « Ce qui manque au petit commerce, c'est la force publique. Des émissions comme celle-ci peuvent lui donner du punch. »

JOSÉE DOYÈRE.

PRIX

TOUS LES TARIFS PUBLICS SAUF CEUX DE LA R.A.T.P. RELÈVÉS DE 6,50 % EN AVRIL

Les tarifs publics augmentent tous de 6,50 % au début d'avril, confirme-t-on Rue de Rivoli. Deux exceptions cependant : les tarifs voyageurs S.N.C.F. qui seront relevés le 15 avril et les tarifs de la R.A.T.P., qui ne bougeront pas pour l'instant (leur relèvement interviendra probablement au début de juillet).

Les hausses concerneront donc la S.N.C.F., le gaz, l'électricité, le charbon, les tarifs téléphoniques. La répercussion sur l'indice des prix de détail serait d'environ 0,4 %.

En ce qui concerne l'indice des prix de février (plus 0,7 % par rapport à janvier) le ministère de l'économie et des finances souligne qu'il a été supporté par les conséquences du comportement anormal de certains dépositaires. Les mesures nécessaires pour ramener les tarifs de ces praticiens au niveau en vigueur au 31 décembre 1976 vont être prises. Chacun doit savoir que les révisions des tarifs de ces praticiens ne sont pas des augmentations mais des ajustements à la hausse ou à la baisse.

En réponse aux questions posées sur la nature des sanctions envisagées, on signale Rue de Rivoli que celles-ci seront de trois ordres : procédés techniques pour l'application de la réglementation des tarifs des services et contrôles des prix renforcés ; suppression de certains avantages fiscaux ; non-remboursement des casiers d'assurance-maladie.

SYNDICATS

« Le ton est à la lutte » déclare la C.G.T.

« Le ton est à la lutte ; il ne peut pas être question d'attendre 1978 », a déclaré M. Georges Séguy, mardi 28 mars, au cours d'une conférence de presse. Rappelant compte des travaux de la commission exécutive de la C.G.T., qui s'est réunie le 29 mars, M. René Lomet, secrétaire confédéral, a indiqué : « Nous avons constaté que le président de la République refusait de tirer les enseignements des élections et continuait à priver les syndicats de leur droit de négociation. » Dans ces conditions, « à n'y a pas d'autres moyens pour se faire entendre que de passer à l'action ».

La C.G.T. a décidé de « mettre l'accent sur quatre axes revendicatifs » : la défense du pouvoir d'achat, la lutte contre le chômage, la défense de la Sécurité sociale et des libertés syndicales. Des dispositions ont été prises sur le développement de l'action, mais la C.G.T. se refuse à faire connaître les modalités avant d'avoir informé la C.F.D.T. au cours de la semaine prochaine, sans la

présence de M. Séguy, a-t-il précisé. Cette première rencontre « exploratoire », dont la C.G.T. regrette le « report intempestif » dû à la C.F.D.T., pourrait être suivie, a indiqué M. Séguy, d'un rendez-vous au sommet entre les deux leaders des confédérations.

M. Séguy a, d'autre part, rejeté les commentaires qui ont pu être donnés sur un éventuel attentisme de la C.G.T. : « Il est vrai que l'espérance d'une certitude d'un succès de la gauche aux élections législatives peut créer un climat propice à l'attentisme. Je dois dire que cet état d'esprit ne nous satisfait pas. Mais, si la C.G.T. n'est pas, surtout, chez nos alliés syndicaux. En tout cas, à l'instar de Séguy, nous rejetsons cette attitude et nous préconisons un développement de l'action « partout, au niveau le plus élevé. Nos militants agissent au mieux pour renforcer ces luttes, sous toutes les formes possibles, avec la C.F.D.T. mais sans subordination à un accord préalable avec la C.F.D.T. quand l'action est réalisable ».

CONFLITS ET REVENDICATIONS

LA GRÈVE A DUNKERQUE

Les discussions Usinor-dockers sont dans l'impasse

De notre correspondant

Dunkerque. — Quelles soient les discussions au plan local, comme elles l'étaient au début du conflit, on bien à Paris, comme elles viennent de l'être, on ne peut que se rendre compte que la situation est devenue de plus en plus tendue. Les discussions entre Usinor et les dockers de Dunkerque, qui ont été convenues le 28 mars au ministère de l'Équipement, les deux questions-clés à l'origine du conflit restent posées exactement dans les mêmes termes après vingt jours de grève à Dunkerque.

Comment concilier la revendication ouvrière d'une présence permanente de dockers sur les minéraliers et la position d'Usinor se voulant libre d'utiliser le personnel (dockers) semi-permanent du quai minéralier à l'origine des conflits ? Les premières discussions sur la lot du 9 septembre 1974, la seconde sur les accords locaux du 9 mai 1975.

Comment concilier les structures salariales de la sidérurgie et celles du port de commerce dans

AFFAIRES

UNE FUSION ENTRE LES CHANTIERS FRANCE-DUNKERQUE ET LA MÉTALLURGIE DE NORMANDIE EST À L'ÉTUDE

Le groupe Empain-Schneider, qui contrôle les Chantiers France-Dunkerque (construction navale) et la Société métallurgique de Normandie (spécialisée dans la fabrication de produits longs) a mis à l'étude un projet de fusion entre les deux sociétés, dont la réalisation, précise le communiqué, « pourrait intervenir en cours d'année ».

Il est clair que les difficultés que traverse actuellement — comme toutes les entreprises sidérurgiques — la Société métallurgique de Normandie sont à l'origine de ce projet. Une fusion avec les Chantiers France-Dunkerque, qui est resté un exercice 1976 très honorable — 47 millions de francs de bénéfices net — pourrait, en effet, permettre à la Société métallurgique de Normandie de passer un cap difficile sans accroître un endettement déjà important.

A plus long terme, le décalage des cycles conjoncturels des deux sociétés — en prévision un ralentissement de la construction navale et, en outre, une reprise de la sidérurgie — devrait permettre au nouveau groupe de mieux résister aux coups.

UNITED TECHNOLOGIES

VEUT PRENDRE LE CONTRÔLE DE BABCOCK AND WILCOX

Le groupe américain United Technologies, qui compte parmi ses filiales Pratt and Whitney (moteurs d'avions), Sikorsky (hélicoptères), Otis Elevator, a annoncé le 29 mars qu'il s'apprêtait à lancer une offre publique d'achat (O.P.A.) sur les actions de la firme Babcock and Wilcox spécialisée dans la grosse mécanique. United Technologies propose de racheter les quelque 12,7 millions d'actions ordinaires composant le capital Babcock and Wilcox à un prix unitaire de 42 dollars. L'opération, si elle réussit, lui conférerait donc plus de 500 millions de dollars (2,5 milliards de francs).

United Technologies a réalisé en 1976 un chiffre d'affaires de 5,2 milliards de dollars et un bénéfice net de 157 millions de dollars. Babcock and Wilcox, pour la même année, a vu son chiffre d'affaires atteindre 1,69 milliard de dollars et son bénéfice 53,1 millions de dollars.

CONJONCTURE

L'enquête mensuelle de l'INSEE

Les perspectives des chefs d'entreprises s'améliorent

Les perspectives de production des chefs d'entreprises se sont améliorées, estime l'INSEE, au vu des résultats de l'enquête effectuée en mars (entre les deux vagues des élections municipales) auprès de deux mille deux cents industriels. La production devrait donc se maintenir au même niveau qu'en 1976, mais les chefs d'entreprises ont des perspectives moins favorables. Elles confirment le rôle moteur que jouent actuellement les exportations pour l'économie française. Ce rôle pourrait s'amplifier sous l'effet notamment de la « reprise » américaine. Du coup, la production industrielle en France, au lieu de stagner jusqu'à 1978, pourrait connaître une certaine progression modérée, à un rythme annuel de 2 à 3 %.

L'enquête « lourde » de l'INSEE comporte des questions concernant les investissements envisagés par les chefs d'entreprises français cette année et l'année prochaine. Les réponses à ces questions, évidemment très importantes puisqu'elles conditionnent en partie le rythme de l'activité économique à venir et donc le niveau de l'emploi, ne sont pas encore disponibles. En revanche, les réponses concernant l'évolution des salaires montrent un sensible ralentissement des hausses entre le début de l'année et le début de mars. Selon les indications, tant qualitatives que quantitatives, fournies par les chefs d'entreprises, il semble que les salaires horaires augmentent maintenant à un rythme compris entre 2,5 % et 3 % par trimestre, soit à un rythme annuel de 10 % à 12 %, sensiblement inférieur à celui de 1976 (+13 %).

● **ERRATUM.** — Dans nos éditions d'hier, l'article de page une consacré à la hausse des prix de détail en février contenait un erreur. L'indice calculé par l'INSEE s'est inscrit à 175,5 (et non 175) comme indiqué, contre 174,3 en janvier.

En raison de l'augmentation des prix

HAUSSE DU S.M.C. LE 1^{er} AVRIL

Le S.M.C. doit être relevé le 1^{er} avril. L'application relative de la loi d'octobre 1976 sur la réglementation de l'augmentation de l'indice officiel des prix dès le moment où le seuil de 2 % est franchi, aboutissant à porter le taux horaire du salaire minimum à 2,94 F (au lieu de 2,84 F depuis le 1^{er} décembre). L'indice des prix a, en effet, augmenté de 2,2 % depuis octobre, mais qui avait servi de référence lors du précédent ajustement du S.M.C. Sur la base de la semaine de quarante heures, le salaire minimum passerait à 1.390 F par mois.

M. Baert, qui a annoncé dimanche, lors de son discours à Lyon, que « la progression des pouvoirs d'achat des salariés sera pour les travailleurs rémunérés au S.M.C. », proposera-t-il, dès le 1^{er} avril, une augmentation impécunieuse à la simple répétition de la hausse des prix ? Il est possible qu'il attende la revalorisation prévue automatiquement chaque 1^{er} juillet, et qui doit tenir compte, selon la loi, de l'évolution de la moyenne des salaires en France.

Rappelons que la C.G.T. et la C.F.D.T. viennent de demander que le S.M.C. soit porté à 2.290 F par mois (« le Monde » du 30 mars).

LES PRÊTS AUX P.M.E. AURONT UN TAUX VOISIN DE 9 %

On confirme, au ministère de l'économie et des finances, le lancement imminent d'un emprunt de 2 milliards de francs, au taux de 9 %, destiné à financer des prêts aux petites et moyennes entreprises. Les prêts auxquels il donnera lieu seront bonifiés par l'État pour en abaisser le taux (probablement aux environs de 8 %). Il en coûtera 250 millions de francs au Trésor public, pour une période de cinq ans. Les modalités de cet emprunt seront tout à fait comparables à celles de l'emprunt 1976. Les organismes prêteurs seront d'ailleurs les mêmes.

Ainsi que l'avait indiqué M. Raymond Baert dimanche dernier à Lyon, 2 milliards de francs seront également affectés, dès le mois d'avril, aux grandes entreprises. Ces deux milliards seront accordés sous forme de prêt à long et à moyen terme échappant aux règles d'encadrement de crédit. Ils seront accordés par le Crédit national.

● **Le taux des salaires horaires** a augmenté de 2,5 % au cours du quatrième trimestre de 1976, et non de 2,5 % comme l'indiquaient de premiers résultats partiels. Compte tenu de la hausse officielle des prix (2,1 %), le gain horaire du pouvoir d'achat a été de 0,4 %. La hausse avait été légèrement moins forte lors du quatrième trimestre 1976 (plus 2,7 %, soit 0,7 % de pouvoir d'achat). Sur l'ensemble de l'année 1976, la hausse du taux de salaire horaire a été de 15,1 %, soit 4,7 % en pouvoir d'achat horaire.

LE PORT DU HAVRE TOUJOURS PARALYSÉ

Échec des négociations entre les pêcheurs et l'administration

De notre correspondant

Le Havre. — La situation continue d'être bloquée, au Havre, où les pêcheurs bloquent l'entrée du port, ce mercredi matin 30 mars.

Une entrevue, mardi, avec M. Claude Boitel, préfet de la région Haute-Normandie, avait laissé espérer un début de solution, mais la suite de cet entretien, un long communiqué technique proposé seulement aux marins-pêcheurs « la désignation d'un expert scientifique qui serait associé à l'étude de la commission de contrôle anti-pollution, mais qui pourrait aussi assister aux opérations de prélèvement et d'analyse en baie de Seine ».

Le communiqué préfectoral évoque aussi le problème des « bonnes faunes », c'est-à-dire des poissons gympes. Une nouvelle note de rejet a été proposée aux pêcheurs, à 23 kilomètres du cap de La Hève.

BREF AFFRONTEMENT ENTRE DES MANIFESTANTS EN FAVEUR DES GRÉVISTES DE LA B.N.P. ET LA POLICE

Quelques trois mille employés de banque qui manifestent mardi 29 mars après-midi, à Paris, à l'appel des organisations C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.F.T.C., pour leurs droits et contre les sanctions frappant deux grévistes de la Banque nationale de Paris (B.N.P.), au début de l'occupation, le 10 mars, dernier, d'un centre informatique de cet établissement (le Monde du 30 mars). Le cortège, partant du siège de la banque, boulevard des Capucins, a gagné le boulevard Barbes, où se trouve le centre informatique, aux cris de : « B.N.P., Simca, Citroën... » et des « slogans nationaux ». « Il est pour le régime à Giscard qui nous envoie ses fils et son père Barre ? » Boulevard Barbes, alors qu'une partie des manifestants se dispersaient, un millier d'entre eux faisaient face aux forces de police. Un bref mais violent affrontement eut lieu lorsque ces derniers entreprirent de dégager le boulevard, vers 17 h. 15. Deux employés ont été blessés à l'angle de la rue de Soisy.

Ce mercredi, vers 15 h. 30, un manifestant de justice, M. Thouvenot, devait recevoir les représentants des syndicats et ceux de la direction pour s'efforcer de mettre fin au conflit.

D'autre part, la journée nationale d'action dans les banques, organisée le jeudi 31 mars par la C.G.T., devrait se traduire, selon cette centrale syndicale, par « des actions diversifiées » en signe de solidarité avec les deux employés renvoyés. Ces derniers poursuivront depuis une dizaine de jours une grève de la faim pour obtenir leur réintégration.

● **GRÈVE AU CENTRE DE TRI POSTAL DE PARIS-LYON.** — Les organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T. et F.O. appellent les postiers du centre de tri parisien F.I.M. et les ambulants du réseau sud-est à cesser par roulement le travail du mardi 30 mars, à 18 heures, au dimanche 3 avril à 9 heures. Ils demandent des améliorations des conditions de travail, l'augmentation des effectifs et une réduction du temps de travail.

Jumez doux.

Silk cut

L'anglaise douce.

GALLERIE LONDRES-BELFANT

INSEAD

Institut Européen d'Administration des Affaires

Fontainebleau

Programme international de gestion générale

Langue de travail : français

Durée : 7 semaines (résidentiel)

Date : 2 octobre au 18 novembre 1977

Participants : - cadres supérieurs possédant un minimum de 10 années d'expérience professionnelle, dans une entreprise de taille nationale ou internationale.
- dirigeants d'entreprise de moyenne importance
- seront en général soutenus par leur entreprise

Age : 32 - 45 ans sauf exception

Groupe : comprendra au moins 50 % de participants non français (Europe de l'Ouest, Pologne, Canada, Amérique Latine, Moyen-Orient, Afrique, etc...)

Ce programme est également offert en anglais du 17 avril au 3 juin 1977 et du 8 avril au 28 mai 1978.

Pour obtenir une brochure détaillée, s'adresser à : Education Permanente INSEAD 77305 Fontainebleau Cedex, France Tél : (1) 422 48 27 Télex : 690389 F

(PUBLICITÉ)

LES RELATIONS ÉCONOMIQUES ENTRE

Les échanges avec la France

Les relations économiques franco-japonaises remontent à une centaine d'années. Aujourd'hui, le volume des échanges commerciaux représente environ 5 milliards de francs, c'est-à-dire un peu plus de 1 % du commerce extérieur total de chacun des deux pays, qui sont pourtant les troisième et quatrième nations commerçantes du monde.

Vu la modicité des échanges, le déficit commercial d'un des pays à l'égard de l'autre revêt un caractère marginal.

Pendant longtemps, la balance commerciale a été excédentaire au profit de la France. Depuis quelques années, la situation est inversée, et c'est le Japon qui vend davantage à la France qu'il ne lui achète.

Cette situation a donné lieu à une campagne de critiques au cours de laquelle des difficultés sectorielles ou conjoncturelles ont été mises en évidence. Implicitement, cette campagne partait de la position de principe que le commerce extérieur de chaque pays doit être équilibré bilatéralement, ce qui revient à préconiser le retour aux clearing bilatéraux, dont la disparition avait été esquivée après la guerre, comme un progrès économique et une victoire du bon sens.

En second lieu, les critiques du Japon pèchent souvent par omission, ne rappelant jamais que si la balance commerciale est excédentaire pour le Japon, celle des « invisibles » l'est pour la France, ce qui fait que la balance de base est équilibrée.

Même si l'on ne veut s'en tenir qu'aux échanges de marchandises, il serait bon d'évaluer correctement les échanges. Le public français, par exemple, ne peut qu'ignorer que les ventes de nickel du TOM de Nouvelle-Calédonie ne sont pas comptabilisées dans les statistiques douanières métropolitaines, puisque ce nickel n'a jamais été porté à sa consommation.

La détermination de la situation conduit à des exagérations manifestes. On dit par exemple que le Japon a reçu 90 % des commandes mondiales de navires en 1976, mais la vérité est que le Japon a reçu 56 % seulement de ces commandes — d'après les statistiques de la Lloyd's, — et ce pourcentage ne tient même pas compte des annulations de commandes.

On parle souvent aussi des mesures antipollution particulièrement sévères appliquées dans le commerce automobile — mesures qui seraient prises pour empêcher l'importation au Japon de voitures étrangères. Mais ceux qui ont vécu à Tokyo comprennent aisément que de telles mesures antipollution s'imposent absolument dans un pays surpeuplé.

M. José Bidegain, du C.N.P.F., rappelle au cours d'un récent colloque que « l'histoire des relations franco-japonaises est celle d'une longue incompréhension — et que seule — une meilleure compréhension mutuelle permettra de lever cette hypothèque ».

Il faut donc replacer les problèmes dans la perspective objective où ils auraient dû rester.

Le commerce franco-japonais

Le 14 mai 1963 a été signé l'accord de commerce franco-japonais, à la suite duquel les contingents qui limitaient les échanges ont été abolis, soit considérablement élargis.

En même temps, la France renonçait au droit de l'article 35 du GATT qui permettait de limiter unilatéralement les importations.

Depuis lors, le volume des échanges entre les deux pays ne cesse d'augmenter. Il existe toutefois des différences non négligeables entre les statistiques japonaises et françaises concernant les échanges, dues notamment au fait que chaque pays comptabilise ses importations CAF et ses exportations FOB. (Il faut aussi tenir compte du fait qu'une partie des marchandises japonaises destinées au marché français peuvent être stockées soit en Allemagne, soit aux Pays-Bas, pour être ensuite réexportées vers la France. La douane japonaise, qui en ignore la destination finale, ne les comptabilise pas comme exportations vers la France, tandis que la douane française les enregistre comme exportations japonaises.)

Pour approcher le solde réel des échanges franco-japonais, il est donc préférable de prendre les statistiques françaises d'importation et de l'ajouter à ces dernières les ventes de nickel de la Nouvelle-Calédonie (105 millions de dollars en 1976), qui sont comptabilisées à part

aussi bien par la France que par le Japon. Il apparaît alors que l'excédent commercial du Japon est de 570 millions de dollars en 1976 alors qu'il est de 796 millions de dollars d'après les statistiques françaises et de 428 millions de dollars d'après les statistiques japonaises. Encore ce chiffre ne tient-il pas compte des achats effectués en France par les deux cent quarante mille touristes japonais.

On voit donc que le déficit commercial français à l'égard du Japon représente moins de 1 % des importations totales de la France.

Sans même parler des pays exportateurs de pétrole, la balance commerciale française présente des soldes débiteur beaucoup plus considérables avec les deux autres grands pays industriels qui sont les États-Unis et l'Allemagne (et même avec les Pays-Bas).

La balance commerciale est compensée par les « invisibles », notamment par les recettes de brevets

et de licences par des modèles de couture, etc.

La balance des paiements France-Japon élaborée par le ministère (français) de l'économie et des finances fait apparaître un solde positif pour la France en 1974 (dernière année connue).

des opérations courantes est pratiquement équilibrée.

Les statistiques japonaises aboutissent à un résultat légèrement différent, mais la conclusion qu'on peut en tirer est la même : la balance des paiements entre la

BALANCE DES PAIEMENTS FRANCE-JAPON

(en millions de ¥)

	Crédit	Débit	Solde
Marchandises	4 376	9 853	1 521 +
Services	753	617	136 +
Doncs et autres	21	15	6 +
Balances des opérations courantes	5 150	10 485	1 665 +

(Le signe + indique un solde positif pour la France.)

Ce tableau intègre pour 1967 MF des opérations de courtage international (1). En faisant abstraction de ce chiffre, le solde déficitaire de la France serait de 305 MF. C'est dire que la balance

France et le Japon est équilibrée, même si les chiffres sont légèrement différents à cause des incertitudes statistiques qui affectent les balances bilatérales.

BALANCE DES PAIEMENTS JAPON-FRANCE

(en millions de dollars)

	1974			1975		
	Débit	Crédit	Solde	Débit	Crédit	Solde
Marchandises	511	713	202 +	434	681	247 +
Services et transferts			241 -			238 -
Balances des opérations courantes			161 -			29 +

(Les signes + et - indiquent un solde positif ou négatif pour le Japon.)

Les exportations françaises vers le Japon

Non seulement le chiffre absolu des exportations françaises est faible mais encore il est très inférieur à celui que réalisent les États-Unis, qui vendent au Japon vingt-cinq fois plus que la France, l'Allemagne (deux à trois fois), la Grande-Bretagne (une fois et demi).

En 1976, les exportations françaises vers le Japon ont même été dépassées par celles de la Suisse.

Il est donc difficile de soutenir que la médiocrité de la performance française est due au caractère « opaque » du marché japonais ou à des obstacles non tarifaires importants, puisque ceux-ci, s'ils existent, s'appliqueraient à tous les pays. Nous nous bornerons donc à rappeler ici que :

— le taux moyen des tarifs douaniers appliqués par le Japon est de 5,5 % pour les produits miniers et manufacturés. Si l'on exclut le pétrole, ce taux moyen serait de moins de 4 % ;

— les articles encore soumis au contingentement sont au nombre de vingt-deux pour les produits agricoles et de cinq pour les produits industriels. En ce qui concerne ces contingents, il n'existe aucune discrimination par pays. (En France, il existe une cinquantaine de produits contingentés dont plus de la moitié s'appliquent discriminatoirement au Japon.)

— Les différences de langue et de coutumes sont certainement très importantes, mais, aussi, elles sont réciproques. Il est possible qu'elles entraînent des difficultés particulières pour les Français du fait que les Japonais appliquent les pratiques commerciales anglo-saxonnes et que leur langue internationale est l'anglais. Mais il faut surtout reconnaître l'insuffisance des efforts d'adaptation et de pénétration des exportateurs français, qui a été souvent soulignée par le C.N.P.F. ou la C.F.C.E.

— Si la sévérité des normes japonaises concernant la sécurité et la pollution nécessite une adaptation de la part des exportateurs étrangers, elle s'explique par la situation particulière du Japon : pays surpeuplé et soumis à des calamités naturelles fréquentes.

En définitive, il faut rechercher ailleurs les causes de la médiocre performance française sur le marché japonais.

Entre 1960 et 1976, la structure du commerce extérieur entre les deux pays s'est complètement transformée. Autrefois, c'était la France qui vendait à la France des produits de l'industrie légère et lui achetait des produits de l'industrie lourde. Aujourd'hui, la situation est inversée.

Dans les exportations japonaises, les principaux postes sont maintenant les navires, les machines, les automobiles, l'acier, les produits chimiques.

Au contraire, les ventes par la France de machines et d'équipements deviennent moins importantes et la première poste de l'exportation est maintenant le textile.

(1) Il s'agit essentiellement du commerce pétrolier.

(2) Voir « le Monde » du 14 septembre 1976.

(3) Et en France.

Cette évolution reflète la transformation économique du Japon au cours de la période de croissance rapide des années 60. L'industrie a été entièrement renouvelée au cours des quinze dernières années et les exportations du Japon sont constituées maintenant, pour plus de 50 %, par des produits de l'industrie mécanique.

En France, cette évolution n'a pas eu lieu et les exportations de biens d'équipement représentent seulement le quart des exportations. Il est donc naturel que le Japon ait trouvé en France un marché pour ses biens d'équipement alors que les producteurs français d'équipement n'ont pas trouvé le même marché au Japon.

En ce qui concerne les biens de consommation, la situation est quelque peu inversée car la France est un exportateur important. Les biens de consommation représentent le quart de ses exportations totales. Mais, bien que le marché de la consommation se développe au Japon, il n'en reste pas moins que les produits de l'industrie légère ne représentent que 7 % des

importations japonaises. De ce fait, les ventes françaises dans ce secteur, bien qu'elles dépassent les ventes japonaises du même secteur sur le marché français, ne peuvent atteindre des chiffres très élevés.

La conséquence des structures du commerce extérieur, tant au Japon qu'en France, est que l'exportation japonaise est bien adaptée au marché français, tandis que l'exportation et la structure industrielle françaises sont relativement mal adaptées au marché japonais.

La faiblesse des ventes françaises au Japon, notamment pour les équipements, doit d'ailleurs d'autant moins étonner qu'elle se retrouve sur tous les marchés industriels lointains. Par exemple, les ventes allemandes d'équipements au Japon sont sept fois plus fortes que les ventes françaises, elles sont également sept fois plus fortes aux États-Unis et en Australie. En un mot, les exportations françaises se concentrent sur les pays d'Europe et les pays francophones. Le Japon, qui est loin de tout, ne connaît que la grande exportation, et les réussites sur les marchés du bout du monde (comme la France) est le condition de sa survie.

Les exportations japonaises

Dans une étude récente, le Groupe d'études prospectives internationales (2) a montré que le choix de spécialisation du Japon dans le passé avait été particulièrement judicieux. La croissance de la japonaise s'est caractérisée par une évolution continue des structures de production et d'échanges, reflet d'une stratégie de spécialisation en fonction de la demande mondiale.

Cette spécialisation a revêtu deux formes. D'une part, la Japon a développé sa production et ses exportations dans les secteurs de biens d'équipement, de biens techniques et des investissements massifs. D'autre part, il a délégué des secteurs à faible demande mondiale tels que le textile ou la conserverie.

Telle est la cause essentielle du succès japonais à l'exportation : un petit nombre de secteurs ont acquis, par leurs dimensions, leurs techniques et des investissements massifs, une productivité exceptionnelle. Il n'est pas besoin pour expliquer le développement de ces exportations japonaises d'invoquer des subventions gouvernementales mythiques, des bas salaires depuis longtemps révolus, des dumping toujours invoqués mais jamais prouvés, une sous-évaluation du yen que le régime des changes flottants rend

plus qu'improbable. Il suffit de regarder pour voir que les secteurs exportateurs sont ceux où la productivité est supérieure.

Il n'existe dans le monde que quatre-vingt-cinq hauts fourneaux d'une capacité supérieure à 2 500 m³, dont vingt-cinq sont au Japon (3). Quel d'entre eux, si le prix de revient de l'acier japonais est la plus bas du monde ?

Dans les chantiers navals japonais les plus modernes, il est possible de construire douze navires par an dans une même cale sèche. En France, le premier chantier n'arrive pas à la moitié de ce chiffre.

Cartons à modèles de voitures japonaises, comme le Corolla ou la Sunny sont produits à plus de cinq cent mille exemplaires par an. Pour produire un véhicule de 1 000 livres, il faut neuf jours à un ouvrier japonais et quarante-sept jours à un ouvrier de l'industrie française.

La productivité japonaise a été secondée par un système commercial extraordinairement efficace, fondé sur les grandes sociétés de commerce, les célèbres shoshas. Les plus grandes de ces sociétés emploient chacune de trois mille à dix mille personnes et possèdent un système de collecte de l'information sans égal dans le monde.

Elles achètent et vendent de tout, initient les investissements à l'étranger, coordonnent la politique de leur groupe. Elles sont le fer de lance des échanges extérieurs.

Les vrais problèmes

Même si les succès du Japon sont dus à une organisation et à une productivité supérieures, il lui faut éviter les excès du triomphe. Son intérêt, d'ailleurs, est d'avoir des partenaires prospères.

Il peut arriver cependant que la concentration des exportations sur un petit nombre de produits mette en péril des entreprises étrangères.

En pareil cas, le gouvernement japonais est prêt à coopérer avec les pays importateurs en suscitant par exemple une stimulation des ventes comme c'est actuellement le cas pour l'acier. Mais de telles mesures ne règlent pas le problème fondamental, qui reste celui de la productivité du pays importateur.

À l'époque où les textiles japonais étaient bon marché, les fabricants japonais résistaient l'Europe de leurs protestations. Les ventes japonaises ont presque disparu, mais le problème n'est pas résolu. Il concerne maintenant Singapour ou Taiwan.

De même, dans la construction navale, les mesures prises par le gouvernement japonais ne bénéficieront aux pays européens que s'ils mettent la période actuelle à profit pour améliorer leur productivité.

Il faut aussi établir la véritable ampleur du problème. Pour les produits dits « sensibles », la part du marché française prise par les exportations japonaises reste très modique. Elle ne dépasse 10 % que pour les roulements à billes. Elle est de l'ordre de 2 % pour les automobiles et de 5 % pour les radios et les téléviseurs. En 1975, le seul Belgique a vendu en France vingt fois plus d'acier que le Japon, et cela sans soulever de drame. On peut donc se demander si le Japon n'est pas chargé de tous les péchés du monde, en l'occurrence la crise économique mondiale.

Dans une perspective constructive, le principal problème à résoudre est celui de l'augmentation des ventes françaises au Japon, qui seule, permettra de rééquilibrer les échanges à un niveau convenable.

Faciliter certaines implantations

Le premier effort en ce domaine incombe à la France. « Force est de constater que pour le moment peu d'organisations professionnelles françaises, trop peu d'entreprises, ont retenu le Japon comme pays prioritaire dans leur programme d'expansion à l'étranger », ainsi que le souligne M. José Bidegain.

Pour sa part, le Japon a entrepris, depuis l'automne dernier, de faciliter certaines importations. Ainsi, les automobiles destinées à la vente au Japon pourront subir les contrôles techniques dans le pays exportateur. L'application des nouvelles normes antipollution a été reportée de trois ans pour les seuls véhicules étrangers — ce qui constitue un cas curieux de discrimination inversée des procédures d'homologation des produits pharmaceutiques étrangers ont été assouplies. Une mission japonaise, forte d'une soixantaine de membres, vient de parcourir la France pour y rechercher les produits susceptibles d'être exportés au Japon. Des possibilités d'expansion des ventes françaises sont apparues. Elles doivent être concrétisées par un effort soutenu de part et d'autre et plus particulièrement des exportateurs français.

Il n'existe pas de fatalité voulant que la France ne réussisse pas au Japon. Des exemples sont différents que Rensselaer pour les skis ou Saint-Gobain Techniques Nouvelles pour l'ingénierie atomique sont là pour l'attester. Mais, c'est de ces entreprises et de quelques autres, combien n'ont jamais essayé de s'implanter au Japon, trop loin, trop exotique. Que de temps perdu !

ÉCHANGES COMMERCEUX FRANCO-JAPONAIS

(en millions de dollars)

STATISTIQUES	1973	1974	1975	1976
Statistiques françaises :				
Importations françaises	543	549	1 090	1 212 (1)
Exportations françaises	431	494	379	477 (1)
(1) Sur la base de 1 dollar = 4,85 F.				
Statistiques japonaises :				
Importations japonaises	537	592	551	538
Exportations japonaises	351	736	639	866

Se faire

Le « Nihon Keizai Shimbun » et « le Monde » ont organisé à Paris un colloque sur les relations économiques entre le Japon et l'Europe auquel participaient MM. Nakayama, ancien ambassadeur du Japon en France, Takeyama, éditeur à Nihon Keizai Shimbun, Yoshino, directeur du centre de recherches économiques Yamauchi, Missoffe, ancien ambassadeur de France au Japon, et Bidegain, président de la commission de l'expansion à l'étranger au C.N.P.F. Les débats étaient présidés par notre collaborateur Paul Fabra.

M. PAUL FABRA. — Les relations entre le Japon et l'Europe ont été marquées par une série de crises de position, de discussions et même de décisions qui pouvaient rappeler les maux vécus de la grande crise quand les pays industriels s'accusaient les uns les autres de provoquer des pertes de chômage et que pour s'en préserver, chacun d'eux recourait à des mesures protectionnistes dévastatrices.

L'atmosphère s'est quelque peu détendue, à la suite d'initiatives japonaises dans plusieurs secteurs sensibles, dont celui de la construction navale.

À travers ces péripéties, l'opinion publique a pris conscience de l'interdépendance des intérêts entre l'Europe et le Japon.

M. TAKEYAMA. — Nous sommes tous conscients que l'état actuel des relations économiques est extrêmement tendu. Ce colloque a pour but de servir les intérêts communs et de servir le Japon.

M. NAKAYAMA. — Après la seconde guerre mondiale, le Japon a restauré son économie selon les principes du marché libre, par l'introduction de nouvelles technologies et avec une main-d'œuvre honnête et diligente. Trente ans après, le Japon est appelé à jouer un rôle économique.

La plupart des Japonais souhaitent que les relations avec l'Europe prennent une voie plus amicale.

Du point de vue stratégique, les relations du Japon avec l'Europe, les deux super-puissances, sont vécues avec une certaine inquiétude. Le Japon est conscient que la paix en Europe est liée à la paix du monde. Pour notre pays, qui ne possède pas de ressources naturelles, le commerce est vital.

Le Japon commence à éliminer de divers marchés européens à cause de la concurrence des pays en voie de développement, qui exportent des textiles, des bateaux et autres marchandises. Si la progression de nos articles sur les marchés étrangers est critiquée, alors que le Japon n'agit qu'en accord avec les principes reconnus par les organisations internationales, que pouvons-nous faire de plus ?

L'argument qui consiste à dire que le marché japonais est fermé au commerce et aux investissements étrangers, par le biais des barrières non tarifaires, est souvent avancé. Je répondrai : le Japon est une société tout aussi diverse et complexe que l'Europe. Pour surmonter les barrières, les étrangers doivent s'efforcer de mieux comprendre notre société. Si nous devons faire des efforts pour ouvrir ces marchés, il faut que vous sachiez que nous avons beaucoup étudié les vôtres.

Vous affirmez que l'augmentation rapide des importations de produits japonais tels que l'acier, les automobiles, les bateaux et les appareils électroniques, etc., fait des ravages sur les marchés européens. Dans mon pays, nous avons l'impression que le Japon sort de bon équilibre. Nous ne pensons pas que les limitations volontaires du Japon pourraient, à elles seules, suffire à modifier les conditions économiques des pays de la C.E.E. Le Japon est disposé à assumer toutes ses responsabilités.

M. MISSOFFE. — Le problème est de savoir si, alors que le Japon est devenu un fait les mêmes intérêts fondamentaux, il est préférable qu'ils s'opposent ou qu'ils cherchent éventuellement les compromis et les concessions réciproques qui garantissent la stabilité du monde dont ils sont solidement partie prenante.

Les différences d'abord. Au chapitre des dissimilitudes, il y a leur position respective en face des États-Unis. Sans entrer dans les problèmes politiques, on peut remarquer que le Japon tire de ses relations privilégiées avec Washington un avantage de taille, qui est de ne pas avoir eu à consacrer à sa défense la part considérable de ses ressources que l'Europe, elle, doit lui affecter.

Le Japon, avec la protection des États-Unis, est devenu un pays pacifiste, et tout le monde s'en réjouit, mais il a aussi les

JAPON. concessi

مكتبة القرآن

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



GROUPE VICTOIRE

Chiffre d'affaires 1976

Compte tenu des délais nécessaires à la compilation des opérations de réassurance et de coassurance, d'une part, et des conséquences pratiques de la récente restructuration du groupe, les chiffres ci-dessous n'ont pas un caractère définitif, mais peuvent être considérés comme très proches de la réalité.

Les sociétés constituant le groupe ont réalisé en 1976 un chiffre d'affaires total d'environ 3 840 millions de francs et un chiffre d'affaires consolidé de 3 280 millions de francs, en progression dans les deux cas de 18,5 % sur 1975.

Le chiffre d'affaires consolidé des filiales et participations françaises a été de 2 676 millions de francs (+ 18,8 %). Dans ce total, les trois filiales contrôlées intégralement (Abellie Paix, Abellie Paix Vie, Abellie Paix Réassurance) ont réalisé pour 1 563 millions de francs, avec la même progression.

Pour les filiales et participations étrangères, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 613 millions de francs, en accroissement de 17,2 %. On ajoute à ce montant l'activité des sociétés françaises exercée directement à l'étranger par l'intermédiaire de succursales locales, on obtient un total qui représente 22,6 % du chiffre d'affaires consolidé.

Enfin, l'activité de réassurance de l'Abellie Paix Réassurance étant réalisée pour l'essentiel avec des sociétés étrangères, on peut dire que 34 % du chiffre d'affaires consolidé total est réalisé en monnaies étrangères.

Prise de participation au Canada

Poursuivant la politique d'expansion et de diversification géographique de ses activités à l'étranger, qui s'est déjà concrétisée en 1975 par la prise de participation dans la Prévoyance à Montréal (25 % du capital), le Groupe a décidé de prendre une participation de 25 % dans le capital d'Imperial Life (Toronto), importante compagnie d'assurance sur la vie opérant sur l'ensemble du territoire canadien, mais aussi en Grande-Bretagne et aux U.S.A. Cette société a réalisé en 1976 un chiffre d'affaires de can. \$ 787 M. et ses actifs s'élevaient à can. \$ 2 077 M.

Le capital d'Imperial Life sera contrôlé, comme celui de la Prévoyance, par :
— Le groupe canadien Laurier (Société mutuelle d'assurance sur la vie - Québec) 50 %
— Le groupe Victoire 25 %
— Un groupe bancaire canadien 15 %

L'investissement du groupe Victoire, qui sera réalisé au cours des prochains mois, s'élèvera à can. \$ 84 M. et sera réparti entre la Compagnie canadienne du groupe Victoire et l'Abellie Paix Réassurance. Cette acquisition est de nature à augmenter sensiblement la part du chiffre d'affaires du groupe réalisé à l'étranger.

LAFFITE - BAIL

Le conseil d'administration, réuni le 17 mars sous la présidence de M. André Legros, a arrêté les termes du rapport 1976 et des projets de résolutions à soumettre à l'assemblée générale des actionnaires convoquée pour le 12 mai au siège social, 21, rue Laffitte, à Paris. Comme annoncé lors de l'introduction de la société en Bourse le 15 février dernier, il sera proposé la mise en paiement d'un dividende de 10,50 F, en progression de 16,67 % sur le précédent (9 F) et correspondant à la distribution de 35 % du bénéfice de l'exercice, conformément aux recommandations gouvernementales en matière de S.N.C.F. Il sera en outre proposé aux actionnaires de décider

du principe de la mise au porteur des titres, jusqu'à présent exclusivement nominatifs. Le conseil d'administration s'est réuni de l'entraide avec lequel la Bourse de Paris avait accueilli les titres de la Société et tout particulièrement de l'élargissement de l'actionnariat à de nombreux nouveaux actionnaires privés et fonds communs de placement. Le conseil a constaté la poursuite depuis le début 1977 d'une activité soutenue au rythme moyen habituel de la société (un centrai de crédit-bail immobilier par mois), soit trois opérations supplémentaires qui portent le montant cumulé des engagements de 330 millions de F.

HENKEL FRANCE S.A.

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société Henkel France a décidé d'augmenter son capital social d'une somme de 10 millions de francs par la création de 100 000 actions nouvelles de nominal de 100 F chacune. L'entrée en jouissance de ces actions nouvelles a été fixée au 1^{er} janvier 1977.

Les 100 000 nouvelles actions ont été entièrement souscrites par la société Henkel K.G.A.A. de Benseldorf.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE POUR LA LOCATION

LOCAFINANCIÈRE

Lors de sa séance du 21 mars, tenue sous la présidence de M. Jean-Louis Gendry, le conseil d'administration de Locafinancière a procédé à l'arrêté définitif des comptes de l'exercice 1976. Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice s'élève à 104 044 000 F, soit + 27,8 %, activités de la progression à 426 et ventes actives quel que soit le marché des véhicules neufs.

Les exportations de semi-remorques (+ 21 %) réalisées la chaîne :

- Un immeuble à usage de bureaux à Valéry ;
- Un centre commercial à Montigny, près de Havre ;
- Des hôtels pour les chaînes Mercure et Ibis, à Antibes, Lyon, Toulouse ;
- Un centre commercial à Toulon La Valette ;
- Une opération de leasing sur l'Hotel Sofitel-Séras.

Au total, les engagements cumulés hors taxes de Locafinancière s'élevaient au 31 décembre 1976 à 615 millions et les investissements bruts hors taxes à 478 millions de francs.

Les produits hors taxes de la société ont atteint 63 519 368,48 F dont 53 248 146,26 F soit 83,5 % pour les opérations de crédit-bail, 8 185 238,50 F pour la location simple et 1 084 233,52 F pour les produits divers. Après 37 053 312,33 F de charges d'exploitation (dont 11 920 231,77 F d'amortissements et provisions) et 1 119 178,78 F contre 22 993 446,10 F en 1975, soit une progression de 14 %.

Le conseil d'administration proposera à une assemblée générale ordinaire convoquée pour le vendredi 26 avril, en application des dispositions prévues par le plan Barre, la distribution d'un dividende de 13,85 F par action.

TRAILOR

Le conseil d'administration de Trailor, réuni le 25 mars 1977, sous la présidence de M. René More, a approuvé les comptes de l'exercice 1976/1977, clos le 30 novembre 1976. Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé de 308 721 000 F est en augmentation de 18,9 % sur le chiffre d'affaires hors taxes consolidé de l'exercice 1975 (même période de douze mois).

Cet accroissement est dû, d'une part, à la progression spectaculaire des ventes de semi-remorques Trailor sur le marché français (238 millions 800 000 francs, soit + 75,4 %), largement stimulée, comme l'ensemble du marché poids lourd (+ 51,6 %), par les mesures d'aides à l'investissement de fin 1975, d'autre part, au développement des activités véhicules de l'entreprise (véhicules de 33 %) et allemande (+ 256 %) de l'exploitation rapide des activités « services » : véhicules d'occasion, réparations, pièces détachées, location (108 044 000 F, soit + 27,8 %), activités de la progression à 426 et ventes actives quel que soit le marché des véhicules neufs.

Les exportations de semi-remorques (+ 21 %) réalisées la chaîne :

MERLIN GERIN

Le bénéfice net de l'exercice 1976 s'élève à 22,6 millions de francs. Le conseil d'administration proposera à la prochaine assemblée, en fonction des dispositions en vigueur, la répartition d'un revenu limité à 14,40 F par action, dont 9,00 F de dividende distribué et 5,40 F représentant l'impôt payé d'avance versé au Trésor par la société.

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

La Caisse nationale de crédit agricole a émis, à date du 28 mars 1977, un emprunt obligataire d'une durée de quinze ans, amortissable en dix séries égales de 1983 à 1992. Les souscriptions se font, soit en numéraire (conformément de 2 200 millions de francs, soit par voie d'échange des titres C.N.C.A. 6,25 % 1968 et 9 % 1969. Les titres d'un nominal de 1 000 F, sont émis et remboursés au pair. Le taux d'intérêt nominal est de 11 %, soit un coupon de 110 francs payable le 24 avril de chaque année et, pour la première fois, le 24 avril 1977. Le taux actuariel brut à l'émission ressort à 10,87 %. Les détenteurs de titres échangeables bénéficieront du versement d'une somme de 3 francs pour 100 francs de capital échangé, ce qui représente un supplément de taux de l'ordre de 0,25 %. L'émission en numéraire sera close sans préavis. L'émission par voie d'échange se poursuivra jusqu'au 15 avril 1977.

FACOM

Le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1976. Ils font apparaître un bénéfice d'exploitation de 88 millions 53 356 F contre 40 982 038 F en 1975 après une déduction aux amortissements et à la provision pour complément d'amortissements de 11 197 918 F contre 9 587 188 F en 1975 et la constitution de provisions pour 5 229 779 F.

Après déduction de la participation du personnel de 15 067 976 F (contre 10 865 729 F en 1975) dont 10 865 729 F au titre de l'exercice 1976 et 4 201 246 F au titre de l'exercice 1975, le bénéfice distribuable est de 72 358 053 F. Le conseil propose de distribuer un dividende de 1976, de la provision pour complément d'amortissements de 11 197 918 F, d'une provision pour impôt sur les sociétés de 850 000 F, après avoir ajouté les résultats antérieurs, amortissements et divers, et d'arrêter l'impôt sur les sociétés de 30 147 087 F, ainsi que le prélevement exceptionnel de 618 829 F. Le bénéfice net s'élève à 23 106 811 F en augmentation de 48 % sur celui de l'exercice précédent qui était de 15 578 447 F.

Pour se conformer aux recommandations gouvernementales, le conseil propose à l'assemblée générale ordinaire du 4 juin prochain un dividende de 12,80 F, en augmentation de 6,5 % sur celui de l'exercice précédent. Ce dividende, assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 440 F, correspond à un revenu global de 13,20 F contre 12 F l'année dernière.

Rappelons que le chiffre d'affaires hors taxes, s'est élevé en 1976 à 372 millions de francs contre 30 l'année précédente, soit une augmentation de 25 %.

ACTIGEST

Le conseil s'est réuni le 24 mars 1977 pour examiner les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1976. L'actigest s'élève à 22,6 millions de francs, contre 20 330 564,67 F au 31 décembre 1975, et se répartit, soit comme suit :

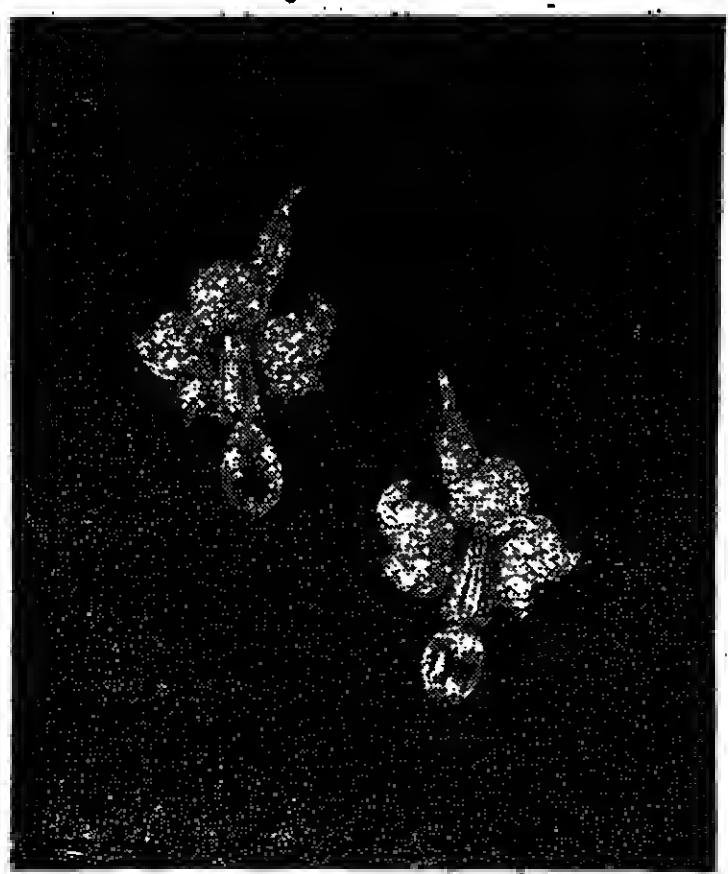
— Actions françaises 23,00 %
— Actions étrangères 27,33 %
— Obligations françaises 22,67 %
— Obligations étrangères 2,78 %
— Liquidités 9,97 %
Total 100,00 %

La valeur liquidative ressortait 104,00 contre 105,52 à fin décembre 1975. Le conseil d'administration proposera à l'assemblée convoquée le 6 mai à 15 heures la mise en paiement d'un dividende net de 3,80 F auquel s'ajoutera un impôt payé d'avance au Trésor de 0,25 F, soit un revenu global de 4,05 F (contre 4,10 F pour l'exercice précédent). Les actionnaires auront la possibilité de réinvestir leur dividende en actions de la société sans aucun frais ni droit d'entrée à condition d'en informer la banque Louis Dreyfus dans un délai de trois mois à compter de la date de mise en paiement du dividende.

Sotheby Parke Bernet New York

Fondée en 1744. La plus importante société du monde de commissaires-priseurs et d'experts en matière d'art.

MAGNIFIQUE JOAILLERIE



Deux ravissantes broches en diamant briolette montées en forme de lis par Van Cleef & Arpels.

Vente aux enchères, Jeudi 14 avril. Catalogue illustré sur demande \$ 14 par poste. Réf. n° 3973, chèques en dollars U.S. seulement ou Dept. MS

880 Madison Avenue - New York 10021 212-472-3400 - Telex : 238943

EN IMPORTATION DIRECTE SITRUK AUTORADIO

vous offre en vente exceptionnelle et en quantité limitée des autoradios toutes marques. 1400 F

Exemple :

AUTORADIO PIONEER

KP 4300 A

P.O. GO.FMS

CASSETTE STEREO 2x7W



90, rue de Maubeuge - 75010 PARIS - Gare du Nord

Tél. 526.46.46



OBLIGATIONS DE 2000 F

11%

mars 1977

- Intérêt : payable annuellement le 15 février.
- Remboursement : Au pair, à la suite de tirages au sort, le 15 février de chacune des années 1978 à 1992, pour la moitié au moins du nombre d'obligations à amortir, la S.N.C.F. se réservant, pour le complément, la faculté de procéder à l'amortissement par rachat. A chaque échéance, les obligations seront amorties suivant un tableau établi sur la base d'une annuité constante d'intérêt et d'amortissement.
- Jouissance : 11 mai 1977.
- Prix d'émission : 2 000 F.

• Taux de rendement actuariel brut : 10,82%

Les souscriptions peuvent être libérées uniquement en numéraire. Elles seront servies à concurrence du nombre de titres disponibles à chaque guichet pour un montant global de 500 millions de francs.

Les obligations seront cotées à la Bourse de Paris.

SOUSCRIVEZ

dans les Banques et chez les Agents de Change, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste et les Caisseries d'Epargne, au Service des Titres et dans les gares de la S.N.C.F.

B.A.L.O. du 28 mars 1977.

مكتبة القرآن

Fondateur
des « Cahiers de l'Herne »

DOMINIQUE DE ROUX EST MORT.

Dominique de Roux devait s'envoler mercredi pour l'Angola, entendait y jouer un rôle auprès de l'UNITA. Non par idéal politique — il oscillait de Maurras à Mao comme par plaisir d'être soupçonné du pire — mais pour défilé le destin et se prouver capable d'un homme seul sur événements.

Ce sens de la solitude devient l'histoire et la mort hante le dernier roman, *Le Cinquième Empire*, qui paraît cette semaine chez Belfond et dont « Le Monde » rend compte dans le prochain numéro daté 1^{er} avril. L'occasion de séjours en Guinée et au Mozambique, puis à Libreville, bonne lors de la révolution des « collets », Dominique de Rouville sur l'Occident en crise, le jazz sur le proche et le lointain.

« Ses éclats de pamphlétaire n'étaient pas faits pour le dé-
 vrer de cette solitude. Il ne pou-
 vait que se retrouver isolé à écri-
 re comme il l'a fait, avec l'au-
 torité des anciens polémistes
 d'extrême droite, les vedettes de
 ces puissances de la « mode
 nité ». A l'« écriturisme » coup-
 able d'avoir coupé les liens en-
 tre les mots et les concepts, il oppo-
 sait farouchement le « grand
 style de l'égotisme » : Céline, Proust,
 Gombrowicz.

C'est dans son action pour faire connaître ces auteurs qu'il a le mieux brisé son isolement géographique. Les Cahiers de l'Hermès qu'il a fondés en 1960, représentaient un idéal de partage littéraire plus convaincant que ses éloges de Laurence d'Afrique.

D'une culture vaste et sans
priori. Dominique de Roux étai
d'autant plus attachant qu'il étai
inclassable, imprévisible, im
dent. On lui prêtait toutes sort
d'arrière-pensées, alors que s
déclarations de passion pou
Céline, Pound, Gombrowicz
Borges n'en livrent qu'une : c'éta
non fin de littérature — R. P.

Né en 1935, de noblesse chère
 à la, Dominique de Roux s'est po-
 é, engagé entre le roman (*Mademoiselle*
Alcoët, 1960; *Harmonica-Zug*, 196
Maison jeune, 1966) et le pamphl-
 (Le Sabot de Denver, 1968; *L'Ouvr*
ture de la chasse, 1969; *Immédi*
atement, 1973).

littéraires qu'il a le plus marqués en créant en 1960 les *Cahiers*

Fétis, où allaient paraître notamment des études sur Céline, Bernabé, Borges, Pound, Musil, etc., par des essais : Céline (1866) de Gouille (1968) et Gombrowicz (1968).]

FRANCO RUSSOLI

Nous apprenons la mort, survenue subitement à Milan, mardi 22 mars, de Franco Russo, historien et critique d'art. Il était âgé de cinquante-quatre ans.

(Directeur de la Pinacoteca
Berra de Milan, qu'il dirigeait depuis
une quinzaine d'années, Fran-
cesco (né à Florence en 1923)
possédait un profil nouveau à ce gra-
nd musée de l'Italie du Nord, où
il était entré à vingt ans. Nommé
en 1970 surintendant aux beaux-arts
de Lombardie, il s'était efforcé d'ouvri-
re les musées au public populaire.

Malgré les graves difficultés financières que connaît la Brera (commune à la plupart des musées italiens), et qui souvent en partie ou en totalité sont assurées tant de gardiens, d'électricité, etc.), Franco Russell avait réussi à en faire un centre culturel animé où se multipliaient les expositions, au long des années. La dernière encore ouverte. Brera.

musée, est un manifeste qui résumait des idées sur le rôle du musée, dont il faut cesser de faire, selon lui, temple » de la tradition.

Ses idées, Franco Russoli a pu les exprimer non seulement à la Biennale mais aussi à l'ILOOM (le Conseil international des musées), dont il était membre du conseil exécutif depuis 1972, et au conseil national

italien de la même organisation. En 1943, il rejoint l'armée italienne et participe à la guerre. Il contribue à la libération de la ville de Rome. Après la guerre, il s'installe à Rome et travaille dans le secteur de la construction. Il est également actif dans le mouvement ouvrier et participe à la fondation du Parti communiste italien. Il est élu député du Parlement italien en 1948 et reste membre du Parlement jusqu'en 1953. Il est également élu sénateur du Parlement italien en 1953 et reste membre du Parlement jusqu'en 1958. Il est élu président du Conseil des ministres en 1955 et reste en fonction jusqu'en 1958. Il est élu président de la République italienne en 1955 et reste en fonction jusqu'en 1958. Il est élu président du Conseil des ministres en 1958 et reste en fonction jusqu'en 1963. Il est élu président de la République italienne en 1963 et reste en fonction jusqu'en 1968. Il est élu président du Conseil des ministres en 1968 et reste en fonction jusqu'en 1973. Il est élu président de la République italienne en 1973 et reste en fonction jusqu'en 1978. Il est élu président du Conseil des ministres en 1978 et reste en fonction jusqu'en 1983. Il est élu président de la République italienne en 1983 et reste en fonction jusqu'en 1988. Il est élu président du Conseil des ministres en 1988 et reste en fonction jusqu'en 1993. Il est élu président de la République italienne en 1993 et reste en fonction jusqu'en 1998. Il est élu président du Conseil des ministres en 1998 et reste en fonction jusqu'en 2003. Il est élu président de la République italienne en 2003 et reste en fonction jusqu'en 2008. Il est élu président du Conseil des ministres en 2008 et reste en fonction jusqu'en 2013. Il est élu président de la République italienne en 2013 et reste en fonction jusqu'en 2018. Il est élu président du Conseil des ministres en 2018 et reste en fonction jusqu'en 2023. Il est élu président de la République italienne en 2023 et reste en fonction jusqu'en 2028.

...toute l'art moderne et contemporain.
Il dirigea et écrivit en partie
une histoire de l'art en quatre
volumes publiée en 1967. Il avait
entrepris une importante monographie
sur Henry Moore. — J. M.]

Un cargo sud-coréen est parti à la recherche du Japon : vingt marins disparus.
Vingt hommes de l'équipage d'un cargo sud-coréen sont portés disparus, après une collision survenue entre leur bâtiment et un navire grec dans les eaux situées au large de la péninsule de K.

du centre du Japon, mercredi
10 mars. — (A.F.P.)

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26